



# Rapport financier semestriel 2018



LE GROUPE LA POSTE



## TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>Attestation de la personne responsable</b>	4
<b>2</b>	<b>Rapport semestriel d'activité</b>	8
	▪ Faits marquants, activité et résultats	
	▪ Transactions avec les parties liées	
	▪ Principaux risques et incertitudes	
<b>3</b>	<b>Etats financiers consolidés résumés</b>	68
<b>4</b>	<b>Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle</b>	106



1

**ATTESTATION  
DE LA PERSONNE RESPONSABLE**



## ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité semestriel ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions avec les parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> août 2018

Le Président-directeur Général

Philippe Wahl



2

## RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE



# FAITS MARQUANTS, ACTIVITE ET RESULTATS

## SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>FAITS MARQUANTS.....</b>	<b>13</b>
1.1	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER .....	13
1.2	ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE.....	16
1.3	DEVELOPPEMENTS, PARTENARIATS ET ACQUISITIONS .....	18
1.3.1	Services-Courrier-Colis .....	18
1.3.2	GeoPost.....	19
1.3.3	La Banque Postale.....	19
1.3.4	Le Réseau La Poste .....	21
1.3.5	La Poste Mobile.....	21
1.3.6	Le Numérique.....	21
1.3.7	L'immobilier .....	21
1.4	EMISSION DE 750 MILLIONS D'EUROS DE TITRES SUBORDONNES HYBRIDES PERPETUELS .....	22
1.5	ENGAGEMENT DU GROUPE EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT RESPONSABLE .....	22
1.5.1	La Poste récompensée pour son engagement sociétal.....	22
1.5.2	Transition écologique.....	23
1.5.3	Un numérique éthique et responsable.....	24
1.5.4	Cohésion sociale et territoriale.....	24
1.6	LA POSTE, UN EMPLOYEUR RESPONSABLE.....	25
1.6.1	Dialogue social .....	25
1.6.2	Formation et évolution professionnelle .....	25
1.6.3	Santé et qualité de vie au travail .....	26
1.6.4	Offre sociale et logement .....	26
<b>2.</b>	<b>SYNTHESE DES RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE LA POSTE.....</b>	<b>27</b>
2.1	PRODUITS OPERATIONNELS .....	28
2.2	RESULTAT D'EXPLOITATION .....	30
2.3	RESULTAT FINANCIER .....	31
2.4	RESULTAT NET.....	31
2.5	FLUX DE TRESORERIE DISPONIBLE ET VARIATION DE LA DETTE NETTE .....	31
2.6	RATIOS FINANCIERS .....	32

<b>3. RESULTATS OPERATIONNELS PAR SECTEUR D'ACTIVITE .....</b>	<b>33</b>
3.1 SYNTHÈSE DES RESULTATS OPERATIONNELS PAR SECTEUR D'ACTIVITE .....	33
3.2 SERVICES-COURRIER-COLIS.....	34
3.2.1 Activité Services et Courrier .....	34
3.2.2 Activité Colis .....	35
3.2.3 Résultat d'exploitation .....	36
3.3 GEOPost .....	36
3.3.1 Poursuite du développement accéléré des ventes.....	37
3.3.2 Résultat d'exploitation .....	38
3.4 LA BANQUE POSTALE .....	38
3.4.1 Activités commerciales .....	39
3.4.2 Performance opérationnelle.....	41
3.4.3 Structure financière.....	42
3.5 LE RESEAU LA POSTE.....	43
3.5.1 Réseau La Poste .....	44
3.5.2 La Poste Mobile.....	45
3.6 NUMERIQUE.....	45
3.6.1 Chiffre d'affaires .....	46
3.6.2 Résultat d'exploitation .....	47
3.7 AUTRES SECTEURS.....	47
3.7.1 L'Immobilier.....	47
3.7.2 Supports et structures .....	48
3.7.3 Charges non affectées .....	499
<b>4. AUTRES AGREGATS-CLES DU COMPTE DE RESULTAT.....</b>	<b>50</b>
4.1 RESULTAT FINANCIER .....	50
4.2 RESULTAT NET PART DU GROUPE .....	51
<b>5. ENDETTEMENT ET SOLIDITE FINANCIERE.....</b>	<b>52</b>
5.1 VARIATION DE LA DETTE NETTE .....	53
5.1.1 Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles .....	53
5.1.2 Flux de trésorerie des activités d'investissement hors Banque .....	54
5.1.3 Indicateur de Santé Economique.....	57
5.1.4 Variation de la dette nette.....	57
5.2 VARIATION DE TRESORERIE .....	59
5.3 DECOMPOSITION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER .....	61
5.3.1 Endettement brut.....	61

5.3.2	Endettement net.....	62
5.4	CAPITAUX PROPRES ET STRUCTURE FINANCIERE .....	63
5.5	NOTATION FINANCIERE .....	64
<b>6.</b>	<b>PERSPECTIVES ET EVENEMENTS POST CLOTURE.....</b>	<b>65</b>
6.1	PERSPECTIVES.....	65
6.2	EVENEMENTS POST CLOTURE.....	65

*NB 1 : Les données financières figurant dans ce document sont issues des comptes consolidés du Groupe établis selon les normes IFRS.*

*NB 2 : Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à de légers écarts dans les totaux ou les variations.*

## 1. Faits marquants

### 1.1 Environnement économique et financier

Compte tenu de son positionnement sur des activités de services, le Groupe est influencé dans ses différents métiers par la conjoncture économique et par l'évolution du coût du travail, notamment en France. Les cours du pétrole et les taux de change, vis-à-vis du dollar US et de la livre sterling notamment, sont également importants pour les activités logistiques et internationales du Groupe (forte présence de GeoPost au Royaume-Uni). Enfin, le Groupe est sensible, pour ses activités bancaires, à l'évolution des taux d'intérêt et dans une moindre mesure à celle des marchés financiers.

#### **Une croissance mondiale encore soutenue mais en ralentissement**

La croissance mondiale est sans doute passée par un pic en 2017. Tout en restant soutenue, la progression du PIB mondial a en effet décéléré au 1<sup>er</sup> semestre. Le ralentissement a été assez net au Japon, au Royaume-Uni et aussi dans la zone euro. En revanche, l'économie américaine a corrigé par un net rebond au 2<sup>ème</sup> trimestre le fléchissement de sa croissance en début d'année. Aux Etats-Unis, l'activité a été stimulée à la fois par les baisses d'impôts liées à la réforme fiscale adoptée fin 2017 et par le surcroît de dépenses budgétaires voté en début d'année. En Chine, d'après l'estimation officielle, la croissance du PIB n'a quasiment pas ralenti, tirée par le développement des services et de la consommation des ménages, ainsi que par la montée en gamme de l'industrie. Par ailleurs, la Russie a continué de bénéficier de la remontée du prix du pétrole. De son côté, l'Inde a maintenu un rythme de croissance soutenu. Quant au Brésil, il a poursuivi sa reprise peu vigoureuse amorcée fin 2016, toujours menacée par un contexte politique et social instable.

#### **Modération de l'activité en zone euro**

La croissance de la zone euro s'est affaiblie début 2018, avec une progression du PIB de 1,5 % au taux annuel au 1<sup>er</sup> trimestre, alors qu'elle avait été comprise entre 2,5 % et 3 % l'an au cours des cinq trimestres précédents. Les enquêtes de conjoncture du 2<sup>ème</sup> trimestre sont apparues encore mitigées, notamment dans l'industrie. La première raison de cette inflexion de la croissance tient à la forte hausse du prix du pétrole qui a ponctionné le pouvoir d'achat des ménages. L'inflation a ainsi accéléré au 1<sup>er</sup> semestre sous l'effet de l'augmentation des prix de l'énergie. Par ailleurs, si l'euro s'est déprécié avec la crise italienne fin mai, il était resté ferme courant 2017 et sur les premiers mois de 2018. Outre un tassement du cycle industriel mondial, les effets décalés de cette appréciation antérieure du change ont pesé sur la compétitivité des produits européens, donc sur les exportations.

En dehors de la zone euro, la croissance de la Pologne est restée très vigoureuse au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, avec une progression du PIB de 5,2 % sur un an, grâce notamment à la consommation des ménages, tirée par la hausse de l'emploi et des salaires.

Au Royaume-Uni, la croissance s'est nettement affaiblie en début d'année avec une hausse du PIB de seulement 0,9 % au taux annuel au 1<sup>er</sup> trimestre (en partie sous l'effet de chutes de neige en mars). La Banque d'Angleterre s'est montrée hésitante. Une inflation et une hausse des salaires dépassant les 2 % l'an, avec des tensions persistantes sur les capacités de production et sur le marché du travail, l'ont temporairement incitée à relever son taux directeur. Toutefois, des signes d'affaiblissement de la demande l'ont conduite à opter pour le *statu quo* au 1<sup>er</sup> semestre.

## Net ralentissement de la croissance en France

Après une très bonne année 2017 (hausse du PIB de 2,3 % en moyenne annuelle<sup>1</sup>), la croissance a brutalement ralenti au 1er trimestre (+0,6 % au taux annuel). Les hausses du prix du tabac, des prix de l'énergie et de la fiscalité (relèvement des taxes sur le diesel, augmentation de la CSG compensée seulement partiellement par une 1ère baisse des cotisations sociales des salariés) ont pesé sur le pouvoir d'achat des ménages qui s'est nettement contracté début 2018. Par ailleurs, les exportations ont subi le contrecoup des livraisons importantes de matériel aéronautique intervenues fin 2017. Plus fondamentalement, elles ont sans doute aussi pâti de la fermeté passée de l'euro et d'un tassement de la demande de produits industriels. Autre frein à la croissance, l'activité du marché immobilier s'est tassée, même si les prix des logements sont restés haussiers. Le taux de chômage a augmenté au 1er trimestre (à 8,9 %) mais l'amplitude de son repli avait surpris fin 2017. Malgré un chômage encore élevé, l'amélioration du marché du travail s'est très rapidement traduite par l'apparition de difficultés de recrutement, ce qui a commencé à générer un raffermissement progressif des salaires. Par ailleurs, les tensions sur les capacités de production ont persisté malgré le fléchissement de la croissance en début d'année. Les perspectives d'investissement sont restées d'ailleurs assez bonnes d'après les enquêtes auprès des entreprises.

## La hausse du prix du pétrole a fait remonter l'inflation

Le prix du pétrole a poursuivi sa remontée au 1<sup>er</sup> semestre. Le cours du baril de Brent de la mer du Nord, qui valait près de 65 \$ en décembre 2017, a augmenté de 10 \$ environ pour atteindre presque 75 \$ en juin. En effet, la consommation mondiale d'or noir a continué de croître tandis que l'offre est restée contrainte malgré le rebond (amorcé en 2016) de la production de pétrole de schiste américain. En effet, l'Opep et d'autres grands producteurs dont la Russie ont continué d'appliquer leurs quotas de production adoptés fin 2016. En outre, la production du Venezuela a chuté à cause de la crise économique et politique que ce pays traverse. En conséquence, les stocks mondiaux de pétrole, qui avaient beaucoup augmenté en 2015 et 2016, ont continué de se dégonfler. En mai, la décision des Etats-Unis de se retirer de l'accord conclu en 2015 sur le programme nucléaire iranien et de rétablir les sanctions économiques à l'encontre de Téhéran a fait anticiper un recul des exportations pétrolières de l'Iran, ce qui a suscité une nouvelle hausse du prix du baril. Cependant, en juin, l'Opep et les autres signataires de l'accord sur les quotas de production ont contribué à apaiser les tensions sur les cours en déclarant leur intention de compenser la baisse de l'offre du Venezuela et la diminution à venir des exportations iraniennes.

L'évolution du cours du pétrole a suscité à partir d'avril-mai une vive ré-accélération de la hausse sur un an du prix de l'énergie. La variation sur un an des prix à la consommation dans la zone euro a en conséquence atteint 2 % en juin. En revanche, l'inflation sous-jacente (excluant l'énergie et l'alimentation) est restée faible, à 1 %. Toutefois, on a observé une accélération graduelle des salaires depuis 2017, qui devrait progressivement se transmettre aux prix de détail. De son côté, l'inflation française s'est également renforcée (2,0 % en juin), à cause des prix de l'énergie, mais aussi du fait du relèvement du prix du tabac. En outre, l'inflation sous-jacente, très faible en 2017, s'est redressée (1,1 % en juin).

<sup>1</sup> Données définitives des comptes de la nation publiées le 30 mai 2018 en données corrigées des jours ouvrables

**Taux d'intérêt encore très bas en Europe ; turbulences sur les places boursières**

Outre-Atlantique, la normalisation graduelle de la politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed) et une inflation peu à peu plus forte ont fait monter les taux d'intérêt au 1<sup>er</sup> semestre. Le taux des emprunts du Trésor américain à 10 ans a ainsi gagné 50 points de base sur le semestre, à 2,9 % en juin. En revanche, dans la zone euro, les taux homologues sont restés très bas car la faiblesse de tendance de fond de l'inflation a persisté et la croissance économique a ralenti. Surtout, la BCE n'a pas commencé à remonter ses taux directeurs et ses achats de titres ont continué de peser sur le niveau des taux d'intérêt même si elle en a réduit le montant. Par ailleurs, l'arrivée au pouvoir en Italie de partis eurosceptiques, dont le programme a fait craindre un dérapage du déficit budgétaire dans un pays déjà très endetté, a détourné une partie des investisseurs des titres italiens. La réallocation des portefeuilles d'investissement a profité aux emprunts d'Etat jugés les plus sûrs, le Bund allemand au premier chef mais aussi l'OAT, dont les taux d'intérêt ont donc baissé en mai-juin. Au total, le rendement du Bund allemand n'a augmenté que de 5 points de base au 1<sup>er</sup> semestre, à 0,39 %. Le taux de l'OAT 10 ans n'est guère monté davantage (+7 points de base à 0,75 %).

De leur côté, les taux d'intérêt interbancaires dans la zone euro n'ont quasiment pas varié au 1<sup>er</sup> semestre et ils sont restés négatifs du fait de la politique monétaire menée par la BCE. Cette dernière a en effet maintenu à -0,4 % son taux d'intérêt sur les dépôts des banques commerciales, le véritable taux directeur pour la zone euro actuellement. En conséquence, l'Eonia a stagné à -0,36 % environ. De son côté, l'Euribor 3 mois a oscillé autour de -0,33 %.

Aux Etats-Unis et dans la zone euro, les places boursières ont connu des turbulences à partir de fin janvier. Certes la croissance des résultats des sociétés cotées est restée soutenue au 1<sup>er</sup> trimestre dans le contexte d'une conjoncture économique mondiale encore favorable. Mais les investisseurs ont eu divers sujets d'inquiétude : la crainte, passagère, d'une forte accélération de l'inflation outre-Atlantique ; la nouvelle hausse du prix du baril, aux effets négatifs sur l'activité des pays importateurs nets de pétrole ; les conflits commerciaux déclenchés par les Etats-Unis ; les signaux de ralentissement de l'activité industrielle, en Europe notamment ; la formation d'un gouvernement eurosceptique en Italie. Outre-Atlantique, grâce à leur vive progression de janvier, le Standard & Poor's 500 et le Nasdaq sont parvenus à augmenter sur le semestre. En revanche, les grandes places boursières de la zone euro ont quasiment fait du surplace voire ont baissé. Le CAC 40 n'a ainsi progressé que de 0,2 %, à 5 324 points fin juin.

**Remontée du dollar, stabilité de la livre**

Après une baisse en 2017, le dollar s'est repris au 1<sup>er</sup> semestre face à l'euro et à de nombreuses autres devises. Cette correction a été favorisée par le maintien d'une croissance robuste aux Etats-Unis et, en conséquence, la perspective d'une poursuite de la hausse des taux directeurs de la Fed. L'écart de taux d'intérêt à court et à long terme s'est notamment creusé avec la zone euro. A l'inverse, la devise européenne a été pénalisée au 2<sup>ème</sup> trimestre par le ralentissement de l'activité économique dans la zone euro et par le retour des risques politiques (gouvernement eurosceptique en Italie, divisions au sein de l'Europe suscitées par la crise des migrants). La perspective d'une normalisation de la politique monétaire de la BCE plus tardive qu'anticipé a joué aussi. La banque centrale a en effet annoncé en juin son intention de ne pas remonter ses taux directeurs avant la fin de l'été 2019. Après être monté jusqu'à près de 1,25 \$ début février, l'euro s'est légèrement affaibli jusque mi-avril avant de décrocher, à un peu moins de 1,17 \$ en juin contre 1,18 \$ en décembre 2017.

L'éventualité d'un *Brexit*, sa confirmation en 2016 et le début très laborieux des négociations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne (UE) avaient contribué à une chute de la livre sterling face à l'euro de fin 2015 jusqu'à août 2017. La livre s'était ensuite reprise à l'automne dernier. Au 1<sup>er</sup> semestre, elle a fluctué, sans montrer aucune tendance, autour d'une moyenne de 0,88 £ pour un euro (0,88 £ aussi en juin comme en décembre 2017). Les opérateurs ne se sont pas forgés de conviction susceptible de faire dévier le taux de change, à l'image des hésitations de la Banque d'Angleterre quant à l'orientation de sa politique monétaire. Du côté des négociations entre le Royaume-Uni et l'UE sur le *Brexit*, leur évolution a aussi été plutôt favorable à une stabilité de la livre face à l'euro. Il y a eu en effet quelques avancées au 1<sup>er</sup> semestre avec un projet d'accord de retrait du Royaume-Uni de l'UE. Ce projet a porté notamment sur la période de transition après la sortie officielle prévue en mars 2019, sur les droits des citoyens européens outre-Manche et il a inclus un compromis temporaire sur la question épique des relations entre l'Irlande et l'Irlande du Nord après le *Brexit*.

## 1.2 Environnement réglementaire

### Evolution de l'environnement bancaire

L'environnement bancaire a été marqué par le décret du 12 février 2018 relatif au régime de centralisation des dépôts collectés au titre du livret A (LA) et du livret de développement durable (LDD). Ce décret supprime l'option de centralisation intégrale des dépôts collectés au titre du livret A et du livret de développement durable et précise les modalités de restitution des sommes confiées à la Caisse des dépôts, au-delà de l'obligation légale de 60 %. Ces dispositions se traduisent concrètement pour La Banque Postale par une décentralisation progressive des encours de LA et LDD qui devrait s'étaler sur 10 ans au terme desquels seuls 60 % des encours seront donc centralisés à la Caisse des dépôts. La Banque Postale dispose actuellement, à son passif, d'environ 70 milliards d'euros de dépôts LA et LDD.

### Evolution des tarifs du courrier et du colis

Des évolutions tarifaires métropole, outre-mer et internationales du courrier et du colis ont eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2018 suite à l'avis rendu par l'ARCEP le 17 octobre 2017 (n°2017-1227). L'ensemble de ces évolutions respecte l'encadrement tarifaire fixé par la décision n° 2017-1101 du 19 septembre 2017 qui a modifié pour l'année 2018 la décision n° 2014-0841 du 22 juillet 2014 de l'ARCEP relative à l'encadrement tarifaire pluriannuel pour la période 2015-2018.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, La Poste a augmenté les tarifs courrier de 4,7 % en moyenne<sup>2</sup>. Le tarif de la Lettre prioritaire est passé de 0,85 € à 0,95 € tandis que celui de la première tranche de poids de la Lettre verte est passé de 0,73 € à 0,80 €. La Poste a décidé de renforcer l'avantage tarifaire proposé par la Lettre verte qui a été porté à 15 centimes par rapport à la Lettre prioritaire, contre 12 centimes auparavant, pour tenir compte des usages de ses clients. En effet, en 2017, la Lettre verte, distribuée en 48h, plus économique et plus écologique, a été majoritairement utilisée avec 125 millions de lettres acheminées chaque mois à comparer aux 103 millions de Lettres prioritaires.

<sup>2</sup> 5 % sur l'ensemble des produits du service universel et 4,9 % en moyenne sur la base du chiffre d'affaires donnant lieu à trafic

Avec un tarif à 0,80 €, la Lettre verte se situe juste au niveau de la moyenne européenne des produits économiques tout en proposant un délai de distribution plus rapide (2 jours contre 3 ou 4 jours dans la plupart des autres pays). Alors que la tendance est au recentrage sur une offre ne comprenant qu'un seul niveau de service - deux pays ont supprimé l'offre économique au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (la Suède et la Norvège) - l'offre de La Poste reste la plus modulaire d'Europe, avec le plus large choix de tarifs et de délais.

La remise accordée par rapport au prix du timbre classique pour tout achat de timbres à imprimer chez soi (service MonTimbreLigne, accessible via laposte.fr) est passée de 2 centimes à 3 centimes.

Les tarifs des Colissimo pour les envois domestiques des particuliers jusqu'à 2kg ont augmenté légèrement après une stabilité en 2017. Colissimo France Grand Public (0/250g) est passé de 4,90 € à 4,95 €. Les envois de moins de 2kg représentent 80 % des volumes de colis envoyés par le grand public.

La dépense des ménages en produits postaux est de l'ordre de 43 € par an en moyenne, soit moins de 4 € par mois. L'impact de la hausse 2018 est donc limité à un peu plus de 0,2 € par mois et par ménage.

Sur les offres entreprises, La Poste a souhaité procéder à une augmentation tarifaire contenue du courrier publicitaire au regard de la sensibilité tarifaire de ce segment de marché. La hausse s'établit en moyenne à 1,8 % aux bornes du Service Universel. Les produits de la gamme industrielle de courrier de gestion ont vu, également, leurs tarifs évoluer en moyenne de 1,8 % en 2018, soit la plus faible hausse tarifaire depuis 6 ans.

### **Evolution non tarifaire du courrier et du colis**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018 La Poste a fait évoluer la gamme « Publissimo », offre de service universel d'envois postaux de journaux et périodiques. Celle-ci a été enrichie avec un nouveau service de distribution en J+2 en lien avec la demande client.

Conformément aux engagements proposés par La Poste pour le contrat d'Entreprise 2018-2022 et dans la poursuite de sa stratégie de montée en gamme, La Poste a modifié son catalogue du service universel au 1<sup>er</sup> mars 2018. Cette modification enrichit l'offre de services proposée aux clients qui peuvent adapter au plus juste leur achat en fonction de leur besoin. Ainsi, La Poste propose une option de suivi sur les envois égrenés ordinaires domestiques et intègre au sein du Service Universel l'option existante de suivi adossable aux envois ordinaires égrenés internationaux dédiés aux entreprises (Lettre internationale entreprises et Petit Paquet International entreprises) et Export suivi.

Parallèlement, La Poste a supprimé son offre de « Sac M » permettant à un client d'envoyer à une seule et même adresse un sac de plis homogènes pour un poids compris entre 2 et 25 kg en niveau de service « économique », offre qui ne répondait plus aux besoins des clients tant par ses caractéristiques que par son positionnement tarifaire.

### **Publication du règlement européen sur le marché de la livraison transfrontière de colis**

Le règlement n° 2018/644 du Parlement européen et du Conseil relatif aux services de livraison transfrontière de colis a été publié au Journal officiel de l'Union européenne le 2 mai 2018. Ce texte s'inscrit dans la stratégie de la Commission européenne pour un marché unique du numérique et vise à faciliter les échanges de colis dans l'Union européenne pour le développement du e-

commerce. Il accroît la transparence des prix de livraison de colis transfrontière pour les consommateurs et les entreprises et instaure une surveillance de ce marché en plein essor.

Le texte donne de nouvelles compétences aux autorités nationales. L'ARCEP sera chargée de la collecte d'informations sur le marché du colis auprès de tous les prestataires de livraison de colis, et de l'évaluation des tarifs des colis des opérateurs de service universel. A ce titre, un acte délégué de la Commission européenne sur le formulaire de collecte d'informations et des lignes directrices sur l'examen des tarifs des colis transfrontaliers seront publiés respectivement en septembre et décembre 2018. Le Groupe La Poste devra dès lors fournir de nouvelles données à l'ARCEP dès 2019 dans le cadre de la mise en application de ce règlement.

### **Signature du contrat d'entreprise 2018-2022**

Afin de définir les objectifs, les modalités d'exécution des quatre missions de service public dévolues à La Poste et les engagements de chacune des parties, l'Etat et La Poste concluent un contrat d'entreprise pluriannuel. Le contrat 2013-2017 arrivant à son terme à la fin de l'année 2017, un contrat 2018-2022 a été négocié tout au long de l'année 2017. Validé par le Conseil d'administration de La Poste du 19 décembre 2017, il a été signé le 16 janvier 2018.

- Concernant la mission d'aménagement du territoire, le Groupe La Poste, l'Etat et l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité ont signé le 11 janvier 2017 le contrat de présence postale territoriale pour la période 2017-2019.

La Poste bénéficie grâce à un abattement de fiscalités locales (dans la limite de 95 % du montant normalement acquitté) de ressources allouées par l'Etat.

Le 6 avril 2018, la Commission européenne a annoncé que l'abattement fiscal accordé à La Poste pour assurer le maintien d'une forte densité de présence postale en France, qui pourrait s'élever à 900 millions d'euros environ pour la période du contrat d'entreprise 2018-2022, est conforme aux règles de l'Union européenne en matière d'aides d'Etat.

- Concernant la mission d'accessibilité bancaire, au titre des obligations spécifiques qui lui incombent en matière de distribution et de fonctionnement du livret A, La Banque Postale reçoit annuellement une rémunération complémentaire à la rémunération de la collecte commune à l'ensemble des établissements distributeurs.

Cette compensation est fixée pour la période 2015-2020 par l'arrêté du 04 décembre 2017 venu modifier l'arrêté du 26 février 2015 pris en application de l'article R.221-8-1 du code monétaire et financier.

Le 24 octobre 2017, La Commission européenne a estimé que cette compensation accordée par la France à La Banque Postale, d'un montant de 1,83 milliard d'euros sur six ans (2015-2020), n'excédait pas le coût net occasionné par l'exécution des obligations de service public et était conforme aux règles de l'Union européenne relatives aux aides d'Etat.

- Concernant la mission presse, le Contrat d'entreprise 2018-2022 prévoit désormais d'allouer au titre de la contribution de l'Etat au service public du transport et de la distribution de la presse, 121 millions d'euros en 2017, 111,5 millions d'euros en 2018, 103,8 millions d'euros en 2019 et 95,9 millions d'euros en 2020.

## **1.3 Développements, partenariats et acquisitions**

### **1.3.1 Services-Courrier-Colis**

#### **1.3.1.1 Offre de suivi courrier**

La Poste a lancé le 1<sup>er</sup> mars 2018 un sticker « suivi » qui peut être apposé sur tout courrier des particuliers, quel que soit le niveau de service (prioritaire, économique...). Ce nouveau service,

vendu 0,40 €, permet au client de disposer en ligne d'informations sur l'acheminement et la distribution du courrier muni du sticker et à La Poste de renforcer la modularité de son offre.

#### 1.3.1.2 **Lancement commercial de la société RECYGO**

La Poste et SUEZ ont effectué en mars 2018 le lancement commercial de leur société commune spécialisée dans la collecte et la valorisation des déchets de bureau avec la création du site recygo.fr, premier site de vente en ligne de solutions de collecte et de recyclage des déchets de bureau. Cette société commune a pour ambition de rendre le tri accessible à tous les bureaux, partout en France, en contribuant à la mise en œuvre de la Loi de Transition Energétique.

#### 1.3.1.3 **Colissimo pass**

Pour répondre aux attentes des e-marchands et des internautes en recherche de frais de livraison minimum, La Poste a lancé en juin 2018 le Colissimo Pass. Il s'agit d'un abonnement à 9 € par an la première année puis 39 € par an, offrant la livraison avec des sites e-commerce partenaires (25 partenaires en phase de lancement) qui souhaitent améliorer le service à leurs clients abonnés.

Avec Colissimo Pass, l'abonné a accès à :

- la livraison offerte sur l'ensemble des sites marchands partenaires, en illimité ;
- l'assurance d'un service de qualité, la livraison Colissimo, à domicile ou dans l'un des points de retrait de La Poste ;
- des retours offerts ;
- un service client dédié accessible 7 jour sur 7 (de 8 h à 22 h), qui prend en charge les réclamations et apporte des solutions sans passer par le service client du commerçant.

### 1.3.2 **GeoPost**

GeoPost, numéro 2 du marché du colis-express en Europe via son réseau DPDgroup, poursuit sa stratégie de croissance externe.

#### 1.3.2.1 **Acquisition de nouvelles franchises Seur**

Déjà présent dans plusieurs villes d'Espagne, le réseau poursuit sa croissance en intégrant en janvier 2018, deux nouvelles franchises : la première franchise Burgos est située en Castille-et-Léon et la seconde franchise Logroño au Nord de l'Espagne sur l'Ebre.

GeoPost détient à fin juin 2018, 88 % du franchiseur Seur.

#### 1.3.2.2 **Acquisition du groupe ALP**

Chronopost, filiale de GeoPost en France, a signé en décembre 2017 le rachat de 100 % du capital du Groupe ALP composé des filiales Delifresh (livraison du dernier kilomètre des produits alimentaires sous température dirigée), Freshlog (stockage frigorifique et préparation de commande de produits alimentaires) et 360° Services (transport médical urgent et des déchets hospitaliers). Cette acquisition, effective au premier semestre 2018, permet à Chronopost de poursuivre le développement de Chronofood dans le domaine du transport sous température dirigée.

### 1.3.3 **La Banque Postale**

#### 1.3.3.1 **Prise de participation majoritaire dans Goodeed**

Le 21 mars 2018, La Banque Postale a procédé, au travers de KissKissBankBank, au rachat de 59 % de Goodeed, la plateforme digitale de dons de particuliers pour les ONG et associations solidaires financés par le visionnage de publicité. Suite à une augmentation de capital le 11 mai, les

parts de KissKissBankBank dans Goodeed ont été portées à 69,56 %. Par cette acquisition, La Banque Postale renforce sa stratégie de développement sur des services numériques innovants et citoyens : mobiliser des millions de donateurs pour financer des projets solidaires. La communauté de Goodeed réunit près de 260 000 utilisateurs dont 80 % ont moins de 35 ans et qui, avec 13,5 millions de dons gratuits, ont déjà financé plus de 110 projets.

#### **1.3.3.2 *La Banque Postale Asset Management renforce ses liens avec Tocqueville Finance***

Tocqueville Finance, acteur de la gestion de conviction en actions européennes et filiale de La Banque Postale, a annoncé son rapprochement avec La Banque Postale Asset Management (LBPAM). La participation de LBPAM, après approbation des autorités de marché, sera de 97 %. Tocqueville Finance bénéficiera ainsi de toute l'infrastructure technique et technologique de son nouvel actionnaire (savoir-faire de la conformité, du contrôle interne, des équipes juridiques, des risques, des systèmes d'information ...).

#### **1.3.3.3 *Innovation et inclusion bancaire***

A l'occasion de la deuxième édition des Assises de la Banque citoyenne, La Banque Postale a présenté les premières actions de déploiement de son plan d'inclusion bancaire par le numérique dans plus de 1 000 bureaux de poste et a annoncé de nouveaux axes de développement :

- Bascule de l'ensemble des encours gérés par La Banque Postale Asset Management (LBPAM) en gestion ISR (Investissement Socialement Responsable) d'ici 2020. A cet effet, LBPAM a lancé en juin 2018 la gamme « Conviction ISR » qui couvre les principales classes d'actifs (actions, obligations, green bonds, monétaire) ;
- Lancement d'une plateforme digitale, en partenariat avec EDE (Economie D'Energie), pour conseiller et accompagner les particuliers dans leurs démarches de travaux de rénovation énergétique de leur logement (pré-diagnostic énergétique, détermination du montant de la prime d'économie d'énergie, simulation du plan de financement et mise en relation avec les artisans de proximité labellisés RGE).

#### **1.3.3.4 *Poursuite de la digitalisation de l'offre***

Au premier semestre 2018, La Banque Postale a étendu son offre digitale sur plusieurs plans :

- Commercialisée depuis fin février, en partenariat avec CNP Assurances, EasyBourse a lancé « EasyVie », un contrat d'assurance vie 100 % en ligne. Cette offre propose, de manière totalement dématérialisée et à un prix attractif, un contrat modulable avec deux modes de gestion au choix : une gestion libre ou un mandat d'arbitrage. En juin 2018, ce contrat a remporté son 1er trophée banque et assurance.
- Depuis février 2018, l'activité de la SOFIAP a débuté sur deux de ses canaux à distance, téléphone et internet pour la distribution de crédits sur un segment de clientèle fonctionnaires et assimilés.
- La Banque Postale Financement lance le « e-crédit pro express ».

#### **1.3.3.5 *Accélération dans la distribution du micro crédit personnel***

Forte de ses bonnes performances et de son expérience dans le secteur du micro crédit personnel, La Banque Postale a décidé de soutenir l'institut de microfinance Créo-sol à travers un mécénat financier et de compétences. Avec Créo-sol, La Banque Postale s'engage pour une rénovation du modèle du microcrédit en apportant les moyens d'accélérer l'accès à cette solution de financement adaptée aux clients en situation de fragilité financière.

## 1.3.4 Le Réseau La Poste

### 1.3.4.1 *Transformation du Réseau*

La Poste poursuit la transformation de son offre de services et adapte ses points de contact aux besoins spécifiques de chaque catégorie de clientèle. En association avec Aéroports de Paris, La Poste a ouvert le 08 mars 2018 deux bureaux innovants à Paris Orly et Paris Charles de Gaulle pour répondre aux besoins des voyageurs transitant par les aéroports. Cette offre, qui donne une grande place au libre-service avec un accès 24/24 aux automates, est enrichie de services complémentaires, accessibles aux horaires d'ouverture : espace privatif de travail, location de boîtiers wi-fi, service d'envoi et de consignes pour les objets interdits en cabine (Tripperty).

### 1.3.4.2 *Poursuite de l'adaptation du Réseau afin de porter les offres du Groupe*

Le pilotage des actions commerciales évolue en 2018 pour une meilleure performance des équipes territoriales qui gagnent en autonomie. Le cadencement de l'année commerciale s'adapte pour leur permettre de gagner en efficacité en se préparant mieux et en analysant les performances des actions commerciales « temps forts ».

Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, La Poste en 2018 a renforcé sa vigilance sur les opérations en espèces. Ainsi et depuis le 29 mars 2018, la possibilité de réaliser un versement en espèces sur un compte d'épargne de personne physique (PPH) ou de personne morale (PMO) est supprimée pour les tiers.

## 1.3.5 La Poste Mobile

### 1.3.5.1 *Diversification de l'offre*

Pour assurer sa position d'opérateur Box + mobile, La Poste Mobile (LPM) a lancé la box ADSL le 28 mai 2018 sous sa propre marque. Ainsi, LPM dispose désormais d'une gamme complète pour équiper tous les foyers, en particulier les 30 millions de foyers qui ne bénéficient pas encore du Très haut Débit.

## 1.3.6 Le Numérique

### 1.3.6.1 *Acquisition d'Euklès*

Docapost a racheté en janvier 2018, 100 % de l'éditeur français Euklès, expert en gestion électronique de documents, afin de renforcer son expertise dans la transformation digitale sur le marché du marketing de masse<sup>3</sup>. Ceci lui permet également d'accroître son réseau de partenaires de distribution à destination des TPE, PME et grands comptes.

## 1.3.7 L'immobilier

### 1.3.7.1 *Attribution du site de l'Hôtel Logistique de Bercy-Charenton*

Le projet « Symbiose », représenté par Poste Immo, Icade et Sogaris, mandataire du projet, a remporté le concours « Inventons la Métropole du Grand Paris » sur le site Bercy-Charenton en avril 2018. Ce projet innovant consiste notamment à bâtir un hôtel logistique tri-modal (fer, route, tram) représentant plus de 17 000 m<sup>2</sup> de surfaces de plancher. Poste Immo et le Groupe La Poste contribuent à ce projet en tant qu'investisseurs et futurs utilisateurs de cet Hôtel Logistique Urbain.

<sup>3</sup> Marketing de masse : actions marketing et publicitaires indifférenciées utilisant le plus souvent les médias à forte audience et proposant un message ou une offre peu ou pas personnalisé

Ce projet s'inscrit dans la continuité de la politique de Logistique Urbaine du Groupe La Poste, qui souhaite en faire un axe majeur de développement tout en contribuant au « mieux vivre en ville ». Les nouvelles solutions logistiques développées sur le site, pour le traitement annuel de près de 25 000 colis, généreront 300 emplois sur site et représenteront environ 2 millions de kilomètres en moins dans le Grand Paris, en s'appuyant sur une flotte 100 % propre, en cohérence avec le nouveau plan climat air énergie adopté par la Ville de Paris.

#### 1.3.7.2 **Cession de La Boétie**

La cession du site La Boétie situé dans le Quartier Central des Affaires à Paris, a été signée le 4 mai 2018 avec l'acquéreur BNP Paribas Real Estate Investment Management. Celle-ci fait suite à la location des locaux à Bank of America. Construit à la fin des années 1920, l'immeuble de bureaux de 11 000 m<sup>2</sup>, a fait l'objet d'importants travaux de modernisation menés par Poste Immo visant à créer de vastes plateaux de bureaux aux meilleurs standards internationaux en termes de flexibilité des espaces de travail, d'éclairage naturel et de performance environnementale.

### 1.4 Emission de 750 millions d'euros de titres subordonnés hybrides perpétuels

Le Groupe La Poste a réalisé sa première émission publique de titres hybrides en euros. Les titres émis pour un montant de 750 millions d'euros, portant un coupon annuel de 3,125 %, ont une maturité perpétuelle et une première date de call au 29 janvier 2026.

S'agissant d'une échéance perpétuelle sans obligation de payer des intérêts et conformément aux normes IFRS, ces titres sont enregistrés en fonds propres de La Poste. Le traitement réalisé par les agences de notation consiste à traiter 50 % de ces fonds en capitaux propres et 50 % en dette.

Cette opération permet de renforcer le bilan de La Poste, soutenir sa notation et aider Le Groupe à financer son plan de développement.

Les titres ont été placés auprès de 116 investisseurs et sont cotés sur Euronext Paris.

### 1.5 Engagement du Groupe en faveur du développement responsable

La responsabilité sociétale du Groupe est au cœur du plan stratégique : « La Poste 2020 : Conquérir l'avenir ». Le Groupe a renouvelé son engagement en se dotant d'une politique d'engagement sociétal. Le Groupe La Poste souhaite à terme entraîner le changement sur 3 thèmes stratégiques suivants :

- La cohésion sociale et territoriale (lien social et développement territorial qui supposent attractivité et résilience du territoire) ;
- L'avènement d'un numérique responsable et éthique ;
- La réalisation des transitions écologiques (énergétique et circulaire).

#### 1.5.1 La Poste récompensée pour son engagement sociétal

La Poste a déjà été récompensée pour sa responsabilité sociétale sur ses différents engagements et activités. Elle a reçu de nombreux prix et qualifications en 2017 et a poursuivi cette dynamique en 2018.

L'agence allemande de notation extra-financière ISS-Oekom, qui évalue 375 établissements bancaires dans le monde, a rehaussé la classification RSE de La Banque Postale qui devient la

deuxième banque au monde à obtenir la note d'excellence B-, attribuée après l'analyse d'une centaine d'indicateurs environnementaux et sociaux.

La Banque Postale confirme ainsi son statut de 1ère banque française et 2ème banque mondiale pour l'excellence de sa performance RSE devant plus de 300 autres établissements bancaires internationaux.

La Banque Postale est particulièrement distinguée pour :

- Son volet social et ressources humaines ;
- Ses engagements et actions en faveur de l'accessibilité financière ;
- Son implication en matière de gestion d'actifs responsable ;
- Sa gamme de produits à forte valeur ajoutée sociale et la qualité de ses offres "gamme verte" en faveur de la transition énergétique.

La Banque Postale confirme ainsi son statut « Prime ».

### 1.5.2 Transition écologique

En 2018, le Groupe La Poste a lancé les travaux de construction de sa prochaine trajectoire carbone à horizon 2025, conforme au Science Based Target c'est-à-dire conforme à l'accord de Paris de rester en dessous de la barre de 2 degrés Celsius. Le Groupe La Poste, qui approvisionne l'ensemble de son parc immobilier<sup>4</sup> géré par Poste Immo en électricité d'origine renouvelable, et qui produit déjà 6,2 Gwh/an d'énergie renouvelable sur 48 700 m<sup>2</sup> de panneaux photovoltaïques, a décidé de lancer en région 8 expérimentations d'autoconsommation d'énergie renouvelable. Enfin, le Groupe s'engage dans la mise en place d'un Système de Management de l'Energie (SME) visant à l'amélioration continue de sa performance énergétique.

Tout en augmentant le volume de colis de 10 % en 2017, DPDgroup maintient son programme actif de réduction d'émissions de CO<sub>2</sub>, avec -1,6 % d'émissions par rapport à 2016, et -11,2 % par rapport à 2013. Le développement de nouveaux services contribue également à réduire les émissions. L'offre Predict qui réduit les émissions du dernier kilomètre de 4 % y participe.

La Poste et SUEZ ont annoncé en mars 2018 le lancement commercial de leur société commune spécialisée dans la collecte et la valorisation des déchets de bureau. Baptisée RECYGO, cette société, opérationnelle depuis le 30 mars, a pour ambition de rendre le tri accessible à tous les bureaux, partout en France.

<sup>4</sup> A l'exception de quelques filiales

### 1.5.3 Un numérique éthique et responsable

La Poste a renouvelé son partenariat avec Simplon pour la formation de facteurs ou de chargés de clientèle au métier de concepteur-développeur digital, donnant de nouvelles ressources à un secteur professionnel en forte demande.

La Poste a activement contribué aux travaux lancés par le Secrétariat d'Etat au numérique pour la stratégie nationale pour un numérique inclusif. Elle en est déjà un acteur important avec ses 504 Maisons de services au public où ses chargés de clientèle sont formés à la médiation numérique, avec les actions d'inclusion bancaire par le numérique menées par La Banque Postale en partenariat avec WeTechCare dans plus de 1 000 bureaux de poste, et avec ses facteurs qui se rendent au domicile de personnes identifiées par les opérateurs publics pour réaliser des diagnostics et de la médiation de premier niveau.

### 1.5.4 Cohésion sociale et territoriale

La Poste a confirmé, en réunissant le 27 juin 2018 ses partenaires nationaux et territoriaux, son engagement dans l'Alliance Dynamique, charte de coopération avec les acteurs de l'ESS (économie sociale et solidaire) dans l'objectif de développer l'innovation sociale et créer de la performance sociétale pour mieux répondre, ensemble et à partir des territoires, aux nouveaux enjeux sociétaux.

Pour la première fois, à l'occasion de la Semaine Européenne du Développement Durable (SEDD), La Poste a mis en place une grande collecte auprès de tous ses collaborateurs leur offrant ainsi la possibilité de s'engager de façon solidaire dans le recyclage et le réemploi de biens culturels. Chaque postier a ainsi pu apporter des livres et jouets qu'il n'utilise plus, afin de leur offrir une seconde vie dans le cadre d'une démarche associant recyclage, insertion par le travail et solidarité en phase avec la stratégie d'engagement sociétal du Groupe.

Au cours de sa deuxième édition des Assises de La Banque citoyenne (avril 2018), La Banque Postale a présenté les premières actions de déploiement de son plan d'inclusion bancaire par le numérique et a annoncé de nouveaux axes de développement :

- LBPAM, principale filiale de gestions d'actifs de La Banque Postale, s'engage à devenir le premier gérant généraliste 100 % ISR d'ici 2020 ;
- La Banque Postale facilite les démarches de rénovation énergétique des logements grâce à une plateforme digitale inédite développée avec Economie d'Energie.

## 1.6 La Poste, un employeur responsable

### 1.6.1 Dialogue social

Après la signature de 12 accords et avenants en 2017, le premier semestre 2018 a été marqué par la conclusion des 7 accords et avenants suivants :

- Le 19 mars 2018, l'accord relatif aux mesures salariales pour l'année 2018 (signé par la CFDT, FO et la liste commune CFTC/CGC/UNSA) ;
- Le 20 avril 2018, l'accord portant sur le dispositif d'accompagnement social de la création du Village La Poste Paris (signé par la CFDT, FO et la liste commune CFTC/CGC/UNSA) ;
- Le 3 mai 2018, l'accord portant sur les mesures d'accompagnement et les garanties en faveur des collaborateurs de DAST (signé par la CFDT, FO et la liste commune CFTC/CGC/UNSA) ;
- Le 14 juin 2018, l'accord sur les mesures d'accompagnement et les garanties en faveur des collaborateurs des ex- petites DSCC dans le cadre du projet Ensemble vers le monde des services (signé par la CFDT, FO et la liste commune CFTC/CGC/UNSA) ;
- Le 20 juin 2018, l'accord sur les bureaux à priorité sociétale (accord signé par la CFDT, FO et la CFTC et la CGC au titre de la liste commune) ;
- Le 25 juin 2018, l'avenant de prolongation de l'accord Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes à La Poste de juin 2015 (signé par la CFDT, CGT, FO et la liste commune CFTC/CGC/UNSA) ;
- Le 29 juin 2018, l'accord d'intéressement 2018-2020 (signé par la CFDT, FO et la liste commune CFTC/CGC/UNSA).

En outre, deux accords sur le télétravail et sur les grilles des fonctionnaires ont été ouverts à la signature mi-juillet. Enfin, un accord sur la conciliation vie professionnelle-vie personnelle sera ouvert à la signature début septembre.

### 1.6.2 Formation et évolution professionnelle

Les cinq grands programmes de formation ont continué leur déploiement : formations cœur de métier, individuelles, numériques, parcours qualifiants, programme de développement managérial. A noter :

- Fin juin 2018, la proportion de postiers ayant bénéficié d'une formation s'établissait à 50,3 % (comparé à 44,1 % en 2017 à la même date) ; l'objectif est de dépasser 80 % en fin d'année ;
- A fin juin, le nombre de parcours qualifiants ayant été engagés depuis 2015 atteignait 33 596 (après 28 168 fin 2017), en ligne avec le calendrier qui prévoit 50 000 parcours d'ici 2020 ;
- A fin juin, l'Institut du management (IM) avait dispensé sur les six premiers mois, une formation à 4 240 managers.

Cette politique de formation vise à permettre à chacun de maintenir les compétences nécessaires et de développer de nouveaux savoir-faire en lien avec les nouvelles activités du Groupe.

En matière d'évolution professionnelle :

- La bourse de l'emploi, dont les volumes ont triplé entre 2014 (5 700 offres) et 2017 (15 500), avait enregistré 7 064 offres fin mai 2018 ;
- La mobilité interne se maintient à son rythme 2017 tandis que s'accélère l'utilisation par les postiers des différents dispositifs permettant d'effectuer une mobilité externe (vers la fonction publique, la création d'entreprise, l'économie sociale et solidaire notamment).

### 1.6.3 Santé et qualité de vie au travail

Le programme *Bien dans son Travail*, destiné à améliorer la santé et la qualité de vie au travail, engagé fin 2016 et déployé en 2020, continue de faire l'objet d'une attention particulière : prévention de l'accidentologie et de l'inaptitude, démarche d'accompagnement et de reprise du travail pour les postiers en absence longue (APALA), élaboration d'une démarche d'accueil et d'intégration des nouveaux arrivants et déploiement des échanges *ParlonZen* (échanges organisés par le manager avec son équipe sur le travail au quotidien pour identifier et résoudre des difficultés identifiées).

La baisse du taux de fréquence des accidents du travail, constatée à La Poste maison mère en 2017 (-2,2 %), se confirme et s'approfondit, avec une nouvelle baisse de 8,6 % mesurée entre janvier et fin mai. L'effort de remise à niveau des locaux professionnels des postiers (programme BOLOCO) lancé en 2016, se poursuit en 2018. Au 15 mai, 297 nouvelles opérations avaient été achevées ou engagées.

Le droit à la déconnexion des travailleurs, mis en œuvre en 2016 et 2017 (temps de déconnexion de référence, nouveaux usages de la messagerie et apparition d'une alerte en cas d'envoi en dehors du temps de référence), est en cours d'être étendu aux connexions domestiques (webmail).

Fin juin 2018, La Poste comptait 1 989 télétravailleurs (soit +10 % sur douze mois).

### 1.6.4 Offre sociale et logement

La Poste consacrera plus de 200 millions d'euros à son offre d'activités sociales en 2018, soit 1 150 euros par postier. Au premier semestre, elle a procédé à une vaste enquête (BVA, 10 875 répondants) pour mesurer la connaissance et la satisfaction de cette offre. 73 % des répondants se sont déclarés satisfaits de l'offre sociale, en progrès par rapport à l'enquête de 2014 (69 %).

De janvier à juin 2018, 4 360 postiers avaient été aidés (logés ou accompagnés) par le Service Logement de La Poste.

## 2. Synthèse des résultats consolidés du Groupe La Poste

Les informations financières présentées sont issues des comptes consolidés au 30 juin 2018 du Groupe La Poste.

	Exercice clos le 30 juin					
	2018.06	2017.06	Variation	Evolution à périmètre et change constants		
(en millions d'euros)			vs n-1	vs n-1		
<b>Performance opérationnelle du Groupe</b>						
<b>Produits opérationnels</b>	<b>12 246</b>	<b>11 905</b>	+342	+2,9	+278	+2,3
<b>Résultat d'exploitation (après quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)</b>	<b>806</b>	<b>761</b>	+45	+5,9	+51	+6,7
Marge opérationnelle	6,6 %	6,4 %	-	0,2 pt	-	0,3 pt
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>636</b>	<b>642</b>	-6	-0,9	+4	+0,7
Marge nette	5,2 %	5,4 %	-	-0,2 pt	-	-0,1 pt
<b>Flux de trésorerie disponible</b>	<b>201</b>	<b>179</b>	+22	+12,0		
<b>Indicateur de santé économique (a)</b>	<b>-231</b>	<b>534</b>	-765	n.s.		
<b>Chiffres clés - La Banque Postale</b>						
<b>Produit Net Bancaire (b)</b>	<b>2 926</b>	<b>2 808</b>	+118	+4,2	+118	+4,2
Coefficient d'exploitation	81,4 %	83,6 %	-	-2,1 pt		

(a) Se reporter au chapitre 5.1.3

(b) PNB sectoriel

	Exercice clos le 30 juin			
	2018.06	2017.12	Variation	
(en millions d'euros)			vs n-1	
<b>Indicateurs financiers clés</b>				
<b>Dette nette (a)</b>	<b>3 148</b>	<b>3 820</b>	-672	-17,6
<b>Capitaux Propres Part du Groupe</b>	<b>11 981</b>	<b>11 364</b>	+616	+5,4
Dette nette / CP	26,3 %	33,6 %	-	-7,3 pt
Résultat net 12 mois glissants / CP	7,1 %	7,5 %	-	-0,4 pt
<b>Common Equity Tier 1 (b)</b>	<b>12,4 %</b>	<b>13,4 %</b>	-	-1,0 pt
<b>Ratio crédits sur dépôts</b>	<b>80 %</b>	<b>81 %</b>	-	-1,7 pt

(a) La dette nette du Groupe ne prend pas en compte La Banque Postale pour laquelle ce concept n'est pas pertinent

(b) Ratios CET1 fully loaded

## 2.1 Produits opérationnels

Les produits opérationnels du Groupe La Poste s'établissent à 12 246 millions d'euros à fin juin 2018, et progressent de 342 millions d'euros par rapport à juin 2017 soit +2,9 %. Cette hausse est portée par la croissance particulièrement dynamique des activités express de GeoPost et la bonne tenue du PNB de La Banque Postale, qui compensent ainsi très largement la baisse du chiffre d'affaires de la branche Services-Courrier-Colis

	Exercice clos le 30 juin						
	2018.06	2017.06	Variation	Evolution à périmètre et change constants			
(en millions d'euros)				vs n-1 (en M€)	(en %)	vs n-1 (en M€)	(en %)
Services – Courrier – Colis	5 708	5 757	-49	-0,9	-	-108	-1,9
GeoPost	3 527	3 256	+271	+8,3	+274	+8,5	
La Banque Postale	2 926	2 808	+118	+4,2	+118	+4,2	
Numérique	342	321	+21	+6,7	+12	+3,9	
Autres secteurs et intercos	-257	-238	-19	+8,1	-19	+7,9	
<b>PRODUITS OPERATIONNELS</b>	<b>12 246</b>	<b>11 905</b>	<b>+342</b>	<b>+2,9</b>	<b>+278</b>	<b>+2,3</b>	

Après retraitement des effets périmètre, soit +108 millions d'euros portés par les filiales courrier (+59 millions d'euros), par GeoPost (+41 millions d'euros) et par le Numérique (+9 millions d'euros) et des effets change défavorables de -45 millions d'euros, dont -15 millions d'euros sur la livre sterling (GBP), -9 millions d'euros sur le real brésilien et -8 millions d'euros sur le rouble, la croissance organique du Groupe à fin juin 2018 atteint 278 millions d'euros, soit +2,3 %.

Les produits opérationnels du premier semestre 2018 sont marqués par les éléments suivants :

- Baisse du chiffre d'affaires de la branche Services-Courrier-Colis à 5 708 millions d'euros, soit -49 millions d'euros représentant une baisse de 0,9 % incluant 58 millions d'euros d'effets périmètre et change essentiellement induits par l'intégration du Groupe Asten Santé. Au sein de la branche, l'activité Colis enregistre une progression de son chiffre d'affaires de 28 millions d'euros soit +3,4 %, portée par un effet volume favorable de 17 millions d'euros dont -7 millions d'euros d'effet jours ouvrés (+4,4 % à JOE), essentiellement grâce aux flux BtoC en national tirés par la croissance du e-commerce. Les filiales positionnées sur les activités de logistique, e-logistique, marketing direct, transition énergétique et Silver Economie enregistrent une croissance organique de 11 millions d'euros portée par les filiales publicitaires internationales. Le chiffre d'affaires du Courrier, qui baisse de 147 millions d'euros par rapport à juin 2017 est toujours sous pression, sous l'effet de la poursuite de la baisse structurelle des volumes du courrier adressé (-7,0 % à jours ouvrés équivalents) couplée à un effet mix défavorable, et à l'effet de la tenue au premier semestre 2017 des élections présidentielle et législative avec distribution de professions de foi (-81 millions d'euros par rapport à juin 2017). L'augmentation tarifaire intervenue au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (+192 millions d'euros), et la croissance de l'international (+27 millions d'euros) compensent en partie la baisse des volumes ;
- Progression du chiffre d'affaires de GeoPost de 271 millions d'euros qui s'établit à 3 527 millions d'euros, dont 41 millions d'euros d'effet périmètre provenant essentiellement de la consolidation en octobre 2017 avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> juin 2017 de SPSR et des

acquisitions intervenues en 2018 (ALP, SEUR) et, -44 millions d'euros d'effet change. Retraitées des effets périmètre et change, la progression organique s'établit à 274 millions d'euros, soit +8,5 %. Ce dynamisme est porté par une forte croissance des volumes traités (263 millions d'euros, soit +8,2 % d'effet volume et mix intégrant un impact défavorable des jours ouvrés de 14 millions d'euros). Le chiffre d'affaires de GeoPost a progressé sur l'ensemble de son périmètre géographique ;

- Le PNB de La Banque Postale s'établit à 2 926 millions d'euros et progresse de 118 millions d'euros (+4,2 %). Après retraitement de la provision épargne logement, le PNB augmente de 5,6 %, soit +154 millions d'euros. La progression est essentiellement induite par la performance du pôle Banque de Détail, qui après retraitement de la provision épargne logement, progresse de +126 millions d'euros (+4,9 %). Le pôle Assurance, qui contribue plus modestement au PNB de La Banque Postale affiche une progression significative de +20,2 % ;
- Le chiffre d'affaires de la branche Numérique à 342 millions d'euros progresse de 21 millions d'euros soit +6,7 %. A périmètre et change constants, la progression est de 12 millions d'euros (+3,9 %), à laquelle la direction numérique contribue à hauteur de 14 millions d'euros en lien avec l'accroissement des facturations liées aux projets transverses et la progression du commissionnement des ventes en ligne sur le site [www.laposte.fr](http://www.laposte.fr). Outre l'incidence de +9 millions d'euros des acquisitions réalisées en 2017 (Ametix) et en 2018 (Euklès), les activités du pôle Docapost baissent de -2,7 millions d'euros malgré la bonne dynamique démontrée sur les activités numériques (dont les plateformes digitales et les activités de dématérialisation) tandis que les activités du pôle Mediapost progressent de 1 million d'euros.

## 2.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du Groupe après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint s'établit à fin juin 2018 à 806 millions d'euros, en augmentation de 45 millions d'euros par rapport à fin juin 2017 soit +5,9 %. A périmètre et change constants, le résultat d'exploitation progresse de 51 millions d'euros, soit +6,7 %. Cette progression intègre le résultat de cession du site de « La Boétie » constaté en 2018, et traduit l'impact des nouvelles dispositions réglementaires et fiscales qui pèsent sur les résultats<sup>5</sup>.

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 juin					
	2018.06	2017.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			vs n-1 (en M€)	(en %)	vs n-1 (en M€)	(en %)
Services – Courrier – Colis	376	507	-131	-25,8	-130	-25,6
GeoPost	186	198	-11	-5,8	-5	-2,5
La Banque Postale	546	421	+126	+29,9	+126	+29,9
Réseau La Poste	-36	84	-120	n.s.	-120	n.s.
Numérique	-2	-7	+5	-71,8	+3	-51,4
Immobilier	184	1	+184	n.s.	+184	n.s.
Supports et Structures	-137	-88	-50	+56,8	-50	+56,8
Non affecté et éliminations	-313	-355	+43	-12,0	+43	-12,0
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT</b>	<b>806</b>	<b>761</b>	<b>+45</b>	<b>+5,9</b>	<b>+51</b>	<b>+6,7</b>

Les éléments marquants du résultat d'exploitation par branche d'activité sont les suivants :

- Services-Courrier-Colis : le résultat d'exploitation de la branche s'établit à 376 millions à fin juin 2018, en baisse de 131 millions d'euros par rapport à juin 2017 soit -25,8 % (-25,6 % à périmètre et change constants). Elle provient essentiellement de la baisse du chiffre d'affaires courrier maison mère. La baisse du résultat des filiales et du colis dans un contexte de développement de nouveaux services concourt également à la baisse du résultat de la branche ;
- GeoPost affiche un résultat d'exploitation de 186 millions d'euros en baisse de 11 millions d'euros par rapport à juin 2017. Après retraitement des effets périmètre et change (7 millions d'euros), le résultat baisse de 5 millions d'euros, soit -2,5 % sous l'effet d'une contraction de la marge en Allemagne ;
- La branche La Banque Postale affiche un résultat d'exploitation de 546 millions d'euros, soit une hausse de 126 millions d'euros par rapport à juin 2017. La stabilité des frais de gestion (+0,6 %), reflète les efforts constants de maîtrise des charges dans un contexte de développement de ses activités et de mise en œuvre des grands programmes de transformation ;

<sup>5</sup> Baisse du taux de CICE, compensation de la hausse de la CSG, centralisation du livret A principalement

- Le Réseau, avec une baisse de son chiffre d'affaires interne qui profite notamment au Courrier et à La Banque Postale, affiche un résultat d'exploitation de -36 millions d'euros à fin juin 2018 en baisse de 120 millions d'euros ;
- Le résultat d'exploitation de la branche Numérique s'améliore de 5 millions d'euros par rapport à juin 2017, pour s'établir à -2 millions d'euros, grâce essentiellement à la hausse des ventes en ligne du site www.laposte.fr ;
- Autres secteurs d'activité :
  - L'Immobilier affiche un résultat d'exploitation de +184 millions d'euros, en augmentation de 184 millions d'euros, en lien avec le résultat de cession au premier semestre 2018 du site de La Boétie ;
  - Le secteur Supports et structures, dont le résultat d'exploitation est négatif de 137 millions d'euros, voit son déficit augmenter de 50 millions sous l'effet de la mutualisation de fonctions supports dans le cadre de la mise en place en 2018 du projet « Servir Le Développement » ;
  - Les charges du secteur 'Non affecté et éliminations' diminuent de 43 millions d'euros essentiellement en raison d'une baisse du coût net de la présence territoriale.

## 2.3 Résultat financier

Le résultat financier qui représente au global une charge de 92 millions d'euros se dégrade de 11 millions d'euros par rapport à juin 2017. L'évolution du résultat financier se caractérise par une hausse du coût de l'endettement financier de 5 millions d'euros, principalement consécutive à un écart défavorable de 6 millions d'euros de la variation de « juste valeur » de la dette en option « juste valeur » et des dérivés associés, et par une hausse des autres charges du résultat financier de 6 millions d'euros.

## 2.4 Résultat net

Le résultat net part du Groupe, à 636 millions d'euros, se dégrade de 6 millions d'euros par rapport à juin 2017, soit une baisse de 0,9 %. Après retraitement des effets périmètre et change, le résultat net part du Groupe augmente de 4 millions d'euros (+0,7 %).

L'évolution du résultat net se caractérise par une progression de 34 millions d'euros du résultat courant avant impôt qui s'établit à 714 millions d'euros, par une augmentation de la charge d'impôt de 30 millions d'euros<sup>6</sup>, et par une baisse de 8 millions d'euros de la quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence, dont -3 millions d'euros au titre de la contribution de BRT et -2 millions au titre de CNP Assurances. La quote-part attribuée aux intérêts minoritaires à hauteur de 20 millions d'euros est en augmentation de 2 millions d'euros.

## 2.5 Flux de trésorerie disponible et variation de la dette nette

Le flux de trésorerie disponible, qui est positif à 201 millions d'euros demeure globalement stable par rapport au premier semestre 2017, avec toutefois des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles en baisse de 765 millions d'euros sous l'effet d'une baisse de l'excédent brut

<sup>6</sup> Détails en chapitre 4.2 de ce présent rapport.

d'exploitation et de l'absence de monétisation de CICE au premier semestre 2018 et, une consommation de trésorerie induite par les activités d'investissements en baisse de 786 millions d'euros sous l'effet de l'encaissement du produit de la cession du site de « la Boétie » et du faible volume de croissance externe réalisé en 2018 comparé à un niveau élevé au premier semestre 2017.

Les dividendes versés par le Groupe (171 millions d'euros) et la charge nette d'intérêts (31 millions d'euros) conduisent à un flux net de trésorerie disponible proche de l'équilibre avec -1 million d'euros, en écart favorable de 20 millions d'euros par rapport au premier semestre 2017. La dette nette baisse néanmoins de 672 millions d'euros au cours du premier semestre, principalement en raison de l'encaissement de titres subordonnés hybrides perpétuels classés en fonds propres. Elle est de 3 148 millions d'euros au 30 juin 2018.

## 2.6 Ratios financiers

Le ratio « dette nette / capitaux propres » est de 26,3 %. Il s'améliore de 7,3 pt par rapport à décembre 2017, sous l'effet conjugué d'une hausse des capitaux propres part du Groupe de 616 millions d'euros et d'une baisse de la dette nette de 672 millions d'euros principalement induits par l'enregistrement en fonds propres d'un emprunt émis sous la forme de titres subordonnés hybrides perpétuels pour un montant de 744 millions d'euros.

Le résultat net sur 12 mois glissants à fin juin 2018, qui s'établit à 845 millions d'euros (636 millions d'euros au premier semestre 2018 et 209 millions d'euros pour le second semestre 2017) demeure globalement stable par rapport au résultat net de l'année 2017 (851 millions d'euros). La progression des fonds propres à fin juin 2018 de 616 millions d'euros compte-tenu des 744 millions d'euros de titres hybrides (soit +5,4 %) conduit à une diminution du ratio dette nette sur fonds propres de 0,4 pt.

### 3. Résultats opérationnels par secteur d'activité

#### 3.1 Synthèse des résultats opérationnels par secteur d'activité

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ».

Un secteur est un sous-ensemble pour lequel une information financière distincte est disponible et régulièrement revue par la Direction Générale du Groupe en vue de lui affecter des ressources et d'évaluer sa performance.

Les critères retenus pour déterminer les secteurs d'activité sont notamment les suivants : nature des produits distribués, type ou catégorie de clients auxquels ils sont destinés, processus de production, réseau de distribution et environnement réglementaire. La définition des secteurs opérationnels est basée sur l'organisation existante en matière de pilotage au sein du Groupe La Poste.

<b>Publié 2018.06</b> <i>(en millions d'euros)</i>	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	<b>TOTAL</b>
CA & PNB Externes	5 549	3 499	2 914	260	13	11	0	0		12 246
CA & PNB Intersecteurs	159	29	12	82	1 895	402	520	0	-3 097	
<b>Produits opérationnels</b>	<b>5 708</b>	<b>3 527</b>	<b>2 926</b>	<b>342</b>	<b>1 908</b>	<b>412</b>	<b>520</b>	<b>0</b>	<b>-3 097</b>	<b>12 246</b>

<b>REX avant résultat net des sociétés sous contrôle conjoint</b>	<b>375</b>	<b>186</b>	<b>546</b>	<b>-2</b>	<b>-27</b>	<b>182</b>	<b>-137</b>	<b>-313</b>	<b>0</b>	<b>812</b>
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	0	0	0	-9	2	0	0	0	-6
<b>REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint</b>	<b>376</b>	<b>186</b>	<b>546</b>	<b>-2</b>	<b>-36</b>	<b>184</b>	<b>-137</b>	<b>-313</b>	<b>0</b>	<b>806</b>

Marge opérationnelle (%) 6,6 5,3 -0,5 44,7 6,6

<b>Publié 2017.06</b> <i>(en millions d'euros)</i>	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	<b>TOTAL</b>
CA & PNB Externes	5 601	3 232	2 789	258	18	8	0	0		11 905
CA & PNB Intersecteurs	157	24	19	63	2 018	407	379	0	-3 067	
<b>Produits opérationnels</b>	<b>5 757</b>	<b>3 256</b>	<b>2 808</b>	<b>321</b>	<b>2 035</b>	<b>415</b>	<b>379</b>	<b>0</b>	<b>-3 067</b>	<b>11 905</b>

<b>REX avant résultat net des sociétés sous contrôle conjoint</b>	<b>504</b>	<b>199</b>	<b>421</b>	<b>-7</b>	<b>87</b>	<b>0</b>	<b>-87</b>	<b>-355</b>	<b>0</b>	<b>761</b>
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	3	-1	0	0	-4	0	0	0	0	-1
<b>REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint</b>	<b>507</b>	<b>198</b>	<b>421</b>	<b>-7</b>	<b>84</b>	<b>1</b>	<b>-88</b>	<b>-355</b>	<b>0</b>	<b>761</b>

Marge opérationnelle (%) 8,8 6,1 -2,1 0,2 6,4

Le déploiement du programme « Servir Le Développement » a été lancé dès janvier 2018. Visant notamment la réorganisation et l'optimisation des fonctions supports, il s'est traduit par le

repositionnement de douze filières support mutualisées au sein du périmètre « Supports et structures ». Les résultats opérationnels s'en trouvent en conséquence modifiés. L'impact concerne principalement les secteurs « Supports et structures » avec une contrepartie sur les « Eliminations ».

### 3.2 Services-Courrier-Colis

La branche Services-Courrier-Colis comprend :

- L'activité courrier (collecte, tri, distribution de correspondances, de publicité et de presse) ;
- L'activité colis de La Poste SA, spécialiste de la livraison rapide et des colis de moins de 30 kg aux particuliers, BtoC ou CtoC en France et à l'export ;
- L'activité des petits paquets, import et export ;
- Les nouveaux services de proximité assurés par La Poste SA ;
- Les filiales intervenant sur les marchés du marketing direct (principalement Mediapost France et Sogec), des solutions logistiques et e-logistiques (Viapost, STP et Neolog pour l'essentiel), de la Silver Economie (Asten Santé, Tikeeasy, Axeo, Veiller sur mes parents) et de la transition énergétique (Mobicgreen, Greenovia), auxquelles il faut ajouter la co-entreprise avec Swiss Post spécialisée dans le courrier transfrontière (Asendia) qui est mise en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe et de la branche.

	2018.06	2017.06	Variation	
			vs N-1	(en %)
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	5 708	5 757	-49	-0,9
<i>dont CA hors Groupe</i>	5 549	5 601	-51	-0,9
Charges opérationnelles	-5 333	-5 254	-79	+1,5
<b>Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint</b>	<b>375</b>	<b>504</b>	<b>-129</b>	<b>-25,5</b>
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	3	-2	-65,9
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT</b>	<b>376</b>	<b>507</b>	<b>-131</b>	<b>-25,8</b>
Marge opérationnelle	6,6 %	8,8 %		-2,2 pt

#### 3.2.1 Activité Services et Courier

Le chiffre d'affaires s'élève au 30 juin 2018 à 4 850 millions d'euros, en repli de 77 millions d'euros (-1,6 %) par rapport au 30 juin 2017. Cette diminution comprend un effet périmètre et change de +58 millions d'euros.

Le repli de la distribution du courrier s'explique par la poursuite de la baisse du trafic de -7,0 % à jours ouvrés équivalents, couplé à un effet mix défavorable, soit un impact de -305 millions d'euros sur le chiffre d'affaires 2018. Il s'inscrit dans un contexte de rationalisation et dématérialisation des

envois du courrier traditionnel des secteurs bancaires, publics et téléphonie de -7,5 % et également du courrier publicitaire adressé de -4,2 %.

L'absence d'élections nationales sur le premier semestre 2018, sans distribution de professions de foi, réduit le chiffre d'affaires de -81 millions d'euros par rapport au premier semestre 2017.

Ces diminutions de trafics sont partiellement compensées par :

- L'augmentation tarifaire au 1er janvier 2018 de 4,9 %<sup>7</sup> en moyenne, soit un effet estimé à +192 millions d'euros sur le chiffre d'affaires.

La qualité de service reste à un niveau élevé avec un taux de distribution de la Lettre Verte à J+2 de 95 % au 30 juin 2018.

- Les relais de croissance que sont les flux internationaux, les nouveaux services et les activités des filiales :
  - L'international est en croissance de 27 millions d'euros grâce au développement des petits paquets import;
  - Les nouveaux services progressent de 12 millions d'euros, dont +8 millions d'euros sur les services proxi des facteurs, +1 million d'euros sur Recy'go, et +1 million d'euros sur l'examen du code de la route, soit un chiffre d'affaires total de 48 millions d'euros à fin juin ;
  - Les activités des filiales du courrier publicitaire augmentent de 11 millions d'euros grâce aux filiales internationales en Espagne, Portugal et Roumanie avec un effet périmètre de 1,7 million d'euros ;
  - Les filiales de La Poste Silver génèrent un chiffre d'affaires en progression de 60 millions d'euros avec un effet périmètre de 57 millions d'euros par l'acquisition d'Asten Santé mi-2017.

Les activités logistiques sont en décroissance de -3 millions d'euros sur les offres de logistique et de e-logistique.

### 3.2.2 Activité Colis

Le chiffre d'affaires au 30 juin 2018 est de 858 millions d'euros, en augmentation de 28 millions d'euros (soit +3,4 %).

Le volume des colis distribués s'établit à 154 millions d'objets, en progression de +4,4 % à jours ouvrés équivalents avec un impact sur le chiffre d'affaires de 17 millions d'euros, dont -7 millions d'euros d'effet jours ouvrés. Les volumes distribués se composent de la manière suivante :

- 132 millions d'objets sur le BtoC (+4,9 %), tirés par la croissance du e-commerce, et notamment une croissance du National de 6,9 millions d'objets (+7,0 % à jours ouvrés

<sup>7</sup> Rapportée à la base du chiffre d'affaires donnant lieu à trafic

équivalents) par rapport à juin 2017. Les livraisons en point retrait connaissent une forte augmentation de 4,0 millions d'objets (+45,7 % à jours ouvrés équivalents), elles représentent 9,7 % des trafics BtoC. La remise à domicile reste, tout de même, la modalité de réception préférée des Français avec une hausse de 1,9 million d'objets (+2,8 % à jours ouvrés équivalents) soit 75,7 % du trafic BtoC ;

- 17 millions d'objets sur le CtoC, soit +0,1 % à jours ouvrés équivalents par rapport à juin 2017, après une décroissance observée depuis plusieurs années, grâce au développement des ventes en ligne ;
- 5 millions d'objets sur les produits import, soit +5,8 % à jours ouvrés équivalents.

L'effet mix est favorable sur l'évolution du chiffre d'affaires pour 7 millions d'euros alors que l'effet prix impacte ce dernier de -1 million d'euros.

La qualité de service reste à un niveau élevé avec un taux de distribution à J+2<sup>8</sup> de +93,7 % au 30 juin 2018. La Poste livre plus de 9 Colissimo sur 10 à domicile dès le premier passage du facteur ou livreur colis ; en cas d'absence, le client destinataire peut faire un choix de relivraison sur les 7 jours suivants ou dans l'un des points de contact de proximité du Réseau La Poste.

### 3.2.3 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation de la branche Services-Courrier-Colis s'élève à 376 millions d'euros au 30 juin 2018, en baisse de 131 millions d'euros par rapport à fin juin 2017, soit -25,8 %. Cette baisse s'explique par la baisse des volumes du Courrier, des plis élections, et des reprises de provisions pour risques et charges moins conséquentes qu'au premier semestre 2017.

## 3.3 GeoPost

GeoPost, filiale du Groupe La Poste, couvre les activités de colis rapide et express en France et à l'étranger sous les principales marques commerciales suivantes : DPDgroup dans les pays européens et à l'international, Chronopost en France et au Portugal, SEUR en Espagne et au Portugal, Tigers en Asie et en Australie, Jadlog au Brésil et SPSR en Russie. Les filiales de ce pôle interviennent historiquement sur les segments d'entreprise à entreprise (BtoB) et de façon croissante sur le BtoC qui représente désormais 37 % du CA à fin juin 2018, constant par rapport à fin décembre 2017.

L'effet des acquisitions intervenues en 2017 (Russie) et 2018 (ALP et nouvelles franchises SEUR) conduisent à un effet périmètre positif sur le chiffre d'affaires de GeoPost de +41 millions d'euros à fin juin 2018.

<sup>8</sup> Taux de distribution à J+2 Colissimo suivi national

(en millions d'euros)	2018.06	2017.06	Variation vs N-1	
			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	3 527	3 256	+271	8,3
<i>dont CA hors Groupe</i>	3 499	3 232	+267	8,3
Charges opérationnelles	-3 341	-3 058	-283	9,3
<b>Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint</b>	<b>186</b>	<b>199</b>	<b>-13</b>	<b>-6,3</b>
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	-1	+1	n.s.
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS SOUS CONTRÔLE CONJOINT</b>	<b>186</b>	<b>198</b>	<b>-11</b>	<b>-5,8</b>
<i>Marge opérationnelle</i>	5,3 %	6,1 %		-0,8 pt

### 3.3.1 Poursuite du développement accéléré des ventes

Le chiffre d'affaires de GeoPost à fin juin 2018 de 3 527 millions d'euros, est en croissance de 271 millions d'euros (+8,3 %) par rapport à fin juin 2017. Retraité des effets périmètre de +41 millions d'euros et de change défavorable de -44 millions d'euros (dont -15,2 millions d'euros sur la livre Sterling, -9 millions d'euros sur le real brésilien, -8 millions d'euros sur le rouble), la croissance organique est de 274 millions d'euros, soit +8,5 %.

Cette bonne performance est portée par la croissance des volumes traités. A fin juin 2018, GeoPost a livré 631 millions de colis, reflétant une évolution organique de 6,5 % par rapport à fin juin 2017. Le chiffre d'affaires repose sur la croissance des volumes et mix avec une progression de 263 millions d'euros (+8,2 %) intégrant un impact défavorable des jours ouvrés (14 millions d'euros). L'effet prix sur l'évolution du chiffre d'affaires se dégrade de 5 millions d'euros et l'effet carburant est de 16 millions d'euros.

Pour l'ensemble des zones géographiques, les évolutions du chiffre d'affaires sont positives sur le premier semestre 2018:

- Le Royaume-Uni affiche un chiffre d'affaires de 664 millions d'euros soit une progression organique de 11,4 %, expliquée par la forte croissance des volumes (+10,8 %), notamment à l'international.
- En France, l'évolution du chiffre d'affaires organique est de 8,0 % sur DPD France et de 10,7 % sur Chronopost versus juin 2017. La bonne dynamique du premier semestre est portée par les volumes BtoC et les premiers effets des nouveaux services de livraisons proposés (points relais, consignes automatiques avec les « Stations PickUp », livraisons en soirée et le samedi).
- L'Allemagne, enregistre un chiffre d'affaires de 854 millions d'euros, soit une progression organique de 3,6 %. Les volumes progressent (+1,6 %) malgré un marché très concurrentiel.

- L'Espagne s'appuie sur l'extension de son réseau de distribution et réalise un chiffre d'affaires de 234 millions d'euros avec une progression organique de 4,9 %.
- Au Benelux, le chiffre d'affaires de 197 millions d'euros progresse en organique de 13,3 %. Cette forte évolution est portée par l'augmentation des volumes internationaux.
- En Pologne, la conquête de nouvelles parts de marché et le développement du BtoC, porté par les secteurs de l'habillement et de l'électronique, permet de maintenir un niveau de croissance particulièrement soutenu des volumes à 16,8 %. Le chiffre d'affaires de 198 millions d'euros reflète une progression organique de 19,0 %.
- L'activité de Tigers enregistre un chiffre d'affaires de 117 millions d'euros en progression organique de 2,4 %, notamment grâce à l'activité logistique.

### 3.3.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation y compris la quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint de GeoPost en juin 2018 atteint 186 millions d'euros.

Retraité des effets périmètre et change de -7 millions d'euros, ce résultat est en baisse de -5 millions d'euros par rapport à fin juin 2017 (-2,5 %).

Cette évolution organique reflète une situation de marché plus concurrentielle par rapport à juin 2017. La marge opérationnelle se situe à +5,3 %.

### 3.4 La Banque Postale

Ce secteur d'activité regroupe La Banque Postale, ses filiales et le Groupement de moyens constitué entre La Poste et La Banque Postale régi par une convention de répartition de frais. L'ensemble des charges relatives au Groupement de moyens (principalement les coûts des personnels de La Poste travaillant exclusivement pour La Banque Postale) est refacturé à l'euro/l'euro à La Banque Postale.

### 3.4.1 Activités commerciales

La Banque Postale a poursuivi au premier semestre 2018 sa politique de conquête commerciale sur l'ensemble de ses segments de clientèle. Cette dynamique a contribué à une progression annuelle de 3,1 milliards d'euros de l'encours d'épargne (+1,0 %) qui atteint 315,8 milliards d'euros :

(encours d'épargne en milliards d'euros)	2018.06	2017.06	Variation	
			(en Md€)	(en %)
Dépôts à vue	64,6	61,3	+3,3	+5,5
Epargne ordinaire	82,4	81,3	+1,2	+1,5
Livre A	61,0	60,2	+0,9	+1,4
LEP	7,3	7,6	-0,3	-3,5
LDD	7,7	7,4	+0,3	+3,4
Autres livrets	6,4	6,1	+0,3	+5,7
Epargne logement	31,9	32,2	-0,2	-0,7
OPCVM <sup>(a)</sup>	10,5	12,7	-2,2	-17,2
Assurance-Vie <sup>(a)</sup>	125,4	124,9	+0,5	+0,4
Autres <sup>(b)</sup>	0,9	0,4	+0,5	+119,0
<b>EPARGNE CLIENTELE</b>	<b>315,8</b>	<b>312,7</b>	<b>+3,1</b>	<b>+1,0</b>

(a) Produits distribués par le réseau de la Banque Postale et de ses filiales.

(b) Comptes à terme et PEP.

Si les dépôts à vue conservent une collecte soutenue, avec des encours en croissance de 3,3 milliards d'euros sur un an (+5,5 %), l'épargne ordinaire participe également à cette progression.

Ainsi les encours d'épargne ordinaire, en progression depuis 2017 malgré la faiblesse des rendements offerts, affichent une hausse sensible au premier semestre de 1,2 milliard d'euros (+1,5 %). Le taux de rémunération du livret A, maintenu à 0,75 % depuis le 1<sup>er</sup> août 2015, connaît un regain d'intérêt auprès des épargnants dans un environnement de taux longs durablement bas.

Les encours de La Banque Postale en matière d'Assurance Vie s'établissent à 125,4 milliards d'euros, en légère progression de 0,5 milliard d'euros (+0,4 %) par rapport à juin 2017.

Les encours d'OPCVM affichent une baisse de 17,2 % à 10,5 milliards d'euros.

La baisse des encours d'épargne logement à 31,9 milliards d'euros (-0,7 % par rapport à juin 2017) est due à la moindre attractivité des nouveaux Plans d'Epargne Logement dont le taux est fixé à 1,0 % depuis le 1<sup>er</sup> août 2016.

Au sein des encours d'épargne de La Banque Postale, ceux de la banque privée BPE progressent fortement, portés par le développement de la gestion sous mandat (nouveau mandat PEA à 10 000 € et extension de la commercialisation dans le Réseau) et par une hausse des encours d'assurance vie (arrivée de nouveaux produits comme CNP ONE). Cette évolution témoigne du développement de La Banque Postale sur le marché de la clientèle patrimoniale.

A travers la forte progression de ses encours de crédits à la clientèle, +8,8 % sur un an à 86,4 milliards d'euros, La Banque Postale démontre sa volonté de conquérir des parts de marché.

	<b>2018.06</b>	<b>2017.06</b>	<b>Variation</b>	
(encours de crédits en milliards d'euros)			(en Md€)	(en %)
Crédits immobiliers <sup>(a)</sup>	59,2	57,7	+1,5	+2,6
Crédits à la consommation	5,1	5,0	+0,1	+2,5
Autres crédits <sup>(b)</sup>	0,7	0,7	-0,1	-8,7
Crédits aux personnes morales <sup>(c)</sup>	21,4	16,0	+5,4	+33,8
<b>CREDITS CLIENTELE</b>	<b>86,4</b>	<b>79,5</b>	<b>+7,0</b>	<b>+8,8</b>

(a) hors rachats de portefeuilles de crédits néerlandais.

(b) D.A.V débiteurs et différés cartes bancaires.

(c) Entreprises, Bailleurs Sociaux, Associations et Collectivités Territoriales.

Au cours du semestre, près de 4,5 milliards d'euros de crédits à l'habitat ont été mis en force par La Banque Postale et ses filiales (BPE et Sofiap), en repli de 45 % par rapport à juin 2017. Le marché en recul, en dépit de taux de crédits toujours à des niveaux plancher, voit se normaliser les rachats et renégociations.

Le développement des crédits à la consommation, gérés par La Banque Postale Financement se poursuit, dans un marché dont la croissance ralentit, portant les encours à 5,1 milliards d'euros (+2,5 % par rapport à juin 2017). Les ventes par internet ou via la plateforme à distance représentent une part croissante de la production de prêts personnels (39 % en 2018 contre 35 % en 2017).

Engagée au service du développement des territoires et de l'économie réelle, La Banque Postale finance le secteur public local et les entreprises. Cette activité connaît depuis son lancement une croissance forte, qui se confirme au premier semestre 2018, avec des encours en progression de 33,8 % sur un an glissant pour atteindre 21,4 milliards d'euros, confortant ainsi la position de La Banque Postale en tant que premier prêteur des collectivités territoriales. Ces encours comprennent 2,3 milliards d'euros d'encours d'affacturage, La Banque Postale développant activement son offre de crédits spécialisés à destination des entreprises. Enfin, il est à noter que l'évolution des encours est minorée par la cession de 2,8 milliards d'euros sur la période à la Caisse Française de Financement Local, conformément au modèle de développement mis en place lors de l'entrée de La Banque Postale sur le marché du secteur public local.

### 3.4.2 Performance opérationnelle

Les résultats de La Banque Postale s'affichent en progression par rapport à juin 2017, portés par sa stratégie de diversification et le renforcement de sa stratégie digitale.

Ainsi, le Produit Net Bancaire (PNB) de La Banque Postale s'élève à 2 926 millions d'euros au 30 juin 2018, en progression de 118 millions d'euros par rapport à fin juin 2017, soit +4,2 %. Retraité de la variation de la provision épargne logement (-35 millions d'euros), le PNB s'affiche en hausse de 154 millions d'euros (+5,6 %).

(en millions d'euros)	2018.06	2017.06	Variation
		(en M€)	(en %)
Gestion d'actifs	74	71	+4
Assurance	145	120	+24
Banque de détail	2 707	2 617	+90
<i>Marge nette d'intérêts</i>	1 553	1 440	+113
<i>Commissions</i>	1 172	1 193	-20
<i>Autres produits et charges</i>	-18	-16	-3
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>2 926</b>	<b>2 808</b>	<b>+118</b>
			<b>+4,2</b>

Le PNB du pôle Gestion d'Actifs, à 74 millions d'euros, est en augmentation de 4 millions d'euros par rapport à juin 2017. Le pôle présente une croissance de 4,9 % de son PNB. Les encours sous gestion et encours distribués du pôle s'établissent à plus de 224 milliards d'euros à fin juin 2018 en progression de 15 % sur la période.

A 145 millions d'euros, le PNB du pôle Assurance affiche une progression de 20,2 % en juin 2018 grâce à une hausse globale du portefeuille de contrats d'assurance de 2,1% avec des portefeuilles de contrats IARD et Santé en hausse de respectivement 5,4 % et 8,2 %.

Après retraitement de la provision épargne logement, le PNB du pôle Banque de Détail progresse de 4,9 % par rapport à juin 2017 (+126 millions d'euros).

- La marge nette d'intérêts (MNI) retraitée progresse de 146 millions d'euros, progression masquant des évolutions contrastées. L'effet de la poursuite du recul du rendement des crédits immobiliers (impact des taux bas) est atténué par le rehaussement 2018 de la compensation de la mission d'intérêt général qui crée provisoirement un écart favorable de 65 millions d'euros, le rehaussement 2017 ayant été enregistré en fin d'année.
- Les commissions affichent une diminution de 20 millions d'euros (-1,7 %) à attribuer au recul des indemnités de remboursements anticipés sur les prêts immobiliers dans un contexte de normalisation du marché en matière de rachat et de renégociation.

(en millions d'euros)	2018.06	2017.06	Variation	
			(en M€)	(en %)
Produit net bancaire	2 926	2 808	+118	+4,2
Frais de gestion	-2 330	-2 316	-15	+0,6
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>596</b>	<b>492</b>	<b>+104</b>	<b>+21,0</b>
Coût du risque	-49	-71	+22	-31,0
Gains et pertes sur autres actifs	-0	-1	+0	-47,0
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>546</b>	<b>421</b>	<b>+126</b>	<b>+29,9</b>
<i>Coefficient d'exploitation LBP</i>	<i>81,4 %</i>	<i>83,6 %</i>		<i>-2,1 pts</i>

Les frais de gestion de la branche Banque Postale qui évoluent de 0,6 % par rapport à juin 2017, s'élèvent à 2 330 millions d'euros. L'évolution reflète les efforts constants de maîtrise des charges dans un contexte de développement de ses activités et de transformation des systèmes d'information et processus impliquant des investissements importants.

Le résultat brut d'exploitation de la branche, à 596 millions d'euros, est en progression de 21,0 % et le coefficient d'exploitation de La Banque Postale s'améliore à 81,4 %.

Le coût du risque post IFRS9, à 49 millions d'euros, est inférieur au niveau de juin 2017 (-22 millions d'euros). Rapporté aux encours, il se maintient à un niveau bas à 11 points de base<sup>9</sup>.

Le résultat d'exploitation de la branche La Banque Postale s'élève à 546 millions d'euros en croissance de 29,9 % par rapport à juin 2017.

### 3.4.3 Structure financière

La Banque Postale présente une structure financière solide avec un ratio Common Equity Tier 1<sup>10</sup> de 12,4 % au 30 juin 2018 (-1 point par rapport à décembre 2017), niveau très supérieur à l'exigence minimale « SREP » de 9 %<sup>11</sup> fixée par la Banque Centrale Européenne et applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2019. Le ratio global de solvabilité s'élève pour sa part à 17,1 % contre 18,2 % en décembre 2017.

<sup>9</sup> Coût du risque de crédit de la banque commerciale rapporté aux encours de début de période.

<sup>10</sup> Ratios CET1 fully loaded.

<sup>11</sup> Le chiffre inclut les coussins CCB et O-SIB intégralement. Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, cette exigence est de 8,313 % en tenant compte de l'intégration progressive de ces coussins.

Le ratio de levier estimé à fin juin 2018, tenant compte des mesures transitoires autorisées par la Banque Centrale Européenne sur le traitement des encours d'épargne centralisée à la Caisse des Dépôts<sup>12</sup>, s'établit à 4,1 %. Hors épargne centralisée à la Caisse des dépôts<sup>13</sup>, il est stable à 5,0 %.

La position de liquidité du bilan demeure confortable et se traduit par un ratio crédits sur dépôts à 80 % et un ratio LCR estimé à 153 % (ratio de liquidité court terme).

### 3.5 Le Réseau La Poste

La branche « Réseau La Poste » agrège les activités de vente et de distribution, auprès du grand public, des produits et services du Groupe La Poste (Réseau La Poste Maison mère) ainsi que la filiale La Poste Telecom (intégrée sur la ligne quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint) distribuant son offre sous la marque « La Poste Mobile ».

(en millions d'euros)	2018.06	2017.06	Variation vs N-1	
			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	1 908	2 035	-127	-6,2
Charges opérationnelles	-1 935	-1 948	+13	-0,7
<b>Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint</b>	<b>-27</b>	<b>87</b>	<b>-114</b>	<b>n.s.</b>
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-9	-4	-6	n.s.
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT</b>	<b>-36</b>	<b>84</b>	<b>-120</b>	<b>n.s.</b>

Le chiffre d'affaires représente la facturation interne des prestations réalisées par le Réseau La Poste pour le compte des autres branches. Il est régi par des accords de services tels que :

- Des conventions de service assises sur des inducteurs opérationnels (chiffre des ventes, objets traités) avec la branche Services-Courrier-Colis, la branche GeoPost (Chronopost) ;
- Pour La Banque Postale, des conventions de service basées sur les opérations traitées pour l'activité bancaire de guichet et facturation au réel des coûts de la ligne conseil bancaire intégrée au Réseau (conseillers financiers, conseillers spécialisés en immobilier, etc.) ;
- Le transfert au secteur 'Non affecté' des coûts liés aux missions d'accessibilité du service universel postal, des coûts liés à la mission d'aménagement du territoire et des charges transitoires (notamment les dispositifs de fin de carrière).

<sup>12</sup> Décision de la Banque Centrale Européenne du 24 août 2016 sur le calcul du ratio de levier ne permettant pas l'exclusion de l'épargne centralisée de l'exposition levier mais autorisant une phase d'intégration graduelle de ces encours.

<sup>13</sup> Conformément à l'Acte Délégué publié par la Commission Européenne le 10 octobre 2014.

### 3.5.1 Réseau La Poste

Avec ses 17 313 points de contact, dont 8 951 en partenariat (La Poste Agence Communale et La Poste Relais) fin juin 2018, le Réseau La Poste est le réseau de distribution physique le plus dense du territoire. Face à la poursuite de la baisse des volumes du courrier et à celle de la fréquentation des clients en bureaux de poste, le Réseau La Poste poursuit l'évolution de son organisation et de ses métiers et s'adapte, sur un marché en pleine mutation, afin de préserver ses capacités de croissance, en particulier sur le secteur bancaire.

Les principaux chantiers initiés depuis plusieurs années se concentrent sur les priorités suivantes :

- L'accélération du développement commercial fondé sur l'excellence du service et la capacité du Réseau La Poste à simplifier la vie de ses clients s'illustrent par l'amélioration du parcours client aussi bien sur les sites en ligne qu'en bureaux de poste, et par la mise en place de nouveaux outils de communication avec la clientèle. Au premier semestre 2018, le cadencement de l'année commerciale évolue, pour permettre aux collaborateurs en secteur de mieux préparer les temps forts de l'année, en fonction de l'environnement propre à chaque zone de chalandise.
- Le développement de nouveaux services et le renforcement de la synergie avec la Branche Courrier Colis se sont traduits par la création de la Direction Commerciale Commune qui, depuis le 1er janvier 2018, anime les acteurs des 297 zones de marché Réseau et Courrier, mobilisés pour promouvoir les solutions, pour des catégories de clientèle spécifique :
  - les pros avec le nouveau sticker suivi pro
  - les séniors avec l'organisation d'évènements comme les 'silver days'.
- La transformation digitale améliore l'expérience client en conciliant le numérique et l'humain dans les bureaux de poste : le dispositif de communication digitale est riche de 2 300 écrans dans 1 563 bureaux, et de hotspots wifi dans 251 bureaux et 504 Maisons de Services Au Public. Les réseaux partenaires se modernisent également, avec 4 601 points de service la Poste Agences Communales équipés de tablettes en libre-service et 2 260 La Poste Relais équipés d'un smartphone et d'une imprimante Bluetooth. Le Réseau propose également un nouveau service de retrait de colis hors domicile via un réseau de consignes Pick-up (126 bureaux équipés fin juin 2018).
- L'accessibilité des clients s'améliore en adaptant les formats aux usages des clients :
  - En milieu rural, les nouvelles formes de mutualisation comme l'installation en bureau de poste de 504 Maisons de Services Au Public (lieux d'accueil, d'information et d'accompagnement du public dans ses démarches administratives) ou encore le facteur-guichetier, en liaison avec la branche Services-Courrier-Colis, permettent de maintenir la présence de La Poste dans des villages où les bureaux sont très peu fréquentés (833 bureaux concernés fin juin 2018) ;

- En milieu urbain, en concertation avec les municipalités, les formats de la présence postale s'adaptent aux besoins de la ville : 708 La Poste Relais dans les villes de +2 000 habitants (568 dans les villes de +10 000 habitants) et la poursuite des projets de coopération avec de grandes enseignes nationales (accords cadre avec Franprix, Total ou Carrefour « Proximité », etc..). De plus, des formats sont en test dans les zones touristiques ou les centres universitaires et 2 bureaux innovants ont été ouverts en janvier dans les aéroports de Roissy et Orly avec des services propres à satisfaire les besoins spécifiques des voyageurs.
- Dans les villes de plus de 10 000 habitants, la transformation des bureaux en format Expert se poursuit (implantation commerciale renforcée dans les zones à fort potentiel bancaire) : 798 mises au format à fin juin 2018.

Au total, au premier semestre 2018, 266 nouveaux partenariats ont été mis en place (92 en rural et 174 en urbain).

Au premier semestre 2018, le Réseau, grâce à ses plans d'adaptation, a réduit ses coûts d'exploitation de 0,7 % par rapport au premier semestre 2017. La maîtrise des coûts de ce réseau commercial continue de bénéficier directement aux branches du Groupe à travers la baisse de la facturation liée à leur utilisation du Réseau.

### 3.5.2 La Poste Mobile

Crée en 2011, La Poste Telecom est une joint-venture détenue à 51 % par Le Groupe La Poste et à 49 % par SFR. Cet opérateur mobile virtuel (ou Mobile Virtual Network Operator) s'appuie sur le réseau télécom de SFR, le réseau de distribution des bureaux de poste et la marque La Poste pour commercialiser son offre de téléphonie, sous la marque La Poste Mobile.

Sa stratégie commerciale, associée à une force de vente dédiée, a permis de conquérir 265 000 clients (y compris prépayés) dont 213 000 nouveaux abonnés sur le semestre. Les ventes nettes d'abonnements (après résiliations) se sont élevées à 46 000. Le parc total abonnés et prépayés a progressé de 3 % au premier semestre pour atteindre 1,43 million de clients, dont 1,36 million sur les seuls abonnés.

Parallèlement à cette offre de téléphonie Mobile, La Poste Mobile continue d'élargir sa gamme avec le lancement fin Mai 2018 d'une offre ADSL grand public sous la marque La Poste Mobile qui vient compléter son offre Box Très Haut Débit lancée en 2016, et la commercialisation dans les prochains mois d'une offre de téléphonie fixe à destination de la clientèle professionnelle.

## 3.6 Numérique

La branche Numérique est composée de la direction du Numérique (Data, e-commerce, confiance numérique, innovation, transformation interne, connaissance clients) et de deux filiales BtoB : Docapost (spécialiste de la transformation numérique des organisations) et Mediapost Communication (maîtrise des médias digitaux et traitement des data).

Acteur de l'accélération de la transformation numérique du Groupe, la branche Numérique rassemble plus de 5 000 collaborateurs autour de trois missions clés :

- Mettre ses expertises au service du Groupe dans le développement de nouvelles offres, en constituant le centre d'expertise de méthodes agiles et d'architecture ouverte dans le domaine de l'innovation. La branche est en charge de la politique data du Groupe, du pilotage du projet prioritaire commun « connaissance des clients particuliers, pros et entreprises » destiné à unifier les bases de données des différentes entités du Groupe et du programme de confiance numérique qui a pour mission de simplifier et de sécuriser les échanges numériques de chacun ;
- Assurer un rôle de réseau de distribution numérique via La Poste en ligne avec une ambition forte de développement de chiffre d'affaires pour les branches ;
- Gérer une activité économique en propre avec ses deux filiales, Docapost et Mediapost Communication en développant de nouvelles activités numériques.

	2018.06	2017.06	Variation	
			vs N-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	342	321	+21	+6,7
<i>dont CA hors groupe</i>	260	258	+2	+0,9
Charges opérationnelles	-344	-327	-17	+5,1
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-2</b>	<b>-7</b>	<b>+5</b>	<b>-71,8</b>
<i>Marge opérationnelle</i>	-0,5 %	-2,1 %		+1,5 pt

### 3.6.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires à fin juin 2018 de 342 millions d'euros est en progression de 21 millions d'euros par rapport à fin juin 2017 (soit +6,7 %). Retraité des effets périmètre de +9 millions d'euros, la progression organique du chiffre d'affaires est de 12 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires de la direction numérique en charge du développement de l'activité numérique des branches du Groupe, progresse de 14 millions d'euros par rapport à fin juin 2017. Cette évolution provient :

- des refacturations des prestations internes vis-à-vis des branches du Groupe en progression de 11,7 millions d'euros en lien avec l'accroissement des projets transverses ;
- du commissionnement sur les ventes en ligne du site [www.laposte.fr](http://www.laposte.fr) en progression de 1,2 million d'euros (+17 %) ;
- du chiffre d'affaires de la confiance numérique de 1,1 million d'euros en lien avec la progression des clients Digiposte Plus.

Docapost propose différents services tels que la création de plateformes numériques, la dématérialisation, la gestion d'opérations de vote interne en ligne, la sécurisation des échanges électroniques ou encore des solutions de e-paiement.

Elle est engagée depuis 2016 dans la transformation numérique de ses activités afin d'accompagner ses clients et notamment le Groupe La Poste.

Le chiffre d'affaires de Docapost en progression de 6 millions d'euros par rapport à juin 2017, atteint 245 millions d'euros à fin juin 2018 soit +2,6 %. Les acquisitions réalisées en 2017 (Ametix) et en 2018 (Euklès) contribuent à hauteur de +9 millions d'euros à cette croissance.

Hors effet périmètre, on observe une décroissance organique de Docapost de -2,7 millions par rapport à juin 2017 malgré la bonne dynamique démontrée sur les activités numériques dont les plateformes digitales et les activités de dématérialisation.

Le chiffre d'affaires du pôle Mediapost Communication de 45 millions d'euros est en progression de 1 million d'euros soit +2,5 % par rapport à fin juin 2017 tirée par les revenus publicitaires du pôle Media, qui compense la décroissance des offres historiques du pôle Conseil.

### 3.6.2 Résultat d'exploitation

Les charges de la branche Numérique sont en augmentation de 17 millions d'euros et reflètent le développement des projets numériques.

Le résultat d'exploitation de la branche Numérique à fin juin 2018 est en amélioration de 5 millions d'euros par rapport à fin juin 2017, principalement grâce à la hausse des ventes en ligne du site www.laposte.fr. L'impact des effets périmètre sur le résultat d'exploitation est favorable de +1 million d'euros.

## 3.7 Autres Secteurs

### 3.7.1 L'Immobilier

Le secteur Immobilier correspond à la filiale Poste Immo et à la Direction de l'Immobilier de La Poste maison mère.

(en millions d'euros)	2018.06	2017.06	Variation	
			Vs N-1 (en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	412	415	-2	-0,5
dont CA hors Groupe	11	8	+3	+36,0
Charges opérationnelles courantes	-393	-410	+17	-4,1
Résultat de cession	164	-4	+168	n.s.
<b>Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint</b>	<b>182</b>	<b>0</b>	<b>+182</b>	<b>n.s.</b>
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	2	0	+1	n.s.
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT</b>	<b>184</b>	<b>1</b>	<b>+184</b>	<b>n.s.</b>
Marge opérationnelle	44,7 %	0,2 %		44,5 pt

Le chiffre d'affaires de l'Immobilier s'élève à 412 millions d'euros, en baisse de 2 millions d'euros, soit -0,5 % par rapport à fin juin 2017, sous l'effet d'une baisse des loyers facturés aux clients du Groupe, traduisant la poursuite des efforts d'optimisation et de réduction des surfaces réalisés par les branches du Groupe.

Le déploiement de plusieurs Village la Poste en région se poursuit (déploiement achevé du site Apollonis à Montrouge, poursuite des travaux à Bordeaux, Nantes, Marseille, Lyon et Strasbourg) afin de stimuler les synergies et coopérations entre branches grâce à plus de proximité, tout en valorisant et optimisant l'occupation des immeubles tertiaires en territoires.

Le résultat d'exploitation, après quote-part des résultats des sociétés sous contrôle conjoint, s'élève à 184 millions d'euros, en hausse de 184 millions d'euros par rapport à 2017, grâce à une forte croissance du résultat de cession, générée essentiellement par la vente du site de la Boétie début mai.

### 3.7.2 Supports et structures

Le secteur 'Supports et structures' correspond aux coûts du siège et aux directions Supports (principalement Gestion de parc de véhicules, Activités sociales et Approvisionnements) qui refacturent leurs prestations aux autres branches d'activité.

(en millions d'euros)	2018.06	2017.06	Variation	
			(en M€)	(en %)
Produits opérationnels	520	379	+141	+37,1
Charges opérationnelles	-657	-467	-190	+40,8
<b>Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint</b>	<b>-137</b>	<b>-87</b>	<b>-50</b>	<b>+56,9</b>
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-0	-0	-0	+49,0
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT</b>	<b>-137</b>	<b>-88</b>	<b>-50</b>	<b>+56,8</b>

Les produits opérationnels s'établissent à 520 millions d'euros à fin juin 2018, dont 497 millions d'euros pour les produits intragroupe résultant de la facturation des prestations fournies aux autres branches d'activité par les Supports et les centres de services 'facturants' du Siège. Les prix unitaires sont fixés préalablement à l'exercice par convention de service et la facturation dépend des volumes réalisés. En outre, 20 millions d'euros de frais de siège Groupe ont été supportés par les filiales (management fees).

L'augmentation des produits opérationnels de 141 millions d'euros ainsi que celle des charges opérationnelles de 190 millions d'euros s'expliquent principalement par l'impact du projet « Servir le développement ».

### 3.7.3 Charges non affectées

(en millions d'euros)	2018.06	2017.06	Variation	
			vs N-1 (en M€)	(en %)
Coût net de la présence territoriale	-259	-299	+41	-13,6
Autres charges opérationnelles	-54	-56	+2	-3,9
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-313</b>	<b>-355</b>	<b>+43</b>	<b>-12,0</b>

Le secteur 'Non affecté' comprend les coûts de la mission d'accessibilité du service universel postal, les coûts de la mission d'aménagement du territoire et l'abattement sur la fiscalité locale correspondant et enfin les charges transitoires liées aux dispositifs de fin de carrière considérés comme transverses au Groupe et donc non affectées aux branches.

L'amélioration du résultat provient notamment d'une réduction du coût net de la présence territoriale.

## 4. Autres agrégats-clés du compte de résultat

### 4.1 Résultat financier

Exercice clos le 30 juin

(en millions d'euros)	2018.06	2017.06	Variation	
			(vs n-1) (en M€)	(en %)
Charge nette d'intérêt	-77	-79	+2	-2,2
Variation de 'juste valeur' y compris spread de crédit de la dette	-3	4	-6	n.s.
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>-80</b>	<b>-75</b>	-5	+6,2
Autres éléments du résultat financier	-12	-6	-6	n.s.
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-92</b>	<b>-81</b>	<b>-11</b>	<b>+13,6</b>

Le résultat financier se dégrade de 11 millions d'euros au premier semestre 2018 par rapport au premier semestre 2017. Il représente au total une charge de 92 millions d'euros avec une hausse du coût l'endettement financier net de 5 millions d'euros, couplée à une augmentation des autres éléments du résultat financier de 6 millions d'euros.

Le coût de l'endettement financier net s'établit à -80 millions d'euros avec une charge nette d'intérêts de -77 millions d'euros qui progresse de 2 millions d'euros par rapport au premier semestre 2017 sous les effets combinés d'une part d'une baisse des produits financiers de 1 million d'euros dans un contexte de taux courts négatifs qui impactent encore fortement le rendement des placements, et de baisse de la trésorerie excédentaire, et d'autre part d'une baisse des charges d'intérêts sur opérations de financement de 2 millions d'euros.

La variation de juste valeur en 2018 de la dette en option juste valeur et des dérivés adossés à cette dette, qui correspond à une charge de 3 millions d'euros sur le premier semestre 2018, génère un écart défavorable de 6 millions d'euros par rapport au premier semestre 2017. La variation de juste valeur de la dette «partie spread» est désormais comptabilisée directement dans les capitaux propres (application de la norme IFRS9).

Les autres éléments du résultat financier (charge de 12 millions d'euros au premier semestre 2018), augmentent de 6 millions d'euros par rapport au premier semestre 2017. Ils correspondent essentiellement à la charge de désactualisation de la dette sociale (charge de 10 millions d'euros à fin juin 2018, en augmentation de 2 millions d'euros par rapport au premier semestre 2017) et à d'autres produits et charges financiers en dégradation de 4 millions d'euros.

## 4.2 Résultat net part du Groupe

	Exercice clos le 30 juin		
	2018.06	2017.06	Variation
(en millions d'euros)			vs n-1
			(en M€) (en %)
<b>Produits opérationnels</b>	<b>12 246</b>	<b>11 905</b>	<b>+342</b> <b>+2,9</b>
<b>Charges opérationnelles</b>	<b>-11 435</b>	<b>-11 143</b>	<b>-291</b> <b>+2,6</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>812</b>	<b>761</b>	<b>+51</b> <b>+6,6</b>
Quote part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	-6	-1	-5 n.s.
<b>REX après quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint</b>	<b>806</b>	<b>761</b>	<b>+45</b> <b>+5,9</b>
Résultat financier	-92	-81	-11 +13,6
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>714</b>	<b>680</b>	<b>+34</b> <b>+5,0</b>
Impôt sur le résultat	-200	-170	-30 +17,7
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	142	150	-8 -5,3
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ</b>	<b>656</b>	<b>660</b>	<b>-4</b> <b>-0,6</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>636</b>	<b>642</b>	<b>-6</b> <b>-0,9</b>
Intérêts minoritaires	20	18	+2 +11,9

Le résultat net part du Groupe s'établit à 636 millions d'euros au premier semestre 2018. Il est en baisse de 6 millions d'euros par rapport à juin 2017. Son évolution est marquée essentiellement par la hausse de 45 millions d'euros du résultat d'exploitation après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint, et par une évolution défavorable de 11 millions d'euros du résultat financier qui conduisent à une amélioration de 34 millions du résultat courant avant impôts. La charge d'impôt du Groupe, en augmentant de 30 millions d'euros, à 200 millions d'euros, limite la progression du résultat courant après impôts du Groupe par rapport au premier semestre 2017 à 4 millions d'euros. La hausse de la charge d'impôt du Groupe, qui provient en partie de la hausse du résultat courant avant impôt est notamment accentuée par la baisse du retraitement de l'impôt sur le CICE en tant que produit non taxable (baisse du taux de CICE de 7 % à 6 %).

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence baisse de 8 millions d'euros dont 2 millions d'euros qui proviennent de la contribution de CNP Assurances que le Groupe détient à hauteur de 20,15 % et 3 millions d'euros qui proviennent de la contribution de BRT que le Groupe détient à hauteur de 37,5 % depuis janvier 2017.

## 5. Endettement et solidité financière

Les tableaux présentés ci-dessous sont aménagés pour prendre en compte la coexistence d'activités bancaires et d'activités industrielles et commerciales au sein d'un même groupe et donner une appréciation plus économique de leur contribution respective à la génération de trésorerie du Groupe.

La Poste, en tant que maison mère du Groupe, assure en effet le financement des activités industrielles et commerciales et les besoins en fonds propres de La Banque Postale. Dans ce cadre, La Banque Postale, bien que consolidée par intégration globale, est appréhendée ci-dessous au travers des dividendes qu'elle distribue à sa maison mère, considérés comme les flux de trésorerie qui restent disponibles pour le Groupe, une fois satisfaites les obligations réglementaires en termes de fonds propres.

Ainsi, la dette nette du Groupe ne prend pas directement en compte La Banque Postale pour laquelle ce concept n'est pas pertinent. La dette nette du Groupe varie donc essentiellement en fonction des éléments suivants :

- La capacité des activités industrielles et commerciales à dégager des flux de trésorerie disponibles excédentaires (Excédent brut d'exploitation, variations du besoin en fonds de roulement, investissements et croissance externe éventuelle) ;
- Les dividendes versés par La Banque Postale à La Poste (dont les coupons des titres hybrides AT1) ou provenant des entités mises en équivalence et inversement les augmentations de capital éventuelles dans ces entités ;
- La charge d'impôt sur les sociétés résultant notamment du groupe d'intégration fiscale constitué entre La Poste et ses filiales ;
- Le coût des capitaux employés par La Poste, mesuré au travers des intérêts versés sur la dette nette et des dividendes versés à ses actionnaires.

## 5.1 Variation de la Dette Nette

### 5.1.1 Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles sont en baisse de 765 millions d'euros par rapport au premier semestre 2017 au cours duquel le Groupe avait procédé à la monétisation de créances sur CICE pour un montant de 533 millions d'euros. La baisse de l'Excédent Brut d'Exploitation accentue l'effet induit par l'absence de monétisation de CICE en 2018.

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 juin		
	2018.06	2017.06	Variation
			vs n-1 (en M€)
Excédent Brut d'Exploitation (Hors Banque)	355	599	-244
Dividendes reçus de LBP et des Sociétés Mises en Equivalence	354	319	+35
Variation du besoin en fonds de roulement	-211	-122	-88
CICE généré au cours de la période	-161	-195	+34
Impôts payés ( net de CICE imputé et monétisé)	72	565	-493
Autres éléments des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	-13	-5	-8
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>	<b>396</b>	<b>1 161</b>	<b>-765</b>
			<b>-65,9</b>

Au premier semestre 2018, le périmètre hors Banque, dont le chiffre d'affaires a progressé de 154 millions d'euros essentiellement sous l'impulsion de GeoPost pour s'établir à 10 894 millions d'euros, a enregistré une baisse de son résultat d'exploitation de 58 millions d'euros malgré l'incidence favorable des éléments non cash du résultat d'exploitation qui progressent de 187 millions d'euros par rapport au premier semestre 2017 sous l'effet de l'enregistrement d'un résultat de cession de 168 millions d'euros constaté lors de la vente du site de La Boétie. L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) hors Banque diminue ainsi de 244 millions d'euros par rapport à fin juin 2017, et s'établit à 355 millions d'euros. Cette baisse de l'EBE hors banque est notamment marquée par une diminution de 123 millions d'euros pour la branche Services-Courrier-Colis qui continue à subir en 2018 l'incidence de la baisse des volumes de courrier accentuée par l'absence d'élections en 2018 et, par une diminution de 137 millions d'euros pour le Réseau qui baisse son chiffre d'affaires interne au profit de La Banque Postale (hors périmètre PIC) et du Courrier. L'EBE de GeoPost qui a diminué de 19 millions d'euros au cours de la période contribue également à la baisse d'ensemble.

Le CICE généré au cours de la période, qui est intégré à l'EBE, est neutralisé dans les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles. Il a diminué de 34 millions d'euros sous l'effet de la baisse du taux de CICE (de 7 % en 2017 à 6 % en 2016), et atteint 161 millions d'euros à fin juin 2018.

Les dividendes reçus de La Banque Postale et des sociétés mises en équivalence augmentent globalement de 35 millions d'euros, la progression provenant essentiellement des dividendes reçus de La Banque Postale (344 millions d'euros au lieu de 312 millions d'euros reçus au premier semestre 2017).

La variation de BFR, qui induit une consommation en trésorerie de 211 millions d'euros à fin juin 2018, est en écart défavorable de 88 millions d'euros par rapport au premier semestre 2017, ce qui, compte tenu de la différence sur les BFR du périmètre hors Banque à l'ouverture des exercices (-746 millions d'euros à fin décembre 2016 et -829 millions d'euros à fin décembre 2017), positionne le BFR à fin juin 2018 à un niveau proche de celui de fin juin 2017.

Le flux net d'impôts et de CICE imputé et monétisé de 72 millions d'euros à fin juin 2018 correspond :

- A l'impôt net décaissé de 14 millions d'euros. Il est en écart défavorable de 6 millions d'euros par rapport à juin 2017 ;
- Au CICE imputé sur l'impôt et monétisé pour un montant de 58 millions d'euros, en écart défavorable de 486 millions d'euros par rapport à fin juin 2017. Outre la part de CICE imputé sur les versements d'acomptes et liquidation impôt de l'année précédente en écart favorable de 205 millions d'euros, le Groupe avait bénéficié en 2017 de la restitution du solde de la créance de CICE générée en 2013 pour un montant de 159 millions d'euros et avait en outre procédé à la monétisation de ses créances sur CICE générées en 2015 et 2016 pour un montant global de 533 millions d'euros.

### **5.1.2 Flux de trésorerie des activités d'investissement hors Banque**

Les flux nets de décaissements au titre des investissements hors Banque s'élèvent à 196 millions d'euros à fin juin 2018, soit une consommation de trésorerie inférieure de 786 millions d'euros à celle du premier semestre 2017, avec notamment des acquisitions de filiales pour 12 millions d'euros, en retrait de 546 millions d'euros par rapport au premier semestre 2017 au cours duquel le Groupe avait notamment procédé à l'acquisition de titres BRT et Asten Santé et des flux sur cessions d'actifs en hausse de 229 millions d'euros sous l'effet de la cession du site de « La Boétie » pour un montant de 217 millions d'euros.

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 juin		
	<b>2018.06</b>	<b>2017.06</b>	<b>Variation</b>
	<i>vs n-1</i>	(en M€)	(en %)
Achats d'actifs incorporels et corporels	-435	-436	+1
Achats d'actifs financiers	-65	-76	+11
Cession d'actifs	317	88	+229
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	-12	-558	+546
Cessions de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	-1	0	-1
<b>FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT HORS BANQUE</b>	<b>-196</b>	<b>-982</b>	<b>+786</b>
			<b>-80,1</b>

#### **5.1.2.1 Achats d'actifs corporels et incorporels**

Les achats d'actifs corporels et incorporels sont en baisse de 1 million d'euros par rapport à juin 2017. La hausse des investissements réalisés au cours du premier semestre 2018 de 20 millions d'euros, portant notamment sur les dépenses engagées par GeoPost, est compensée par un écart

favorable de 21 millions d'euros sur la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations qui au cours du premier semestre 2018 a été de 52 millions d'euros.

Les achats d'actifs incorporels et corporels se répartissent par branche comme indiqué ci-dessous :

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 juin			
	2018.06	2017.06	Variation	
			vs n-1 (en M€)	(en %)
Services - Courrier - Colis	-100	-90	-10	+10,7
GeoPost	-91	-82	-10	+12,0
Réseau La Poste	-17	-13	-4	+29,1
Numérique	-37	-34	-2	+6,7
Immobilier	-138	-153	+15	-9,9
Supports & Autres	-52	-64	+11	-17,6
<b>Achat d'actifs incorporels et corporels</b>	<b>-435</b>	<b>-436</b>	<b>+1</b>	<b>-0,2</b>
Variation des fournisseurs d'immobilisations	52	74	-21	-28,9
<b>INVESTISSEMENTS REALISES HORS BANQUE</b>	<b>-383</b>	<b>-362</b>	<b>-20</b>	<b>+5,6</b>

La baisse de 1 million d'euros des achats d'actifs incorporels et corporels se décompose de la manière suivante :

- La branche Services – Courrier – Colis : 100 millions d'euros d'acquisitions décaissées en hausse de 10 millions d'euros par rapport à fin juin 2017 :
  - Courrier maison mère : 66 millions d'euros, en hausse de 3 millions d'euros par rapport à juin 2017, avec un écart défavorable sur la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations de 7 millions d'euros. Les investissements semestriels se composent principalement d'évolution et mise à jour des systèmes d'information ;
  - Colis : 8 millions d'euros pour le premier semestre 2018 en baisse de 3 millions d'euros, avec un écart favorable sur la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations de 5 millions d'euros. Les investissements au 30 juin 2018 concernent principalement la modernisation de la plateforme du colis de Moissy dans le cadre du projet schéma directeur ;
  - Filiales Courrier : 26 millions d'euros, en augmentation de 10 millions par rapport à fin juin 2017. Cette hausse est principalement induite par l'effet périmètre sur Asten Santé acquise en juin 2017 et intégrée sur le second semestre 2017.
- GeoPost : 91 millions d'euros, soit une hausse de 10 millions d'euros par rapport à juin 2017. La hausse des CAPEX au cours du premier semestre provient notamment d'une hausse des investissements au Benelux (+17 millions sur le projet hub Best) et en Allemagne (3 millions d'euros sur le hub de Hamm) ;
- Réseau : 17 millions d'euros d'acquisitions, en hausse de 4 millions d'euros dont 2 millions d'euros sur l'informatique et 1 million d'euros sur l'installation d'automates ;
- Numérique : 37 millions d'euros, en hausse de 2 millions d'euros par rapport à juin 2017,

avec une progression de 1 million d'euros sur les filiales numérique dont 2 millions d'euros liés à la refonte de l'outil Cabestan (gestion de campagne marketing) ;

- Immobilier : 138 millions d'acquisitions, en baisse de 15 millions d'euros par rapport au 30 juin 2017, avec un écart favorable sur la variation des dettes de fournisseurs d'immobilisations de 5 millions d'euros et une baisse des investissements réalisés de 10 millions d'euros induite par la baisse des travaux de modernisation du réseau et la fin des travaux relatifs au projet Village La Poste National ainsi que la fin des travaux exécutés sur le site de La Boétie qui a été cédé au cours du premier semestre 2018 ;
- Supports et autres : 52 millions d'euros, en baisse de 11 millions d'euros dont 13 millions provenant des acquisitions de véhicules (42 millions d'euros d'acquisition au cours du premier semestre 2018).

Les locations financières ne sont pas prises en compte dans ce tableau, conformément à la norme IAS 7.

#### 5.1.2.2 **Achats d'actifs financiers**

Les achats d'actifs financiers (dépôts de garantie et titres de participation) ne comprennent pas les 'Placements de trésorerie à plus de 3 mois' (respectivement 600 millions d'euros et 620 millions d'euros à fin juin 2018 et fin juin 2017). Les achats d'actifs financiers réalisés à fin juin 2018 s'élèvent à 65 millions d'euros, en baisse de 11 millions d'euros par rapport à fin juin 2017.

Les flux sur achats d'actifs financiers réalisés au cours du premier semestre 2018 par La Poste Maison Mère ( 54 millions d'euros) comportent notamment un financement de La Poste Mobile par La Poste SA consistant en une augmentation de capital de 20,4 millions d'euros, l'octroi d'un prêt à Asendia pour un montant de 30 millions d'euros ainsi qu'une augmentation de capital de Toit et Joie de 3 millions d'euros. Les flux sur achats d'actifs financiers réalisés à fin juin 2018 par les filiales du périmètre hors banque se sont élevés à 11 millions d'euros, dont 4 millions d'euros pour GeoPost (constitués essentiellement de dépôts et cautionnements et autres créances financières), 2 millions d'euros pour les filiales du numérique (acquisition complémentaire de titres Docapost Agility pour 1,2 millions d'euros) et 4 millions d'euros pour Poste Immo (augmentation de capital Arkadea pour 3,5 millions d'euros).

#### 5.1.2.3 **Acquisitions et croissance externe**

Les acquisitions à fin juin 2018, sous déduction de la trésorerie acquise, s'élèvent à 12 millions d'euros.

Elles ont principalement été réalisées par la branche numérique avec un montant global de 7 millions d'euros portant sur l'acquisition d'Euklès.

La branche services-courrier-colis a également procédé à des acquisitions de croissance externe pour un montant de 4 millions d'euros, dont 2,6 millions d'euros correspondant à la prise de participation de 24,9 % dans le capital de BEA et EAP France par La Poste et 1,3 million d'euros correspondant au versement d'un complément de prix sur l'acquisition d'Asten Santé réalisée en 2017.

GeoPost, avec un montant global de 2 millions d'euros a procédé au rachat de l'intégralité du capital du Groupe ALP et a poursuivi sa croissance en Espagne en intégrant deux nouvelles franchises SEUR.

#### 5.1.2.4 Cessions d'actifs

Les cessions d'actifs s'élèvent à 317 millions d'euros en augmentation de 229 millions d'euros par rapport à juin 2017. Les cessions d'actifs couvrent notamment les ventes de véhicules du Groupe (10 millions d'euros) et les cessions d'immeubles du parc immobilier de La Poste pour 278 millions d'euros, en hausse de 207 millions d'euros par rapport à juin 2017, essentiellement en raison de la cession de l'immeuble de la Boétie (214 millions d'euros en mai 2018).

#### 5.1.3 Indicateur de Santé Economique

L'indicateur de Santé Economique (ISE) est un indicateur de gestion destiné à mesurer la capacité du Groupe à financer sa croissance externe au moyen de la trésorerie générée par l'activité opérationnelle de la période, et après rémunération des apporteurs de capitaux.

Les indicateurs entrant dans la composition de l'ISE sont présentés en détail dans le tableau ci-dessous.

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 juin			
	2018.06	2017.06	Variation	
			vs n-1 (en M€)	(en %)
<b>Excédent Brut d'Exploitation</b>	<b>355</b>	<b>599</b>	<b>-244</b>	<b>-40,8</b>
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	354	319	+35	+11,1
Impôts sur les bénéfices	14	20	-6	-31,6
Intérêts financiers nets versés	-31	-28	-3	+12,2
Autres éléments du flux de trésorerie des opérations	-13	-5	-8	n.s.
<b>Flux de trésorerie des opérations</b>	<b>679</b>	<b>906</b>	<b>-227</b>	<b>-25,0</b>
Variation de BFR	-211	-122	-88	+72,2
CICE généré et imputé	-103	350	-452	n.s.
Achats d'actifs incorporels et corporels (nets cessions VHP)	-426	-427	+2	-0,4
<b>Flux de trésorerie disponible d'exploitation</b>	<b>-60</b>	<b>706</b>	<b>-766</b>	<b>n.s.</b>
Dividendes versés	-171	-172	+1	-0,8
<b>INDICATEUR DE SANTE ECONOMIQUE</b>	<b>-231</b>	<b>534</b>	<b>-765</b>	<b>n.s.</b>

L'ISE du premier semestre 2018 diminue de 765 millions d'euros par rapport au premier semestre 2017 à -231 millions d'euros. Cette baisse provient pour l'essentiel de l'Excédent Brut d'Exploitation (-244 millions d'euros) et du solde net de CICE imputé et généré qui diminue de 452 millions d'euros, avec un écart favorable de 34 millions d'euros sur le CICE généré et un écart défavorable de 486 millions d'euros sur le CICE imputé notamment en raison de la monétisation en 2017 des créances sur CICE générées en 2015 et en 2016. La variation de besoin en fonds de roulement, en écart défavorable de 88 millions d'euros par rapport à 2017 concourt également à la baisse de l'indicateur de santé économique.

#### 5.1.4 Variation de la dette nette

La dette nette du Groupe a diminué de 672 millions d'euros au cours du premier semestre 2018 passant de 3 820 millions d'euros à 3 148 millions d'euros.

Les flux de trésorerie disponibles sont excédentaires de 201 millions d'euros. Ils progressent de 22 millions d'euros par rapport à juin 2017, avec toutefois une baisse des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles de 765 millions d'euros, notamment en raison de l'absence de monétisation des créances sur CICE et d'une baisse de l'excédent brut d'exploitation, qui est compensée par une baisse de la consommation de trésorerie portant sur les activités d'investissement de 786 millions d'euros, dont 558 millions d'euros provenant des opérations de croissance externe (y compris achat d'actifs financiers).

Les dividendes versés par le Groupe (171 millions d'euros y compris intérêts versés aux minoritaires) et les intérêts financiers nets versés (31 millions d'euros), globalement au niveau du premier semestre 2017, conduisent à un flux net de trésorerie disponible globalement à l'équilibre, soit -1 million d'euros.

La variation favorable de la dette nette du Groupe est principalement induite par une émission de titres subordonnés hybrides perpétuels de 750 millions d'euros classés en capitaux propres du Groupe en raison de leur échéance perpétuelle sans obligation de payer des intérêts et qui hors prime d'émission générèrent une entrée de trésorerie de 744 millions d'euros.

	Exercice clos le 30 juin		
	2018.06	2017.06	Variation
(en millions d'euros)			vs n-1 (en M€) (en %)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	396	1 161	-765 -65,9
Flux de trésorerie des activités d'investissement	-196	-982	+786 -80,1
<b>Flux de Trésorerie Disponible</b>	<b>201</b>	<b>179</b>	<b>+22</b> <b>+12,0</b>
Dividendes versés	-171	-172	+1 -0,8
Intérêts financiers nets versés	-31	-28	-3 +12,2
<b>Flux net de trésorerie disponible</b>	<b>-1</b>	<b>-21</b>	<b>+20</b> <b>-93,1</b>
Augmentation de Capital	-0	-0	+0 -98,5
Emission de titres subordonnés hybrides perpétuels	744	0	+744 -
Incidence des variations de périmètre sur la dette brute	-2	-7	+5 -76,2
Rachat d'intérêts minoritaires	-2	-12	+9 -79,7
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	-3	4	-7 n.s.
Augmentation des dettes de location financement	-2	-20	+18 -88,7
Variation des ICNE sur instruments financiers	-46	-51	+5 -10,2
Autres éléments	-15	2	-17 n.s.
<b>VARIATION DE LA DETTE NETTE (*)</b>	<b>672</b>	<b>-106</b>	<b>+778</b> <b>n.s.</b>

(\*) : "-":augmentation / "+":diminution

## 5.2 Variation de trésorerie

La trésorerie du Groupe La Poste augmente de 9 millions d'euros au cours du premier semestre 2018, passant de 1 735 millions d'euros à l'ouverture à 1 744 millions d'euros à fin juin 2018. Cette progression provient des éléments suivants :

- Un flux net de trésorerie disponible de -1 million d'euros ;
- Un encaissement net de 744 millions d'euros résultant d'une émission de titres subordonnés hybrides perpétuels de 750 millions d'euros avant prime et frais d'émission ;
- Une consommation de trésorerie provenant des emprunts pour un montant net de 638 millions d'euros liée principalement au remboursement à échéance d'un emprunt obligataire de 500 millions d'euros et du solde net des émissions et remboursements de billet de trésorerie (Neu CP) pour un montant de 120 millions d'euros conduisant à un encours des billets de trésorerie de 30 millions d'euros au 30 juin 2018 ;
- Une augmentation de trésorerie provenant de mouvements sur les actifs financiers liés aux flux opérationnels de trésorerie (70 millions d'euros);
- Une contribution des flux de trésorerie intragroupe avec La Banque Postale de -75 millions d'euros principalement due à l'évolution du solde des comptes La Poste SA ouverts à La Banque Postale à 7 millions d'euros à fin juin 2018 pour une position à découvert à -82 millions à fin 2017. On note également une variation de la dette vis-à-vis de La Banque Postale au titre de la position globale des 'dettes / créances' intragroupe de -21 millions d'euros ;
- Une consommation des autres flux liés aux opérations de financement de 84 millions d'euros provenant pour l'essentiel d'une diminution des dépôts et cautionnements reçus de 55 millions d'euros (collatéral reçu), et d'une diminution des concours bancaires courants de 27 millions d'euros.

Les 'autres éléments' du tableau de trésorerie (-7 millions d'euros) portent principalement les rachats d'intérêts minoritaires (2 millions d'euros) et l'incidence des variations des cours des devises (4 millions d'euros)

Exercice clos le 30 juin

(en millions d'euros)	2018.06	2017.06	Variation	
			vs n-1 (en M€)	(en %)
<b>Flux net de trésorerie disponible</b>	<b>-1</b>	<b>-21</b>	<b>+20</b>	<b>-93,1</b>
Augmentation de Capital	-0	-0	+0	-98,5
Emission de titres subordonnés hybrides permanents	744	0	+744	-
Variation de trésorerie provenant des emprunts	-638	39	-677	n.s.
Variation des actifs financiers de gestion de trésorerie	70	-150	+220	n.s.
Autres flux liés aux opérations de financement	-84	-59	-25	+41,8
Flux de trésorerie Intragroupe	-75	547	-621	n.s.
Autres éléments	-7	-13	+6	-48,0
<b>Variation de la trésorerie</b>	<b>9</b>	<b>343</b>	<b>-334</b>	<b>-97,4</b>
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>1 735</b>	<b>2 152</b>	<b>-416</b>	<b>-19,4</b>
<b>TRESORERIE A LA CLOTURE</b>	<b>1 745</b>	<b>2 494</b>	<b>-750</b>	<b>-30,1</b>

## 5.3 Décomposition de l'endettement financier

### 5.3.1 Endettement brut

L'endettement brut du Groupe a diminué de 702 millions d'euros au cours du premier semestre 2018. Il est désormais de 5 595 millions d'euros.

Le détail de l'endettement brut du Groupe à fin juin 2018 et à fin décembre 2017 est donné ci-dessous :

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 juin			
	2018.06	2017.12	Variation	
			vs n-1 (en M€)	(en %)
<b>Obligations</b>	<b>4 658</b>	<b>5 169</b>	<b>-512</b>	<b>-9,9</b>
Obligations Court terme	0	504	-504	-100,0
Obligations Moyen et long terme	4 658	4 665	-8	-0,2
<b>Bons La Poste</b>	<b>55</b>	<b>56</b>	<b>-0</b>	<b>-0,8</b>
Bons La Poste Court terme	55	56	-0	-0,8
Bons La Poste Moyen et Long terme	0	0	+0	-
<b>Billets de trésorerie</b>	<b>30</b>	<b>150</b>	<b>-120</b>	<b>-80,0</b>
Billets de trésorerie Court terme	30	150	-120	-80,0
Billets de trésorerie Moyen et Long terme	0	0	+0	-
<b>Dépôts et cautionnements recus</b>	<b>70</b>	<b>125</b>	<b>-55</b>	<b>-43,8</b>
Dépôts et cautionnements recus Court terme	45	99	-55	-55,1
Dépôts et cautionnements recus Moyen Long terme	26	25	+0	+0,4
<b>Intérêts courus</b>	<b>105</b>	<b>96</b>	<b>+8</b>	<b>+8,6</b>
Intérêts courus	105	96	+8	+8,6
<b>Autres</b>	<b>677</b>	<b>701</b>	<b>-23</b>	<b>-3,3</b>
Autres Court terme	55	79	-24	-30,9
Autres Moyen Long terme (*)	623	622	+1	+0,2
<b>ENDETTEMENT BRUT</b>	<b>5 595</b>	<b>6 297</b>	<b>-702</b>	<b>-11,1</b>
<b>Endettement Brut Court terme</b>	<b>289</b>	<b>984</b>	<b>-695</b>	<b>-70,6</b>
<b>Endettement Brut Moyen Long terme</b>	<b>5 306</b>	<b>5 313</b>	<b>-7</b>	<b>-0,1</b>

(\*) Dont 427 millions d'euros de dette subordonnée

La dette obligataire brute de La Poste est constituée au 30 juin 2018 de 11 emprunts à taux fixe d'origine, « variabilisés » pour certains, puis « refixisés » le cas échéant en fonction des anticipations de remontée des taux (hors emprunt hybride).

Les principaux mouvements portant sur la dette brute du Groupe sont les suivants:

- Baisse des emprunts obligataires de 512 millions d'euros suite à l'arrivée à échéance d'un emprunt obligataire de 500 millions d'euros émis en 2008. La dette obligataire du Groupe à fin juin 2018 s'établit désormais à 4 658 millions d'euros ;

- Encours des billets de trésorerie en baisse de 120 millions d'euros. L'encours des billets de trésorerie est de 30 millions d'euros à fin juin 2018 ;
- Dépôts et cautionnements reçus en diminution de 55 millions pour s'établir à 70 millions d'euros suite aux tombées de coupons de swaps de l'année;
- Intérêts courus non échus qui s'établissent à 105 millions d'euros, en augmentation de 8 millions d'euros par rapport à décembre 2017.
- Les autres dettes dont le montant s'établit à 677 millions d'euros baissent de 23 millions d'euros. Elles sont composées des éléments suivants :
  - Autres emprunts au coût amorti (488 millions d'euros) constitués essentiellement d'une dette subordonnée de 427 millions d'euros (valeur nominale de 500 millions de dollars US swapée en euros). Ils augmentent de 9 millions d'euros au cours du premier semestre 2018 ;
  - Dettes de location financement, en baisse de 12 millions d'euros (102 millions d'euros à fin juin 2018) ;
  - Concours bancaires courants en baisse de 27 millions d'euros (14 millions d'euros à fin juin 2018) ;
  - Instruments financiers dérivés passifs liés à la dette en hausse de 6 millions d'euros (74 millions d'euros à fin juin 2018)

Le coût de la dette<sup>14</sup> à 1 an s'établit à 2,92 % à fin juin 2018 (2,60 % à fin 2017). Projeté sur les prochaines années le coût moyen de la dette à 4 ans s'établit à 2,81 % fin juin 2018 (2,72 % à fin 2017).

### 5.3.2 Endettement net

Exercice clos le 30 juin

(en millions d'euros)	<b>2018.06</b>	<b>2017.12</b>	<b>Variation</b>	
	<i>vs n-1</i>		(en M€)	(en %)
Dette brute à la clôture	5 595	6 297	-702	-11,1
Trésorerie	-1 744	-1 735	-9	+0,5
Autres éléments d'actif	-702	-742	+39	-5,3
<b>ENDETTEMENT NET FIN DE PERIODE</b>	<b>+3 148</b>	<b>3 820</b>	<b>-672</b>	<b>-17,6</b>

L'endettement net du Groupe s'élève à 3 148 millions d'euros à fin juin 2018, en baisse de 672 millions d'euros par rapport à décembre 2017.

Les autres éléments d'actifs correspondent :

<sup>14</sup> Y compris les intérêts de la dette hybride classée en fonds propres

- Aux placements supérieurs à 3 mois : ils s'élèvent à 600 millions d'euros à fin juin 2018 et sont en diminution de 70 millions d'euros depuis le 1<sup>er</sup> janvier ;
- Aux dérivés actifs associés à la dette (juste valeur de 119 millions d'euros à fin juin 2018 en baisse de 45 millions d'euros) ;
- A la situation financière nette envers La Banque Postale, en position créitrice de 18 millions d'euros. Cette situation financière nette envers La Banque Postale a globalement augmenté de 75 millions d'euros au cours du premier semestre 2018, du fait principalement d'une position excédentaire de 16 millions d'euros à fin juin 2018 à comparer à une position à découvert fin décembre 2017 de 82 millions d'euros.

## 5.4 Capitaux propres et structure financière

Exercice clos le 30 juin

(en millions d'euros)	2018.06	2017.12	Variation	
			vs n-1 (en M€)	(en %)
<b>Capitaux Propres Part du Groupe (ouverture)</b>	<b>11 364</b>	<b>10 917</b>	<b>+447</b>	<b>+4,1</b>
Augmentation de capital	0	0	+0	-
Résultat net part du Groupe	636	851	-215	-25,3
Distribution de dividendes	-171	-171	+0	-0,0
Résultat latent sur instruments financiers	-410	-15	-395	n.s.
Ecart de conversion	-61	-84	+23	-27,4
Ecarts actuariels	-11	74	-85	n.s.
Titres subordonnés hybrides perpétuels	744	0	+744	-
Autres éléments	-111	-209	+98	-0,5
<b>Capitaux Propres Part du Groupe (clôture)</b>	<b>11 981</b>	<b>11 364</b>	<b>+616</b>	<b>+5,4</b>
Interêts minoritaires	165	169	-5	-2,7
<b>CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (CLÔTURE)</b>	<b>12 145</b>	<b>11 534</b>	<b>+612</b>	<b>+5,3</b>

Les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 11 981 millions d'euros à fin juin 2018, soit une progression de 616 millions d'euros intégrant notamment l'enregistrement de titres subordonnés hybrides perpétuels pour un montant de 744 millions d'euros ainsi que l'impact sur les capitaux propres de la première application de la norme IFRS 9 qui se traduit par une diminution de 144 millions d'euros.

## 5.5 Notation financière

Les notations de La Poste et de La Banque Postale demeurent inchangées au 30 juin 2018.

### Notation de La Poste

Société	Agences	Notation Long Terme	Notation Court Terme	Perspective	Dernière révision
La Poste	Fitch Ratings	A+	F1	Stable	4 décembre 2017
	Standard and Poor's	A	A-1	Stable	20 octobre 2017

### Notation de La Banque Postale

Société	Agences	Notation Long Terme	Notation Court Terme	Perspective	Dernière révision
La Banque Postale	Fitch Ratings	A-	F1	Stable	12 avril 2018
	Standard and Poor's	A	A-1	Stable	05 octobre 2017

## 6. Perspectives et évènements post clôture

### 6.1 Perspectives

Le Groupe anticipe pour l'année 2018 une légère croissance de son chiffre d'affaires, et un résultat d'exploitation proche de celui de 2017, dans un contexte de taux d'intérêt bas persistant, de dématérialisation continue des échanges, et de dispositifs légaux et réglementaires pénalisant la base de coûts du Groupe.

Dans un contexte macroéconomique encore peu porteur, le Groupe poursuivra au second semestre son développement sur l'ensemble de ses métiers, portés par la croissance du e-commerce, la digitalisation des échanges, l'essor des services de proximité. Il s'attachera à faire évoluer son outil industriel dans les métiers du colis et poursuivra les efforts engagés en matière de contrôle des frais de structure.

Générateur de lien social, Le Groupe La Poste démontre sa capacité à se transformer et s'adapter aux évolutions sociétales (société numérique, vieillissement de la population), pour devenir l'un des leaders des services de proximité, utile et au service de tous.

### 6.2 Evènements post clôture

Néant.

## TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les transactions avec les parties liées sont commentées dans la note 23 « Transactions avec les parties liées » de l'annexe des comptes consolidées résumés au 30 juin 2018.

## PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Les principaux risques et incertitudes identifiés par Le Groupe La Poste sont présentés au sein du Document de référence 2017, chapitre 9 (Le management des risques, section Les facteurs de risque).



3

## ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

# SOMMAIRE

<b>COMPTES CONSOLIDÉS</b>					
Compte de résultat	70	Note 13	<b>Participations dans les sociétés mises en équivalence</b>	94	
État du résultat global	71	Note 14	<b>Autres actifs des activités industrielles et commerciales</b>	95	
Bilan	72	Note 15	<b>Actifs financiers des activités bancaires</b>	96	
Variation des capitaux propres	74	Note 16	<b>Provisions pour risques et charges</b>	97	
Tableau des flux de trésorerie	77	16.1	Provisions spécifiques aux activités bancaires et d'assurance	97	
		16.2	Autres provisions pour risques et charges	97	
<b>GENERALITÉS</b>		Note 17	<b>Emprunts obligataires et autres dettes financières</b>	98	
Note 1	<b>Évènements significatifs du semestre</b>	78	17.1	Détail des dettes financières	98
1.1	Emission de titres subordonnés hybrides	78	17.2	Emprunts obligataires	98
1.2	Première application de la norme IFRS 9	78	17.3	Instruments dérivés liés à la dette obligataire	99
1.3	Compte de résultat à périmètre et change constant	78	Note 18	<b>Dette nette du Groupe</b>	99
			18.1	Situation de la dette nette du Groupe	99
			18.2	Évolution de la dette nette du Groupe	100
Note 2	<b>Règles et méthodes comptables</b>	79	Note 19	<b>Avantages du personnel</b>	100
2.1	Référentiel comptable	79	Note 20	<b>Passifs financiers des activités bancaires</b>	101
2.2	Bases d'évaluation et recours à des estimations	79	Note 21	<b>Dettes fournisseurs et autres dettes</b>	101
2.3	Impacts de la première application de la norme IFRS 9	80	<b>INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES</b>		
Note 3	<b>Information sectorielle</b>	87	Note 22	<b>Informations complémentaires sur les instruments financiers</b>	102
<b>NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT</b>		22.1	Impact des instruments financiers des activités bancaires sur le résultat et les capitaux propres	102	
Note 4	<b>Chiffre d'affaires</b>	89	22.2	Juste valeur des instruments financiers	102
Note 5	<b>Produit net bancaire</b>	89	22.3	Hierarchie des évaluations à la juste valeur comptabilisées au bilan	103
Note 6	<b>Achats et autres charges externes</b>	90	22.4	Exposition aux risques souverains	104
Note 7	<b>Charges de personnel et effectifs</b>	90	Note 23	<b>Transactions avec les parties liées</b>	105
Note 8	<b>Autres charges et produits opérationnels</b>	91	Note 24	<b>Engagements hors bilan et passifs éventuels</b>	105
Note 9	<b>Résultat financier</b>	91	Note 25	<b>Événements postérieurs à la clôture</b>	105
9.1	Coût de l'endettement financier net	91			
9.2	Autres éléments financiers	91			
Note 10	<b>Impôts sur le résultat</b>	92			
<b>NOTES SUR LE BILAN</b>					
Note 11	<b>Écarts d'acquisition (goodwill)</b>	93			
Note 12	<b>Immobilisations incorporelles et corporelles</b>	94			

## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	NOTE	S1 2018	S1 2017	2017
Chiffres d'affaires des activités commerciales	4	9 332	9 116	18 463
Produit net bancaire	5	2 914	2 789	5 647
<b>Produits opérationnels</b>		<b>12 246</b>	<b>11 905</b>	<b>24 110</b>
Achats et autres charges	6	(4 712)	(4 377)	(9 212)
Charges de personnel	7	(6 346)	(6 201)	(12 840)
Impôts et taxes	8	(158)	(166)	(258)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	8	(528)	(502)	(1 160)
Autres charges et produits opérationnels	8	148	111	315
Résultat des cessions d'actifs		162	(9)	49
<b>Charges opérationnelles nettes</b>		<b>(11 435)</b>	<b>(11 143)</b>	<b>(23 106)</b>
<b>Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint</b>		<b>812</b>	<b>761</b>	<b>1 004</b>
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	13	(6)	(1)	8
<b>Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint</b>		<b>806</b>	<b>761</b>	<b>1 012</b>
Coût de l'endettement financier net		(80)	(75)	(154)
Autres éléments du résultat financier		(12)	(6)	(14)
<b>Résultat financier</b>	9	<b>(92)</b>	<b>(81)</b>	<b>(168)</b>
<b>Résultat avant impôt des entreprises intégrées</b>		<b>714</b>	<b>680</b>	<b>844</b>
Impôt sur le résultat	10	(200)	(170)	(248)
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	13	142	150	297
<b>RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ</b>		<b>656</b>	<b>660</b>	<b>893</b>
<b>Part du Groupe</b>		<b>636</b>	<b>642</b>	<b>851</b>
Part des minoritaires		20	18	42

## ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017	2017
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ</b>	<b>656</b>	<b>660</b>	<b>893</b>
<b>ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES</b>			
<b>Éléments recyclables</b>			
Variation des résultats latents sur instruments financiers	(301)	(56)	(62)
<i>Reclassement en résultat net de l'exercice</i>	(198)	(29)	(65)
Écart de conversion	(20)	(15)	(28)
<i>Reclassement en résultat net de l'exercice</i>			
Impact de l'approche par superposition	(4)		
Quote part des autres éléments du résultat global des sociétés mises en équivalence	(124)	(29)	1
<i>Dont - variation des résultats latents sur instruments financiers de la CNP</i>	(83)	3	56
- autres résultats latents sur instruments financiers		1	1
- réserves de conversion	(41)	(33)	(56)
<b>Éléments non recyclables</b>			
Écarts actuariels sur avantages du personnel	(10)	42	74
Variation du risque de crédit associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur		(3)	(8)
<b>Total éléments du résultat global comptabilisés en capitaux propres (nets d'impôts)</b>	<b>(458)</b>	<b>(60)</b>	<b>(21)</b>
<b>Résultat global</b>	<b>198</b>	<b>600</b>	<b>871</b>
<b>RÉSULTAT GLOBAL PART DU GROUPE</b>	<b>178</b>	<b>583</b>	<b>827</b>
Résultat global part des minoritaires	20	18	44

## BILAN CONSOLIDÉ

### ACTIF

(en millions d'euros)	NOTE	30/06/2018	31/12/2017
Écarts d'acquisition	11	2 336	2 332
Immobilisations incorporelles	12	1 156	1 102
Immobilisations corporelles	12	5 690	5 771
Participations dans les sociétés mises en équivalence	13	4 054	4 098
Autres actifs financiers non courants	14	498	599
Impôts différés actifs		270	192
<b>ACTIF NON COURANT</b>		<b>14 005</b>	<b>14 092</b>
<b>Actifs courants bancaires</b>			
Prêts et créances sur la clientèle	15	88 276	88 048
Prêts et créances sur les établissements de crédit	15	89 900	84 088
Portefeuille de titres	15	47 044	46 953
Autres actifs financiers courants	15	1 846	1 493
Comptes de régularisation	15	1 793	1 815
Caisse, banque centrale	15	2 833	3 325
<b>Autres actifs courants</b>			
Stocks et encours	14	128	121
Créances clients et autres créances	14	3 880	3 930
Autres actifs financiers courants	14	649	712
Créance d'impôt sur les bénéfices		290	212
Autres comptes de régularisation - Actif		109	84
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	1 744	1 735
<b>Actifs destinés à être cédés</b>		<b>7</b>	<b>55</b>
<b>ACTIF COURANT</b>		<b>238 499</b>	<b>232 570</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>252 504</b>	<b>246 662</b>

## PASSIF

(en millions d'euros)	NOTE	30/06/2018	31/12/2017
Capital social		3 800	3 800
Prime d'émission		900	900
Réserves		5 349	4 790
Résultat latent sur instruments financiers		797	1 207
Réserve de conversion		(245)	(184)
Titres subordonnés hybrides perpétuels		744	
Résultat de l'exercice part du Groupe		636	851
<b>Capitaux propres part du Groupe</b>		<b>11 981</b>	<b>11 364</b>
Intérêts minoritaires		165	169
<b>CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ</b>		<b>12 145</b>	<b>11 534</b>
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	17.1	5 306	5 313
Avantages du personnel - dette non courante	19	2 347	2 463
Provisions pour risques et charges non courantes	16.2	185	207
Impôts différés passifs		185	188
<b>PASSIF NON COURANT</b>		<b>8 023</b>	<b>8 171</b>
<b>Provisions pour risques et charges courantes</b>			
Provisions techniques des activités bancaires et d'assurance	16.1	2 743	2 669
Provisions pour risques et charges courantes	16.2	486	459
<b>Emprunts obligataires et dettes financières à court terme</b>	17.1	289	984
<b>Passifs courants bancaires</b>			
Dettes envers les établissements de crédit	20	15 452	14 154
Dettes envers la clientèle	20	186 689	182 556
Dettes représentées par un titre et autres passifs financiers	20	18 994	17 875
Comptes de régularisation	20	1 901	2 099
<b>Autres passifs courants</b>			
Dettes fournisseurs et autres dettes	21	4 750	5 154
État - Impôt sur les bénéfices		57	42
Avantages du personnel - dette courante	19	719	743
Autres comptes de régularisation - Passif		255	222
<b>PASSIF COURANT</b>		<b>232 336</b>	<b>226 958</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>252 504</b>	<b>246 662</b>

## VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2018

1<sup>er</sup> semestre 2018

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social	Prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Titres subordonnés hybrides perpétuels (a)	Autres réserves	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
<b>Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2017</b>	<b>3 800</b>	<b>900</b>	<b>851</b>	<b>(184)</b>	<b>823</b>	<b>384</b>		<b>4 790</b>	<b>11 364</b>	<b>169</b>	<b>11 534</b>
Première application d'IFRS 9 au 1er janvier 2018 <sup>(b)</sup>						(26)		(118)	(144)	(2)	(146)
<b>Capitaux propres consolidés au 1er janvier 2018</b>	<b>3 800</b>	<b>900</b>	<b>851</b>	<b>(184)</b>	<b>823</b>	<b>358</b>		<b>4 672</b>	<b>11 220</b>	<b>168</b>	<b>11 388</b>
Distribution de dividendes			(171)						(171)	(1)	(172)
Options de rachat d'intérêts minoritaires							3	3		(20)	(17)
Transactions avec intérêts minoritaires							(2)	(2)		(1)	(3)
Affectation du résultat 2017			(680)				680				
Emission de titres subordonnés hybrides						744			744		744
Résultat global de la période			636	(61)	(83)	(301)		(10)	181	20	201
<i>Dont</i>			636						636	20	656
- <i>Résultat net</i>								(10)	(10)		(10)
- <i>Ecarts actuariels</i>									(444)		(445)
- <i>Autres éléments du résultat global</i>			(61)	(83)	(301)						
Autres							6	6		(0)	6
<b>CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2018</b>	<b>3 800</b>	<b>900</b>	<b>636</b>	<b>(245)</b>	<b>740</b>	<b>57</b>	<b>744</b>	<b>5 349</b>	<b>11 981</b>	<b>165</b>	<b>12 145</b>

(a) Voir note 1 : le montant nominal de l'émission s'élève à 750 millions d'euros, montant duquel la prime d'émission a été déduite

(b) Voir note 2.3 : Impacts de la première application de la norme IFRS 9

## VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2017

1<sup>er</sup> semestre 2017

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social	Prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Autres réserves	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
<b>Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2016</b>	<b>3 800</b>	<b>900</b>	<b>849</b>	<b>(101)</b>	<b>767</b>	<b>456</b>	<b>4 247</b>	<b>10 917</b>	<b>115</b>	<b>11 033</b>
Distribution de dividendes			(171)					(171)	(14)	(185)
Options de rachat d'intérêts minoritaires							(34)	(34)	(5)	(39)
Transactions avec intérêts minoritaires							3	3	(20)	(17)
Affectation du résultat 2016			(678)				678			
Résultat global de la période			642	(48)	3	(58)	42	<b>583</b>	18	<b>600</b>
<i>Dont</i>										
- Résultat net			642					<b>642</b>	18	<b>660</b>
- Ecart actuaire							42	<b>42</b>		<b>42</b>
- Autres éléments du résultat global				(48)	3	(58)		<b>(102)</b>		<b>(102)</b>
Autres							2	<b>2</b>	3	<b>6</b>
<b>CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2017</b>	<b>3 800</b>	<b>900</b>	<b>642</b>	<b>(148)</b>	<b>770</b>	<b>398</b>	<b>4 939</b>	<b>11 301</b>	<b>96</b>	<b>11 397</b>

## Exercice 2017

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social	Prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Autres réserves	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
<b>Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2016</b>	<b>3 800</b>	<b>900</b>	<b>849</b>	<b>(101)</b>	<b>767</b>	<b>456</b>	<b>4 247</b>	<b>10 917</b>	<b>115</b>	<b>11 033</b>
Distribution de dividendes			(171)					(171)	(14)	(185)
Options de rachat d'intérêts minoritaires							(206)	(206)	(59)	(265)
Transactions avec intérêts minoritaires							(1)	(1)	(20)	(21)
Affectation du résultat 2016			(678)				678			
Résultat global de la période			851	(84)	56	(71)	74	827	44	871
<i>Dont</i>			851					851	42	893
- Résultat net							74	74		74
- Ecarts actuariels										
- Autres éléments du résultat global				(84)	56	(71)		(99)	3	(96)
Autres							(2)	(2)	103	101
<b>CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>3 800</b>	<b>900</b>	<b>851</b>	<b>(184)</b>	<b>823</b>	<b>384</b>	<b>4 790</b>	<b>11 364</b>	<b>169</b>	<b>11 534</b>

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	S1 2018			S1 2017			2017		
	Groupe	Hors Banque	La Banque Postale	Groupe	Hors Banque	La Banque Postale	Groupe	Hors Banque	La Banque Postale
	1 182	355	827	1 179	599	580	2 375	1 103	1 272
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>1 182</b>	<b>355</b>	<b>827</b>	<b>1 179</b>	<b>599</b>	<b>580</b>	<b>2 375</b>	<b>1 103</b>	<b>1 272</b>
Variation des provisions sur actifs circulants et créances irrécouvrables	(179)	(11)	(168)	(76)	(6)	(70)	(197)	(15)	(182)
Produits et charges financières divers	(2)	(2)		2	2		(1)	(1)	
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>1 001</b>	<b>342</b>	<b>659</b>	<b>1 104</b>	<b>594</b>	<b>510</b>	<b>2 176</b>	<b>1 087</b>	<b>1 090</b>
Variation du besoin en fonds de roulement	(249)	(211)	(38)	(114)	(122)	8	145	83	62
CICE de la période (hors provisions)	(162)	(161)	(1)	(196)	(195)	(1)	(391)	(388)	(3)
Variation du solde des emplois et ressources bancaires	7 381		7 381	2 275	1	2 274	804		804
Impôts payés	(16)	72	(88)	129	32	97	34	122	(88)
Monétisation CICE				201	533	(332)	201	533	(332)
Dividendes versés par La Banque Postale à La Poste		344	(344)		312	(312)		376	(376)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	133	10	123	121	7	114	128	13	114
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>	<b>8 088</b>	<b>396</b>	<b>7 691</b>	<b>3 519</b>	<b>1 161</b>	<b>2 357</b>	<b>3 097</b>	<b>1 827</b>	<b>1 271</b>
Achat d'actifs incorporels et corporels	(564)	(435)	(129)	(532)	(436)	(96)	(1 352)	(1 075)	(278)
Achat d'actifs financiers	(69)	(65)	(4)	(78)	(76)	(1)	(123)	(57)	(65)
Encaissements générés par les cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	291	291		84	84		298	298	
Encaissements générés par les cessions d'actifs financiers	27	27		4	4		10	10	
Incidences des variations de périmètre	(13)	(13)		(578)	(558)	(20)	(677)	(677)	
Variations des actifs financiers de placement de la trésorerie	70	70		(150)	(150)		(200)	(200)	
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>	<b>(258)</b>	<b>(126)</b>	<b>(133)</b>	<b>(1 250)</b>	<b>(1 132)</b>	<b>(117)</b>	<b>(2 044)</b>	<b>(1 701)</b>	<b>(343)</b>
Augmentation de capital							30		30
Emission de titres subordonnés hybrides perpétuels	744	744							
Dividendes versés	(172)	(171)	(1)	(185)	(172)	(12)	(186)	(173)	(12)
Rachat d'intérêts minoritaires	(2)	(2)		(12)	(12)		(21)	(21)	
Intérêts financiers versés	(31)	(31)		(28)	(28)		(162)	(162)	
Encaissements provenant des nouveaux emprunts	132	132		207	57	150	410	260	150
Remboursements des emprunts	(770)	(770)		(18)	(18)		(747)	(747)	
Autres flux liés aux opérations de financement	(84)	(84)		20	(60)	80	(107)	(107)	
Flux intragroupe		(75)	75		547	(547)		408	(408)
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>	<b>(184)</b>	<b>(257)</b>	<b>73</b>	<b>(15)</b>	<b>314</b>	<b>(330)</b>	<b>(782)</b>	<b>(541)</b>	<b>(241)</b>
Diminution (augmentation) de trésorerie des activités bancaires au bilan hors incidence des variations de périmètre	(7 632)		(7 632)	(1 911)		(1 911)	(687)		(687)
Incidence des variations des cours des devises	(4)	(4)		(1)	(1)		(1)	(1)	
<b>Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>9</b>	<b>9</b>		<b>343</b>	<b>343</b>		<b>(416)</b>	<b>(416)</b>	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>1 735</b>	<b>1 735</b>		<b>2 152</b>	<b>2 152</b>		<b>2 152</b>	<b>2 152</b>	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>1 744</b>	<b>1 744</b>		<b>2 494</b>	<b>2 494</b>		<b>1 735</b>	<b>1 735</b>	

# GÉNÉRALITÉS

## NOTE 1

## ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DU SEMESTRE

- 1.1 Émission de titres subordonnés hybrides
- 1.2 Première application de la norme IFRS 9
- 1.3 Compte de résultat à périmètre et change constant

### 1.1 Émission de titres subordonnés hybrides

Le Groupe La Poste a procédé en avril 2018 à une émission publique de titres hybrides en euros pour un montant de 750 millions d'euros. Les titres émis ont une maturité perpétuelle et une première date de call au 29 janvier 2026. Conformément à la norme IAS 32, ils ont été enregistrés dans les capitaux propres du Groupe (cf. tableau de variation des capitaux propres)

Cette opération a pour objectif de renforcer le bilan de La Poste, soutenir sa notation et aider le Groupe à financer son développement.

### 1.2 Première application de la norme IFRS 9

La norme IFRS 9, adoptée par l'Union Européenne le 22 novembre 2016, est devenue d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Les impacts de cette norme à cette date sont détaillés dans la note n°2 et se traduisent notamment par une diminution des capitaux propres consolidés part du groupe de 144 millions d'euros.

### 1.3 Compte de résultat à périmètre et change constant

Le résultat retraité neutralise l'effet de toutes les acquisitions de l'exercice en cours et des acquisitions de l'exercice précédent intervenues en cours de période. Il présente également les transactions en devises de la période comparative au taux moyen de la période en cours.

(en millions d'euros)	Résultat publié		Résultat retraité hors effets périmètre et change	
	S1 2018	S1 2017	S1 2018	S1 2017
<b>Chiffre d'affaires et PNB</b>	<b>12 246</b>	<b>11 905</b>	<b>12 138</b>	<b>11 859</b>
Achats et autres charges	(4 712)	(4 377)	(4 667)	(4 346)
Charges de personnel	(6 346)	(6 201)	(6 297)	(6 189)
Impôts et taxes	(158)	(166)	(157)	(166)
Amortissements et provisions	(528)	(502)	(516)	(501)
Autres charges et produits opérationnels courants	148	111	153	111
Résultat avant impôt des cessions d'actifs	162	(9)	162	(9)
<b>Charges opérationnelles nettes</b>	<b>(11 435)</b>	<b>(11 143)</b>	<b>(11 322)</b>	<b>(11 100)</b>
<b>Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint</b>	<b>812</b>	<b>761</b>	<b>815</b>	<b>759</b>
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	(6)	(1)	(5)	(1)
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION APRÈS QUOTE-PART DE RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS SOUS CONTRÔLE CONJOINT</b>	<b>806</b>	<b>761</b>	<b>810</b>	<b>759</b>

**NOTE 2****REGLES ET METHODES COMPTABLES**

- 2.1 Référentiel comptable
- 2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations
- 2.3 Impacts de la première application de la norme IFRS 9

La Poste, société mère du Groupe La Poste (« Le Groupe La Poste » ou « le Groupe »), est, depuis le 1<sup>er</sup> mars 2010, une Société Anonyme, dont le siège social est situé 9 rue du colonel Pierre Avia à Paris. Elle était avant cette date un exploitant autonome de droit public, déjà soumise en matière de gestion financière et comptable aux règles applicables aux entreprises commerciales.

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe La Poste au 30 juin 2018 sont arrêtés par le Conseil d'administration (séance du 1<sup>er</sup> août 2018).

**2.1 Référentiel comptable**

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés résumés du Groupe La Poste au titre du semestre clos le 30 juin 2018 sont établis conformément aux normes comptables internationales (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2018 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets, et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe au 31 décembre 2017.

À l'exception des éléments décrits au paragraphe 2.1.1 ci-dessous, notamment l'application pour la première fois de la norme IFRS9, les principes comptables appliqués au 30 juin 2018 sont identiques à ceux retenus au 31 décembre 2017. Ces principes sont exposés en note 2 des états financiers du Groupe au 31 décembre 2017.

**2.1.1 Normes et interprétations d'application obligatoire pour la première fois au 30 juin 2018****IFRS 9**

La norme IFRS 9 – *Instruments financiers* a été adoptée le 22 novembre 2016 par l'Union Européenne et devient d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2018.

**La norme IFRS 9 « Instruments financiers » vient remplacer la norme IAS 39 - *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*.** Elle définit des nouvelles règles de classement et d'évaluation des instruments financiers, une nouvelle méthodologie de dépréciation des actifs financiers ainsi que le traitement des opérations de couvertures affectées.

Les impacts de la norme concernent essentiellement la branche La Banque Postale. Ils sont très peu significatifs concernant les autres branches du Groupe.

Les principaux changements introduits par cette norme pour l'activité bancaire du Groupe sont décrits au paragraphe 2.3.

**IFRS 15**

Les impacts sur les comptes du Groupe de la norme IFRS 15 – *Revenu des contrats avec des clients*, d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2018, ne sont pas significatifs.

**2.1.2 Normes et interprétations d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2018 et non appliquées par anticipation**

Le Groupe La Poste n'a appliqué par anticipation aucune norme ou interprétation dont la date d'application est postérieure au 30 juin 2018.

**IFRS 16**

Le Groupe a réalisé les travaux de recensement de ses contrats de location. Leur analyse au regard des critères de la nouvelle norme, ainsi que les estimations des impacts sur les comptes consolidés, sont en cours. Par ailleurs, un outil de traitement des contrats de location, développé au sein du Groupe, est en cours de mise en place.

**2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations**

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur.

La préparation des états financiers amène le Groupe à procéder aux meilleures estimations possibles et à retenir des hypothèses qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe, ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Les montants effectifs se révélant ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les principaux éléments concernés sont :

- Le calcul des engagements envers le personnel
- L'estimation des provisions pour risques et charges, notamment la provision Épargne Logement

- Les hypothèses retenues pour les tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles et corporelles
- L'évaluation des instruments financiers non cotés sur des marchés organisés
- Les évaluations opérées par La Banque Postale au titre du risque de crédit
- Les hypothèses et estimations retenues pour la mesure de l'efficacité des couvertures mises en place.

## 2.3 Impacts de la première application de la norme IFRS 9

### a) Application rétrospective d'IFRS 9

L'application d'IFRS 9 est rétrospective selon IAS 8, ce qui implique d'appliquer les principes d'IFRS 9 comme si la norme avait toujours été appliquée. Les impacts de la transition sont comptabilisés en capitaux propres.

Ainsi l'analyse du critère du « prêt basique », ou test SPII, a été effectuée rétrospectivement en date d'entrée au bilan de chaque actif financier. Les modèles de gestion ont quant à eux été analysés au premier janvier 2018 sur la base des faits et circonstances existants à cette date.

De la même manière, l'application rétrospective d'IFRS 9 concernant la dépréciation implique de mesurer la dégradation significative du risque de crédit de chaque actif financier entrant dans le champ d'application depuis sa date de première comptabilisation. Cette analyse a permis le classement de ces actifs financiers en « Bucket 1 » ou en « Bucket 2 » en date de première application.

### b) Retraitements des informations comparatives

Par ailleurs, IFRS 9 ne requiert pas la publication d'un pro forma 2017. Par conséquent, LBP ne retrace pas les informations comparatives dans ses états financiers.

### c) Maintien des principes d'IAS 39 pour la comptabilité de couverture

La norme IFRS 9 ne couvre que les opérations de micro-couverture. Elle étend les possibilités de stratégies de couverture, avec notamment davantage d'éléments éligibles à la comptabilité de couverture et un allégement des exigences relatives à la démonstration de l'efficacité d'une relation de couverture.

Concernant la macro-couverture, les dispositions de l'Union Européenne relatives à la couverture de juste valeur d'un portefeuille d'éléments de taux d'intérêt continueront à s'appliquer.

En attendant l'entrée en vigueur de la norme sur la macro-couverture, IFRS 9 offre la possibilité de différer l'application des nouvelles dispositions relatives à la comptabilité de couverture. Dans ce cadre, le Groupe a choisi de maintenir les principes d'IAS 39 en ce qui concerne la comptabilité de couverture.

### d) Application de la norme IFRS 9 au secteur d'activité « Assurance » et à la CNP

En novembre 2017, l'Union Européenne a adopté l'amendement publié par l'IASB « Application d'IFRS 9 Instruments financiers et d'IFRS 4 Contrats d'assurance » proposant deux options afin de neutraliser les effets induits par le décalage d'application entre la norme IFRS 9 et la nouvelle norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance qui entrera en vigueur au 1er janvier 2021.

La première option qui consiste à différer durant trois ans l'application d'IFRS 9 jusqu'au 1er janvier 2021 s'applique aux entités dont les activités sont principalement liées à l'assurance ainsi qu'aux conglomérats financiers sous certaines conditions. L'amendement prévoit par ailleurs une exemption temporaire de l'application de certaines dispositions d'IAS 28, permettant ainsi pour les groupes appliquant IFRS 9 et comptabilisant des filiales selon la méthode de la mise en équivalence d'utiliser les comptes établis par ces filiales pour les besoins d'établissement de leurs états financiers consolidés, sans imposer le recours à la norme IFRS 9 s'il n'est pas requis au niveau de la filiale.

Le groupe CNP Assurances remplissant les critères d'éligibilité pour opter pour le différé d'application de la norme IFRS 9, continue donc d'appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilisation de ses instruments financiers jusqu'à l'exercice 2021. Comme autorisé par l'amendement, le Groupe ne réalisera aucun retraitement IFRS 9 sur les comptes établis par l'entité pour la mise en équivalence.

La deuxième option dite par superposition s'applique aux entités d'assurance qui ont choisi d'appliquer IFRS 9 dès le 1er janvier 2018. L'approche par superposition permet le reclassement en capitaux propres recyclables de la volatilité générée dans le compte de résultat par les instruments financiers qui étaient précédemment comptabilisés selon IAS 39 en actifs disponibles à la vente ou au coût amorti et qui en application d'IFRS 9 seront obligatoirement comptabilisés en juste valeur par le résultat. Le Groupe a choisi d'opter pour cette approche pour les actifs financiers détenus dans ses filiales d'assurance intégrées globalement. Ainsi, la volatilité induite par l'adoption d'IFRS 9 sera neutralisée jusqu'à l'application d'IFRS 17 au 1er janvier 2021. Les filiales concernées par l'approche par superposition sont principalement la Banque Postale Prévoyance, la Banque Postale Assurances IARD et la Banque Postale Assurance Santé.

### e) Principaux impacts du passage vers IFRS 9 au 1er janvier 2018

#### • Impacts du passage vers IFRS 9 en termes de classification

Pour rappel, selon la norme IFRS 9, les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur en contrepartie des capitaux propres (recyclables ou non recyclables) ou en juste valeur par le résultat.

La classification d'un actif financier dans chaque catégorie sera effectuée en fonction des modèles de gestion définis par l'entité et des caractéristiques de ses flux de trésorerie contractuels (critère du «Prêt basique»).

Les principaux reclassements consécutifs au passage à IFRS 9 concernant les actifs financiers sont les suivants :

- ✓ Les opérations d'origination de crédits aux collectivités locales éligibles à des cessions vers Caffil classées en Prêts et créances selon IAS 39 y compris leur effet couverture de juste valeur sont désormais qualifiées d'Actifs financiers détenus à des fins de transaction, et valorisées et classées en Actifs financiers à la juste valeur par résultat.
- ✓ En ce qui concerne les portefeuilles de titres, les parts d'OPCVM qui étaient classées en Actifs disponibles à la vente sous IAS 39 et qualifiées d'instruments de dette ne remplissant pas le critère SPPI sous IFRS 9 sont dorénavant comptabilisées en Actifs financiers à la juste valeur par le résultat.
- ✓ Les investissements dans les instruments de capitaux propres classés en Actifs disponibles à la vente sous IAS 39 et correspondant aux titres de participations non consolidées détenus par le Groupe sont désormais classés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables conformément à l'option irrévocable offerte par IFRS 9.
- ✓ En ce qui concerne les titres classés à la juste valeur sur option sous IAS 39, ceux-ci correspondent à des actifs financiers composites comprenant des dérivés incorporés non étroitement liés. En application d'IFRS 9, ces actifs financiers sont obligatoirement comptabilisés à la juste valeur par résultat, en tant qu'instruments de dette ne remplissant pas le critère SPPI.

Les impacts sur les capitaux propres du passage à IFRS 9 au premier janvier 2018 liés à la classification s'élèvent à **+ 8 M€** (+11 M€ avant calcul des impôts différés), et correspondent essentiellement au reclassement en juste valeur par le résultat des prêts aux collectivités locales cessibles à Caffil.

Par ailleurs, l'application de la Recommandation ANC N°2017-02 relative au format des comptes consolidés des établissements bancaires selon les normes IFRS aboutit au reclassement consistant à présenter désormais les placements et les passifs des activités d'assurance sur un poste spécifique du bilan.

#### • Impacts du passage à IFRS 9 en termes de dépréciation

Pour rappel, la nouvelle méthodologie de dépréciation est désormais orientée vers un modèle de dépréciation pour risque de crédit lié à des pertes attendues et non plus seulement avérées.

Ce nouveau modèle de provisionnement s'applique à tous les actifs financiers présentant un risque de contrepartie (hors instruments de capitaux propres) non réévalués à la juste valeur par résultat, ainsi qu'aux engagements de financement et aux engagements de garantie.

Ainsi de nouvelles dépréciations, correspondant aux pertes de crédit attendues à un an, sont constatées sur les encours dès leur entrée au bilan et au hors-bilan pour les engagements de financement, tant qu'ils ne présentent pas de dégradation significative du risque de crédit. Ces encours relèvent du « Bucket 1 ».

Les encours pour lesquels une dégradation significative de la qualité de crédit a été identifiée depuis leur date de première comptabilisation font l'objet d'une dépréciation à hauteur des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument. Ces encours relèvent du « Bucket 2 ».

Les critères d'identification des actifs dépréciés (relevant du « Bucket 3 ») sont analogues à ceux prévalant selon IAS 39.

Les impacts sur les capitaux propres du passage à IFRS 9 au premier janvier 2018 liés au nouveau modèle de dépréciation s'élèvent à **- 154 M€** et correspondent pour :

- 112 M€ aux dépréciations des actifs financiers (-151 M€ avant calcul des impôts différés)
- 42 M€ aux dépréciations des opérations hors-bilan (-63 M€ avant calcul des impôts différés).

#### f) Tableaux de passage à IFRS 9 au 1<sup>er</sup> janvier 2018

f1 - Transition du bilan du 31 décembre 2017 au 1<sup>er</sup> janvier 2018

- Actifs financiers
- Passifs financiers

f2 - Transition entre les dépréciations ou provisions constituées selon IAS 39 et les corrections de valeur pour pertes constituées selon IFRS 9

f3 - Impact sur les actifs financiers et Engagements hors bilan de la norme IFRS 9 : répartition des dépréciations sous IAS39 et répartitions des dépréciations par buckets sous IFRS 9

f4 - Impact sur les capitaux propres de la première application de la norme IFRS 9

**f1 - Transition du bilan du 31 Décembre 2017 au 1er Janvier 2018**
**Actifs financiers**

	31/12/17	Reclassements au titre d'IFRS 9 au 1er Janvier 2018													Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	Comptes de régularisation
		Banques centrales	Actifs financiers à la juste valeur par résultat				Placements d'assurance	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti			Titres au coût amorti			
(en millions d'euros)	Valeur au bilan selon IAS 39		Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Instruments de capitaux propres	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	Instruments dérivés de couverture		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la JV par capitaux propres non recyclables	Prêts et créances sur les établissements de crédit	Prêts et créances sur la clientèle	Titres de dettes		Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	Comptes de régularisation	
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	<b>88 048</b>		1 659					63					84 416	1 910		
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	<b>84 088</b>									83 613				475		
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>8 502</b>		7 259		35	1 146	61									
- Actifs financiers détenus à des fins de transaction et dérivés de transaction	7 320		7 259				61									
- Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option :					35											
Instruments de dettes	35															
Instruments dérivés de couverture	1 146				35		1 146									
<b>Actifs disponibles à la vente</b>	<b>17 650</b>			20	867		2 418	14 093		252						
<b>Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux</b>	<b>69</b>														69	
<b>Titres détenus jusqu'à l'échéance</b>	<b>20 734</b>						33							20 702		
<b>Comptes de régularisation et autres actifs financiers courants</b>	<b>3 308</b>						262									3 046
<b>Banques centrales</b>	<b>3 325</b>	3 325														
<b>Total</b>	<b>225 723</b>														7	
<b>Retraitement de la valeur comptable au titre d'IFRS 9</b>					(1)		3	3								
<b>Retraitement IFRS 9 sans impact capitaux propres</b>					(2)		(8)	(2)								
<b>Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IFRS 9 - au 1er Janvier 2018</b>	<b>3 325</b>	<b>8 919</b>	<b>20</b>	<b>900</b>	<b>1 146</b>	<b>2 768</b>	<b>14 160</b>	<b>251</b>	<b>83 613</b>	<b>84 416</b>	<b>23 086</b>	<b>76</b>	<b>3 046</b>			

## ▪ Passifs financiers

(en millions d'euros)	31/12/17	Reclassements au titre d'IFRS 9 au 1er Janvier 2018					
		Passifs financiers à la juste valeur par résultat			Passifs financiers comptabilisés au coût amorti		
		Valeur au bilan selon IAS 39	détenus à des fins de transaction	à la juste valeur par résultat sur option	Instruments dérivés de couverture	envers les établissements de crédit	envers la clientèle
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	14 154				14 154		
<b>Dettes envers la clientèle</b>	182 556				182 556		
<b>Dettes représentées par un titre et autres passifs financiers</b>	17 875	299	5	236			17 335
- Dettes représentées par un titre	14 462						14 462
- Passifs financiers à la juste valeur à des fins de transaction	297	297					
- Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	5		5				
- Instruments dérivés de couverture	238		2	236			
- Autres passifs financiers	2 873						2 873
<b>Comptes de régularisation</b>	2 099						2 099
<b>Total</b>	<b>216 684</b>						
<b>Retraitements de la valeur comptable au titre d'IFRS 9</b>							
<b>Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IFRS 9 au 1er Janvier 2018</b>		299	5	236	14 154	182 556	19 434

**f2 - Transition entre les dépréciations ou provisions constituées selon IAS 39 et les corrections de valeur pour pertes constituées selon IFRS 9**

Au titre de l'application d'IFRS 9 au 1er Janvier 2018, les modalités de provisionnement ont évolué de manière significative. Le tableau suivant présente l'évolution des dépréciations ou provisions passives comptabilisées au 31/12/2017 selon les dispositions d'IAS 39 vers le montant de correction de valeur pour pertes comptabilisé au 1er Janvier selon les dispositions d'IFRS 9 :

	31/12/17	Reclassements au titre d'IFRS 9 au 1er Janvier 2018												Reclass- ements sans impacts capitaux propres	
		Valeur au bilan selon IAS 39	Banques centrales	Actifs financiers à la juste valeur par résultat				Placements d'assurance	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti				
(en millions d'euros)				Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Instruments de capitaux propres	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	Instruments de dettes comptabilisés à la JV par capitaux propres recyclables	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la JV par capitaux propres non recyclables	Prêts et créances sur les établissements de crédit	Prêts et créances sur la clientèle	Titres de dettes	Opérations de location-financement
Banques centrales															
Actifs disponibles à la vente	(11)														(11)
Prêts et créances sur les établissements de crédit															
Prêts et créances sur la clientèle	(604)														(604)
Titres détenus jusqu'à l'échéance															
<b>Total</b>	<b>(615)</b>														
<b>Retraitements des dépréciations au titre d'IFRS 9</b>									(2)			(2)	(143)	(6)	<b>11</b>
Dont Bucket B1									(2)			(2)	(44)	(6)	
Dont Bucket B2												(82)			
Dont Bucket B3												(17)			11
<b>Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IFRS 9 au 1er Janvier 2018</b>									(2)			(2)	(748)	(6)	

**f3 - Impact sur les actifs financiers et Engagements hors bilan de la norme IFRS 9**

Provisions sur les engagements hors bilan (cf. note 16.2) (en millions d'euros)	31/12/17	Retraitements selon IFRS 9	01/01/18
	IAS 39		IFRS 9
Engagements de financement		62	62
Engagements de garantie			
<b>Total</b>		<b>62</b>	<b>62</b>

Répartition entre dépréciations collectives et dépréciations individuelles sous IAS 39 :

Ventilation des dépréciations des actifs financiers sous IAS 39 (en millions d'euros)	31/12/17	
	Dépréciations collectives	Dépréciations individuelles
Actifs disponibles à la vente		(11)
Prêts et créances sur la clientèle	(44)	(560)
Titres détenus jusqu'à l'échéance		
<b>Total</b>	<b>(44)</b>	<b>(571)</b>

Répartition des dépréciations par buckets sous IFRS 9 :

Actifs financiers (en millions d'euros)	01/01/18		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres	(2)		
Prêts et créances sur les établissements de crédit			
Prêts et créances sur la clientèle			
Titres de dettes	(2)		
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(52)	(160)	(544)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	(2)		
Prêts et créances sur la clientèle	(44)	(160)	(544)
Titres de dettes	(6)		
<b>Total</b>	<b>(54)</b>	<b>(160)</b>	<b>(544)</b>

Engagements hors bilan (en millions d'euros)	01/01/18		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Engagements de financement	26	21	15
Engagements de garantie			
<b>Total</b>	<b>26</b>	<b>21</b>	<b>15</b>

**f4 - Impact sur les capitaux propres de la première application de la norme IFRS 9**

(en millions d'euros)	Sur le total des capitaux propres consolidés	Sur les capitaux propres part du Groupe	Sur les capitaux propres part des minoritaires
<b>Capitaux propres au 31/12/2017 - Norme IAS 39</b>	<b>11 534</b>	<b>11 364</b>	<b>169</b>
<b>Incidence sur les réserves consolidées</b>	<b>(119)</b>	<b>(118)</b>	<b>(1)</b>
Reclassement depuis les actifs disponibles à la vente vers les actifs à la juste valeur par capitaux propres	2	2	
Reclassement depuis les actifs disponibles à la vente vers les actifs à la juste valeur par résultat (y-c annulation de la provision le cas échéant)	81	79	2
Impact approche superposition	(37)	(37)	
Reclassement coût amorti vers juste valeur par résultat (y-c frais d'acquisition restants à étaler)	7	7	
Comptabilisation des pertes de crédits attendues (sur actifs financiers, actifs entrant dans le champs d'IAS 17 et IFRS 15, engagements hors bilan)	(216)	(216)	
Impôts	34	37	(3)
Impôts (impact approche superposition)	9	9	
<b>Incidence sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>(26)</b>	<b>(26)</b>	<b>(1)</b>
Reclassement depuis les actifs disponibles à la vente vers les actifs à la juste valeur par capitaux propres	(2)	(2)	
Reclassement depuis les actifs disponibles à la vente vers les actifs à la juste valeur par résultat	(81)	(80)	(2)
Impact approche superposition	37	37	
Reclassement depuis coût amorti vers juste valeur par capitaux propres	4	3	1
Comptabilisation des pertes de crédits attendues sur actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	2	2	
Impôts	23	23	
Impôts (impact approche superposition)	(9)	(9)	
<b>Total impact sur les capitaux propres lié à la mise en application d'IFRS 9</b>	<b>(146)</b>	<b>(144)</b>	<b>(2)</b>
<b>Capitaux propres au 01/01/2018 - Norme IFRS 9</b>	<b>11 388</b>	<b>11 220</b>	<b>168</b>

## NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE

Les principes d'évaluation de l'information sectorielle et les secteurs présentés n'ont pas connu de changement depuis le 31 décembre 2017.

<b>1er Semestre 2018</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>Services-Courrier-Colis</b>	<b>GeoPost</b>	<b>La Banque Postale</b>	<b>Numérique</b>	<b>Réseau La Poste</b>	<b>Immobilier</b>	<b>Supports et structures</b>	<b>Non affecté <sup>(a)</sup></b>	<b>Éliminations</b>	<b>Total Groupe</b>
Chiffre d'affaires & PNB Externe	5 549	3 499	2 914	260	13	11				12 246
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	159	29	12	82	1 895	402	520	(3 097)		
<b>Produits opérationnels</b>	<b>5 708</b>	<b>3 527</b>	<b>2 926</b>	<b>342</b>	<b>1 908</b>	<b>412</b>	<b>520</b>	<b>(3 097)</b>		<b>12 246</b>
<b>Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint</b>	<b>375</b>	<b>186</b>	<b>546</b>	<b>(2)</b>	<b>(27)</b>	<b>182</b>	<b>(137)</b>	<b>(313)</b>		<b>812</b>
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1				(9)	2				(6)
<b>Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint</b>	<b>376</b>	<b>186</b>	<b>546</b>	<b>(2)</b>	<b>(36)</b>	<b>184</b>	<b>(137)</b>	<b>(313)</b>		<b>806</b>
<b>Résultat financier</b>								(92)		(92)
Impôt sur le résultat								(200)		(200)
Quote part de résultat des autres MEE		12	131	1		(1)				142
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>										<b>656</b>
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(118)	(85)	(146)	(18)	(13)	(94)	(54)			(528)
Actifs sectoriels	2 955	5 263	236 922	741	180	3 382	8 370	(5 310)		252 504

<b>1<sup>er</sup> semestre 2017</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>Services-Courrier-Colis</b>	<b>GeoPost</b>	<b>La Banque Postale</b>	<b>Numérique</b>	<b>Réseau La Poste</b>	<b>Immobilier</b>	<b>Supports et structures</b>	<b>Non affecté <sup>(a)</sup></b>	<b>Éliminations</b>	<b>Total Groupe</b>
Chiffre d'affaires & PNB Externe	5 601	3 232	2 789	258	18	8				11 905
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	157	24	19	63	2 018	407	379	(3 067)		
<b>Produits opérationnels</b>	<b>5 757</b>	<b>3 256</b>	<b>2 808</b>	<b>321</b>	<b>2 035</b>	<b>415</b>	<b>379</b>	<b>(3 067)</b>		<b>11 905</b>
<b>Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint</b>	<b>504</b>	<b>199</b>	<b>421</b>	<b>(7)</b>	<b>87</b>		<b>(87)</b>	<b>(355)</b>		<b>761</b>
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	3	(1)			(4)					(1)
<b>Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint</b>	<b>507</b>	<b>198</b>	<b>421</b>	<b>(7)</b>	<b>84</b>	<b>1</b>	<b>(88)</b>	<b>(355)</b>		<b>761</b>
<b>Résultat financier</b>								(81)		(81)
Impôt sur le résultat								(170)		(170)
Quote part de résultat des autres MEE		18	133	(1)		1				150
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>										<b>660</b>
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(69)	(86)	(145)	(20)	(22)	(103)	(56)			(502)
Actifs sectoriels	2 838	4 999	232 476	717	181	3 415	8 882	(5 595)		247 913

2017 (en millions d'euros)	Services-Courrier-Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et structures	Non affecté <sup>(a)</sup>	Éliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	11 113	6 766	5 647	531	38	15	1			24 110
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	311	50	40	141	3 953	814	758	(6 067)		
<b>Produits opérationnels</b>	<b>11 424</b>	<b>6 816</b>	<b>5 687</b>	<b>672</b>	<b>3 991</b>	<b>828</b>	<b>759</b>	<b>(6 067)</b>	<b>Éliminations</b>	<b>24 110</b>
<b>Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint</b>	<b>577</b>	<b>431</b>	<b>870</b>	<b>(20)</b>	<b>(10)</b>	<b>125</b>	<b>(283)</b>	<b>(687)</b>		<b>1 004</b>
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	23				(15)	1				8
<b>Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint</b>	<b>600</b>	<b>430</b>	<b>870</b>	<b>(20)</b>	<b>(25)</b>	<b>126</b>	<b>(284)</b>	<b>(687)</b>		<b>1 012</b>
<b>Résultat financier</b>								<b>(168)</b>		<b>(168)</b>
Impôt sur le résultat								(248)		(248)
Quote part de résultat des autres MEE	32	263	(1)			2				297
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>										<b>893</b>
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(216)	(180)	(347)	(58)	(49)	(194)	(114)			(1 160)
Actifs sectoriels	3 045	5 348	231 023	664	206	3 385	8 264	(5 274)		246 662

(a) Dont essentiellement la contribution à l'aménagement du territoire (y compris les coûts relatifs à la contrainte d'accessibilité), le résultat financier et l'impôt sur le résultat.

# NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

## NOTE 4 CHIFFRE D'AFFAIRES

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017	2017
<b>Chiffre d'affaires Services-Courrier-Colis</b>	<b>5 549</b>	<b>5 601</b>	<b>11 113</b>
Correspondance et autres produits et services La Poste	3 238	3 372	6 480
Courrier publicitaire	512	537	1 090
Presse <sup>(a)</sup>	247	260	514
Produits et services des filiales (courrier national)	313	250	566
Courrier international	397	363	739
Colis	841	819	1 724
<b>Chiffre d'affaires GeoPost</b>	<b>3 499</b>	<b>3 232</b>	<b>6 766</b>
Zone France	790	739	1 488
Zone Étranger	2 708	2 492	5 278
<b>Chiffre d'affaires Numérique</b>	<b>260</b>	<b>258</b>	<b>531</b>
<b>Chiffre d'affaires Réseau La Poste <sup>(b)</sup></b>	<b>13</b>	<b>18</b>	<b>38</b>
<b>Chiffre d'affaires Immobilier &amp; Supports <sup>(c)</sup></b>	<b>11</b>	<b>8</b>	<b>15</b>
<b>TOTAL</b>	<b>9 332</b>	<b>9 116</b>	<b>18 463</b>

(a) Le chiffre d'affaires « Presse » comprend la rémunération contractuelle versée par l'État en contrepartie de l'avantage tarifaire accordé aux organismes de presse ainsi que la rémunération des opérateurs de presse.

(b) Le chiffre d'affaires Réseau La Poste comprend les commissions perçues sur l'activité externe (hors Courrier, Colis et Services Financiers) réalisée aux guichets du réseau postal (ventes de cartes téléphoniques par exemple) et sur les ventes de produits divers.

(c) Le chiffre d'affaires Immobilier correspond aux locations immobilières consenties à des preneurs externes au Groupe.

## NOTE 5 PRODUIT NET BANCAIRE

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017	2017
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>2 030</b>	<b>2 182</b>	<b>4 486</b>
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>(908)</b>	<b>(879)</b>	<b>(1 781)</b>
<b>Produits de commissions</b>	<b>1 310</b>	<b>1 386</b>	<b>2 716</b>
<b>Charges de commissions</b>	<b>(110)</b>	<b>(138)</b>	<b>(276)</b>
<b>Gains ou pertes nets</b>	<b>352</b>	<b>132</b>	<b>270</b>
- Instruments financiers à la juste valeur par le résultat	31	8	(8)
- Instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres <sup>(a)</sup>	322		
- Actifs disponibles à la vente <sup>(a)</sup>		125	278
<b>Produits nets des société d'assurance</b>	<b>219</b>	<b>147</b>	<b>293</b>
<b>Impact de l'approche par superposition (effet brut) <sup>(a)</sup></b>	<b>5</b>		
<b>Produits et charges des autres activités</b>	<b>17</b>	<b>(41)</b>	<b>(62)</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 914</b>	<b>2 789</b>	<b>5 647</b>

(a) Ces lignes du PNB ont été modifiées à la suite de la mise en application de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018.

## NOTE 6 ACHATS ET AUTRES CHARGES EXTERNES

Les achats et autres charges se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017	2017
Services extérieurs et sous-traitance générale	991	879	1 947
Achats	297	266	562
Sous-traitance transport	2 250	2 115	4 470
Prestations du courrier international	99	100	200
Locations	457	441	899
Entretiens et réparations	219	209	456
Frais de télécommunications	84	76	159
Déplacements, missions	92	92	181
Autres charges	222	199	338
<b>TOTAL</b>	<b>4 712</b>	<b>4 377</b>	<b>9 212</b>

## NOTE 7 CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

Les charges de personnel sont détaillées, ci-dessous, par nature de coût :

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017	2017
Salaires, traitements, primes et indemnités	4 685	4 519	9 098
Cotisations retraites	514	569	1 113
Autres charges sociales	962	916	1 820
Prestations d'actions sociales	117	113	210
Produit CICE	(162)	(196)	(391)
Variation des provisions postérieures à l'emploi	2	4	19
Variation des provisions sur risques sociaux et litige personnel	(6)		(158)
Variation des autres provisions sur le personnel	(165)	(129)	352
Impôts et taxes assis sur les rémunérations	400	405	779
<b>TOTAL</b>	<b>6 346</b>	<b>6 201</b>	<b>12 840</b>
<b>Effectif moyen (en équivalent agent / année)</b>	<b>249 828</b>	<b>249 739</b>	<b>253 219</b>

La ligne « **Cotisations retraites** » correspond aux cotisations versées dans le cadre des régimes d'avantages au personnel postérieurs à l'emploi à cotisations définies. Depuis la mise en place en 2006

du nouveau dispositif de financement des retraites des fonctionnaires de l'Etat rattachés à La Poste, cette ligne comprend notamment la contribution libératoire prévue par la loi.

**NOTE 8**
**AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPERATIONNELS**

Les autres produits et charges opérationnels se composent des éléments suivants :

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017	2017
Impôts locaux	(97)	(98)	(143)
Autres impôts et taxes	(61)	(68)	(115)
<b>IMPÔTS ET TAXES</b>	<b>(158)</b>	<b>(166)</b>	<b>(258)</b>
Pertes de valeur et mouvements nets de provisions sur actifs			
- écarts d'acquisition			(7)
- immobilisations	5	(2)	(2)
- actif circulant	(11)	(6)	(15)
Amortissements nets	(497)	(480)	(985)
Provisions pour risques et charges	24	58	43
Coût du risque des activités bancaires	(49)	(71)	(192)
<b>AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS</b>	<b>(528)</b>	<b>(502)</b>	<b>(1 160)</b>
Production immobilisée	139	101	280
Redevances	(24)	(19)	(33)
Résultat réalisé suite à prise de contrôle	1	(5)	(5)
Résultat de relution sur augmentation de capital de CNP Assurances			
Autres produits et charges opérationnels courants	33	34	73
<b>AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPÉRATIONNELS</b>	<b>148</b>	<b>111</b>	<b>315</b>

La production immobilisée concerne principalement des coûts de développement informatique comptabilisés en immobilisations incorporelles.

**NOTE 9**
**RESULTAT FINANCIER**

- 9.1 Coût de l'endettement financier net
- 9.2 Autres éléments financiers

**9.1 Coût de l'endettement financier net**

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017	2017
Charges d'intérêts sur opérations de financement <sup>(a)</sup>	(80)	(82)	(165)
Variation de la juste valeur des emprunts et des swaps liés à la dette <sup>(b)</sup>	(3)	4	5
Produits de trésorerie <sup>(c)</sup>	3	3	6
<b>TOTAL</b>	<b>(80)</b>	<b>(75)</b>	<b>(154)</b>

(a) Y compris intérêts et résultats de résiliation des instruments dérivés associés à la dette.

(b) Y compris couverture de juste valeur sur emprunts.

(c) Y compris variation de juste valeur sur actifs financiers de placement.

**9.2 Autres éléments financiers**

Les autres éléments du résultat financier comprennent essentiellement la charge d'actualisation des provisions pour avantages du personnel (10 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2018, 8 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2017 et 15 millions d'euros pour l'année 2017).

## NOTE 10 IMPOTS SUR LE RESULTAT

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017	2017
(Charge) d'impôt courant	(70)	(113)	(232)
(Charge) / produit d'impôt différé	(130)	(57)	(17)
<b>(CHARGE) / PRODUIT TOTAL D'IMPÔT</b>	<b>(200)</b>	<b>(170)</b>	<b>(248)</b>

La rationalisation de la charge d'impôt s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>636</b>	<b>642</b>
Quote-part des sociétés mises en équivalence	(136)	(150)
Impôt sur le résultat	200	170
Part revenant aux minoritaires	20	18
<b>Résultat consolidé avant impôt et mises en équivalence</b>	<b>720</b>	<b>680</b>
<b>taux d'IS</b>	<b>34,43%</b>	<b>34,43%</b>
<b>Charge d'impôt théorique <sup>(a)</sup></b>	<b>(248)</b>	<b>(234)</b>
Création (limitation) des impôts différés actifs sur les éléments suivants :		
- avantages du personnel	28	12
- autres	(12)	4
Déficits créés non utilisés ou déficits anciens utilisés (hors intégration fiscale)	(6)	(10)
Différentiel de taux des filiales étrangères	18	19
Incidence de la baisse du taux d'IS à partir de 2019 <sup>(b)</sup>	(12)	
CICE (produit non taxable)	48	65
Contribution sur revenus distribués		(9)
Autres différences permanentes	(17)	(17)
<b>Retraitements de l'impôt</b>	<b>48</b>	<b>64</b>
<b>CHARGE D'IMPÔT RÉELLE</b>	<b>(200)</b>	<b>(170)</b>

(a) Y compris la contribution sociale de solidarité de 3,3%.

(b) La loi de finances 2018, votée en décembre 2017, prévoit la baisse progressive du taux de l'impôt sur les sociétés en France pour atteindre 25,83% à compter de 2022.

# NOTES SUR LE BILAN

## NOTE 11 ÉCARTS D'ACQUISITION (GOODWILL)

### Détail de la valeur nette des écarts d'acquisition

(en millions d'euros) UGT	Secteur	30/06/2018	31/12/2017
DPD Europe continentale	GeoPost	517	517
DPD France	GeoPost	334	334
GeoPost Espagne	GeoPost	318	313
Numérique	Numérique	207	195
DPD Russie	GeoPost	196	206
DPD Pologne	GeoPost	124	130
GeoPost UK	GeoPost	122	122
Asten Santé	Services-Courrier-Colis	98	97
La Banque Postale Prévoyance	La Banque Postale	94	94
Mediapost	Services-Courrier-Colis	65	64
Tigers	GeoPost	48	49
Chronopost	GeoPost	44	38
JadLog	GeoPost	30	34
Groupe Tocqueville	La Banque Postale	27	27
La Banque Postale Asset Management	La Banque Postale	22	22
WnDirect	GeoPost	22	22
Stuart	GeoPost	13	13
Resto In	GeoPost	10	10
DPD Laser Finance	GeoPost	11	12
Autres sociétés GeoPost	GeoPost	25	25
Autres sociétés Services-Courrier-Colis	Services-Courrier-Colis	8	8
<b>TOTAL</b>		<b>2 336</b>	<b>2 332</b>
<b>Services-Courrier-Colis</b>		<b>171</b>	<b>168</b>
<b>GeoPost</b>		<b>1 815</b>	<b>1 824</b>
<b>La Banque Postale</b>		<b>143</b>	<b>143</b>
<b>Numérique</b>		<b>207</b>	<b>195</b>

### Évolution des écarts d'acquisition

(en millions d'euros)	S1 2018	2017
<b>Solde en début de période</b>	<b>2 332</b>	<b>2 119</b>
dont : Valeur brute	2 556	2 337
Dépréciation	(225)	(218)
Acquisitions <sup>(a)</sup>	26	254
Cessions		
Ecarts de conversion <sup>(b)</sup>	(21)	(25)
Pertes de valeur <sup>(c)</sup>		(7)
Autres		(10)
<b>SOLDE EN FIN DE PÉRIODE</b>	<b>2 336</b>	<b>2 332</b>
dont : Valeur brute	2 558	2 556
Dépréciation	(222)	(225)

(a) Dont principalement, au premier semestre 2018, Eukles pour 11 millions d'euros. Et dont en 2017 Asten Santé pour 97 millions d'euros, SPSR Express 67 millions d'euros, Jadlog pour 39 millions d'euros, Ametix Group pour 15 millions d'euros, Stuart pour 13 millions d'euros, et des franchises Seur en Espagne et au Portugal pour 11 millions d'euros.

(b) Dont principalement au premier semestre 2018 DPD Polska pour -6 millions d'euros et Armadillo Bizpak pour -7 millions d'euros. Et dont en 2017 DPD Russie pour -17 millions d'euros, GeoPost UK pour -4 millions d'euros, Jadlog pour -5 millions d'euros et DPD Pologne pour +7 millions d'euros.

(c) Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée au premier semestre 2018. En 2017, Resto In pour 7 millions d'euros.

## NOTE 12 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en millions d'euros)	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	TOTAL
<b>VALEURS BRUTES</b>			
<b>Solde au 31/12/2017</b>			
Acquisitions	206	306	<b>511</b>
Cessions	(16)	(177)	<b>(193)</b>
Variations de périmètre		3	<b>3</b>
Transferts			
Ecarts de conversion	(2)	(9)	<b>(11)</b>
<b>SOLDE AU 30/06/2018</b>	<b>3 771</b>	<b>12 725</b>	<b>16 496</b>
<b>AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR</b>			
<b>Solde au 31/12/2017</b>			
Amortissement de la période	(151)	(346)	<b>(497)</b>
Pertes de valeur		(5)	<b>(5)</b>
Reprises de perte de valeur	1	10	<b>11</b>
Reprises sur cessions	16	138	<b>154</b>
Variations de périmètre		(2)	<b>(2)</b>
Transferts		(2)	<b>(2)</b>
Ecarts de conversion	1	5	<b>6</b>
<b>SOLDE AU 30/06/2018</b>	<b>(2 615)</b>	<b>(7 034)</b>	<b>(9 649)</b>
<b>VALEURS NETTES</b>			
<b>au 31/12/2017</b>	<b>1 102</b>	<b>5 771</b>	<b>6 873</b>
<b>AU 30/06/2018</b>	<b>1 156</b>	<b>5 690</b>	<b>6 847</b>
<b>DONT LOCATION FINANCEMENT</b>			
<b>au 31/12/2017</b>		<b>131</b>	
<b>au 30/06/2018</b>		<b>121</b>	

## NOTE 13 PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN EQUIVALENCE

(en millions d'euros)	CNP Assurances	BRT	Pôle immobilier	Yurtici Kargo	AEW Europe	ASENDIA	NINJA Logistics	Autres	Entreprises à situation nette négative (a)	
									TOTAL	La Poste Mobile
<b>Solde au 31/12/2017</b>	<b>3 322</b>	<b>503</b>	<b>30</b>	<b>19</b>	<b>54</b>	<b>76</b>		<b>94</b>	<b>4 098</b>	<b>(40)</b>
Part du Groupe dans les résultats de l'exercice	129	15	1	1	2	2	(5)		145	(9)
Distributions de dividendes	(116)	(8)		(1)	(7)				(133)	
Variation nette de juste valeur sur instruments financiers	(83)								(83)	
Variations de périmètre						64	2		66	
Augmentations de capital			4						4	20
Autres variations										6
Ecarts de conversion	(39)			(3)			(1)		(42)	
<b>SOLDE AU 30/06/2018</b>	<b>3 213</b>	<b>510</b>	<b>34</b>	<b>16</b>	<b>49</b>	<b>77</b>	<b>59</b>	<b>96</b>	<b>4 054</b>	<b>(22)</b>

(a) Comptabilisé en « Autres provisions pour risques et charges » (voir note 16.2).

**NOTE 14 AUTRES ACTIFS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES**

(en millions d'euros)	30/06/2018		31/12/2017	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Titres de participations non consolidés nets <sup>(a)</sup>		270		338
Instruments financiers dérivés		119	38	127
Actifs financiers de placement de la trésorerie	600		620	50
Autres actifs financiers nets	49	110	54	84
<b>TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>649</b>	<b>498</b>	<b>712</b>	<b>599</b>
Stocks de matières premières, fournitures, marchandises et autres approvisionnements		117		109
Stocks de produits finis et intermédiaires et encours		11		11
<b>TOTAL STOCKS ET EN-COURS</b>	<b>128</b>		<b>121</b>	
Créances clients et comptes rattachés nets		2 114		2 204
Créances sur opérations du courrier international		657		664
Créances de CICE		496		410
Autres créances		614		652
<b>TOTAL CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES</b>	<b>3 880</b>		<b>3 930</b>	
Équivalents de trésorerie		1 255		1 301
Caisse et disponibilités		489		435
<b>TOTAL TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>1 744</b>		<b>1 735</b>	

(a) dont 64 millions d'euros au 31 décembre 2017 au titre d'une participation de 32,3% dans la société singapourienne Ninja Van, mise en équivalence à compter de janvier 2018.

**Actifs financiers de placement de la trésorerie**

Ce sont des actifs acquis dans le cadre de la gestion de trésorerie :

(en millions d'euros)	30/06/2018	31/12/2017
Titres obligataires	150	50
Comptes à terme déblocables à plus de 3 mois	400	400
OPCVM	50	80
Titres de créances négociables (échéances de 3 à 12 mois)		140
<b>TOTAL</b>	<b>600</b>	<b>670</b>

**Instruments financiers dérivés**

La ligne « Instruments financiers dérivés » correspond pour l'essentiel, à des instruments contractés dans le cadre de la gestion des risques de taux et de change de l'endettement. Ils sont donc à mettre en regard des postes « Emprunts obligataires et autres dettes financières ». Un détail des instruments dérivés liés à la dette obligataire figure en note 17.3.

**NOTE 15 ACTIFS FINANCIERS DES ACTIVITÉS BANCAIRES**

(en millions d'euros)	<b>30/06/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
	<b>IFRS 9</b>	<b>IAS 39</b>
Prêts et créances sur la clientèle à vue	2 982	2 972
Prêts et créances sur la clientèle à terme	82 956	80 868
<i>dont crédits à l'habitat (y compris créances douteuses)</i>	61 345	59 813
Opérations de location financement	2 338	2 234
Titres assimilés aux prêts et créances avec la clientèle		1 974
<b>TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE</b>	<b>88 276</b>	<b>88 048</b>
Comptes et prêts sur établissements de crédit à vue	18 309	10 318
Comptes et prêts sur établissements de crédit à terme	71 591	73 294
Titres assimilés aux prêts et créances sur établissement de crédit		475
<b>TOTAL CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>	<b>89 900</b>	<b>84 088</b>
<b>TOTAL PORTEFEUILLE DE TITRES</b>	<b>47 044</b>	<b>46 953</b>
<b>AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS</b>	<b>1 846</b>	<b>1 493</b>
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF</b>	<b>1 793</b>	<b>1 815</b>
Banques centrales	2 152	2 424
Caisse et autres	681	901
<b>TOTAL CAISSE, BANQUE CENTRALE</b>	<b>2 833</b>	<b>3 325</b>

## NOTE 16 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

- 16.1 Provisions techniques spécifiques aux activités bancaires et d'assurance
- 16.2 Autres provisions pour risques et charges

### 16.1 Provisions techniques spécifiques aux activités bancaires et d'assurance

Les provisions techniques spécifiques aux activités bancaires et d'assurance, classées dans les provisions pour risques et charges courantes, ont évolué comme suit au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2018 :

(en millions d'euros)	Risque épargne logement	Provisions techniques d'assurance	TOTAL
<b>Solde au 31/12/2017</b>	<b>294</b>	<b>2 376</b>	<b>2 669</b>
Dotations de la période		130	130
Reprises de la période	(17)	(28)	(44)
Autres mouvements		(12)	(12)
<b>SOLDE au 30/06/2018</b>	<b>277</b>	<b>2 466</b>	<b>2 743</b>

### 16.2 Autres provisions pour risques et charges

Les autres provisions pour risques et charges ont évolué comme suit au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2018 :

(en millions d'euros)	Litiges sociaux	Autres litiges	Autres	TOTAL
<b>Provisions non courantes</b>	<b>43</b>	<b>19</b>	<b>145</b>	<b>207</b>
<b>Provisions courantes</b>	<b>47</b>	<b>112</b>	<b>300</b>	<b>459</b>
<b>Solde au 31/12/2017</b>	<b>90</b>	<b>131</b>	<b>446</b>	<b>667</b>
Première application d'IFRS 9 <sup>(a)</sup>			63	63
Dotations de la période	13	7	44	65
Reprises pour utilisation	(10)	(4)	(64)	(78)
Reprises de provisions devenues sans objet	(9)	(14)	(4)	(27)
Autres mouvements	1		(18)	(18)
<b>Provisions non courantes</b>	<b>41</b>	<b>15</b>	<b>129</b>	<b>185</b>
<b>Provisions courantes</b>	<b>43</b>	<b>105</b>	<b>337</b>	<b>486</b>
<b>SOLDE au 30/06/2018</b>	<b>84</b>	<b>120</b>	<b>467</b>	<b>671</b>

(a) L'incidence de la première application d'IFRS 9 correspond à la provision pour engagement sur financement (cf. note 2, tableau f3)

**Les autres provisions** comprennent notamment au 30 juin 2018 :

- une provision de 144 millions d'euros au titre de l'amende prononcée par l'Autorité de la Concurrence contre deux sociétés du Groupe ;

- une provision correspondant à la situation nette négative des sociétés mises en équivalence pour 22 millions d'euros, contre 40 millions d'euros au 31 décembre 2017 (voir note 13) ;
- divers risques liés à l'activité opérationnelle du Groupe.

## NOTE 17 EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET AUTRES DETTES FINANCIERES

- 17.1 Détail des dettes financières
- 17.2 Emprunts obligataires
- 17.3 Instruments dérivés liés à la dette obligataire

### 17.1 Détail des dettes financières

(en millions d'euros)	30/06/2018		31/12/2017	
	Court terme	Moyen et long terme	Court terme	Moyen et long terme
<b>Dettes financières au coût amorti</b>				
Emprunts obligataires		3 961		3 960
Location-financement	5	97	9	105
Bons La Poste	55		56	
Billets de trésorerie	30		150	
Concours bancaires courants	14		41	
Dépôts et cautionnements reçus	45	26	99	25
Autres dettes au coût amorti	22	39	25	39
<b>Emprunts obligataires en juste valeur sur option</b>		<b>696</b>		<b>504</b>
<b>Emprunts couverts</b>		<b>427</b>		<b>415</b>
Emprunts obligataires				
Dette subordonnée		427		415
<b>Instruments dérivés passifs liés à la dette obligataire</b>	<b>13</b>	<b>61</b>	<b>4</b>	<b>63</b>
<b>Autres dérivés</b>				
<b>Intérêts courus non échus sur emprunts</b>		<b>105</b>		<b>96</b>
<b>Total dettes financières à moyen et long terme (non courant)</b>		<b>5 306</b>		<b>5 313</b>
<b>Total dettes financières à court terme (courant)</b>		<b>289</b>		<b>984</b>
<b>TOTAL COURANT ET NON COURANT</b>		<b>5 595</b>		<b>6 297</b>

### 17.2 Emprunts obligataires

Les emprunts obligataires et les titres subordonnés, hors intérêts non échus, a évolué de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Emprunts au coût amorti	Emprunts en juste valeur	Dette subordonnée couverte	Total
<b>Solde au 31/12/2017</b>	<b>3 960</b>	<b>1 209</b>	<b>415</b>	<b>5 585</b>
Nouveaux emprunts				
Remboursements		(500)		(500)
Prime et frais d'émission	1			1
Variation du risque de crédit				
Autres variations		(12)	12	
<b>SOLDE au 30/06/2018</b>	<b>3 961</b>	<b>696</b>	<b>427</b>	<b>5 085</b>

### 17.3 Instruments dérivés liés à la dette obligataire

(en millions d'euros)	Juste valeur au 30/06/2018		Juste valeur au 31/12/2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
<b>Dérivés de transaction à la juste valeur par résultat</b>				
Dérivés de taux receveur fixe / payeur variable	119		163	
Dérivés de taux receveur variable / payeur fixe		7		3
<b>TOTAL</b>	<b>119</b>	<b>7</b>	<b>163</b>	<b>3</b>
<b>Dérivés de couverture</b>				
Couverture de juste valeur				
Couverture de flux de trésorerie		64		64
<b>TOTAL DÉRIVÉS LIÉS À LA DETTE</b>	<b>119</b>	<b>71</b>	<b>163</b>	<b>67</b>
<b>Autres</b>				
Swaps de change		2		1
Instruments dérivés sur fonds dédiés				
<b>TOTAL DÉRIVÉS HORS ACTIVITÉS BANCAIRES</b>	<b>119</b>	<b>74</b>	<b>163</b>	<b>67</b>
<b>Réerves restant à amortir sur dérivés de couverture interrompus</b>				
Dérivés de couverture de flux de trésorerie		1		2

### NOTE 18 DETTE NETTE DU GROUPE

- 18.1 Situation de la dette nette du Groupe
- 18.2 Évolution de la dette nette du Groupe

#### 18.1 Situation de la dette nette du Groupe

(en millions d'euros)	Note	S1 2018	31/12/2017
Trésorerie et équivalents de trésorerie (poste du bilan)	14	1 744	1 735
Dérivés actifs associés à la dette	14	119	164
Titres de placement à échéance supérieure à 3 mois à l'origine et OPCVM	14	600	670
Dépôts de garantie versés liés aux instruments dérivés, inscrits à l'actif	14	1	
Créance (dette) financière nette envers La Banque Postale		(18)	(93)
<b>Trésorerie et autres éléments d'actifs (1)</b>		<b>2 447</b>	<b>2 477</b>
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	17	5 306	5 313
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	17	289	984
<b>Dette brute (2)</b>		<b>5 595</b>	<b>6 297</b>
<b>DETTE NETTE</b>		<b>3 148</b>	<b>3 820</b>
<i>Augmentation (Diminution) de la dette nette au 30 juin 2018</i>		<b>(672)</b>	

Bien que la dette nette du Groupe contribue à financer la totalité du groupe, notamment l'activité bancaire au travers des apports en fonds propres ou de la souscription de titres subordonnés, le calcul de la dette nette ne prend pas en compte les actifs et passifs financiers de La Banque Postale, ceux-ci ayant une nature d'exploitation au regard de l'activité bancaire.

## 18.2 Évolution de la dette nette du Groupe

(en millions d'euros)	Renvois	S1 2018	S1 2017
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>	TFT <sup>(a)</sup>	<b>396</b>	<b>1 161</b>
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	TFT	(126)	(1 132)
Neutralisation var. actifs financiers de gestion de trésorerie	TFT	(70)	150
<b>Flux de trésorerie des activités d'investissement hors acquisitions et cessions d'actifs financiers de gestion de la trésorerie <sup>(b)</sup></b>		<b>(196)</b>	<b>(982)</b>
Augmentation de capital	TFT		
Emission hybride	TFT	744	
Dividendes versés aux actionnaires	TFT	(171)	(171)
Rachat d'intérêts minoritaires	TFT	(2)	(12)
Charge nette d'intérêts financiers		(77)	(79)
Variation de juste valeur des dettes et dérivés		(11)	6
Incidence des variations de périmètre et change sur dette brute		(2)	(7)
Variation non cash des dettes de location-financement		(2)	(20)
Primes et frais d'émission		(3)	
Autres éléments <sup>(c)</sup>		(4)	(2)
<b>Flux de trésorerie et variation de dette provenant des activités de financement</b>		<b>471</b>	<b>(285)</b>
<b>Diminution (augmentation) de la dette nette depuis le 1er janvier</b>		<b>672</b>	<b>(106)</b>
Dette nette à l'ouverture		(3 820)	(3 719)
Dette nette à la clôture		(3 148)	(3 826)

(a) Les notes « TFT » renvoient à la colonne « Hors banque » du tableau des flux de trésorerie consolidés.

(b) Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se distinguent du TFT par l'exclusion de la « variation des actifs financiers liés à la gestion de la trésorerie », actifs venant en diminution du calcul de la dette nette.

(c) La ligne « Autres éléments » comprend notamment l'incidence de la variation des devises sur la dette nette, les dividendes versés aux intérêts minoritaires et l'incidence des filiales destinées à être cédées.

## NOTE 19 AVANTAGES DU PERSONNEL

(en millions d'euros)	31/12/2017		Variations de périmètre	Augmentation	Diminution pour utilisation	Provision devenue sans objet	Coût financier net	Autres variations	30/06/2018	
	Courant	Non courant							Courant	Non courant
Avantages postérieurs à l'emploi des fonctionnaires de La Poste	9	246		1	(5)		2	7	9	252
Indemnités de départ à la retraite du personnel contractuel du Groupe	13	394		16	(8)		3	6	13	412
Régime de retraite du personnel des filiales étrangères		52		1	(5)		1			49
<b>Avantages postérieurs à l'emploi</b>	<b>22</b>	<b>691</b>		<b>19</b>	<b>(17)</b>		<b>6</b>	<b>14</b>	<b>22</b>	<b>712</b>
<b>Dispositifs d'aménagement de fin de carrière</b>	<b>423</b>	<b>1 577</b>		<b>74</b>	<b>(227)</b>		<b>4</b>		<b>403</b>	<b>1 448</b>
Indemnités de rupture	111	28							111	28
Congés longue maladie / longue durée	57	38		2	(8)				54	35
Compte Epargne temps	129	115		6	(14)				125	111
Autres avantages à long terme	1	14		1					4	12
<b>Autres avantages du personnel</b>	<b>298</b>	<b>195</b>		<b>10</b>	<b>(22)</b>				<b>294</b>	<b>186</b>
<b>TOTAL</b>	<b>743</b>	<b>2 463</b>		<b>102</b>	<b>(266)</b>		<b>10</b>	<b>14</b>	<b>719</b>	<b>2 347</b>

## NOTE 20 PASSIFS FINANCIERS DES ACTIVITÉS BANCAIRES

(en millions d'euros)	30/06/2018	31/12/2017
Dettes envers les établissements de crédit à vue	590	724
Dettes envers les établissements de crédit à terme	14 863	13 431
<i>dont titres donnés en pension livrée</i>	12 167	11 049
<b>TOTAL DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>	<b>15 452</b>	<b>14 154</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	115 209	114 060
<i>dont Livret A</i>	61 048	59 934
<i>dont PEL et CEL</i>	31 927	32 118
Dettes envers la clientèle	71 480	68 496
<i>dont comptes ordinaires créditeurs clientèle</i>	64 624	62 713
<b>TOTAL DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE</b>	<b>186 689</b>	<b>182 556</b>
Dettes représentées par un titre	15 633	14 462
<i>dont certificats de dépôt</i>	5 253	5 172
<i>dont emprunts obligataires</i>	7 286	6 200
Dépôts de garantie reçus	1 094	1 259
Instruments dérivés de couverture	202	238
Autres	2 065	1 916
<b>TOTAL DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS BANCAIRES</b>	<b>18 994</b>	<b>17 875</b>
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF</b>	<b>1 901</b>	<b>2 099</b>

## NOTE 21 DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

(en millions d'euros)	30/06/2018	31/12/2017
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 859	1 965
Dettes fiscales et sociales	1 735	1 838
Dettes fournisseurs d'immobilisations	317	377
Dettes sur opérations du courrier international	492	598
Avances et acomptes clients	177	164
Autres dettes d'exploitation	170	212
<b>TOTAL</b>	<b>4 750</b>	<b>5 154</b>

# INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

## NOTE 22 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

- 22.1 Impacts des instruments financiers sur le résultat et les capitaux propres
- 22.2 Juste valeur des instruments financiers
- 22.3 Hiérarchie des évaluations à la juste valeur comptabilisées au bilan
- 22.4 Exposition aux risques souverains

### 22.1 Impact des instruments financiers sur le résultat et les capitaux propres

S1 2018 <i>(en millions d'euros)</i>	Produits/ (charges) d'intérêts	Variations de juste valeur		Dépréciation	Décompta- bilisation et dividendes	Gain/ (perte) net
		Juste valeur en résultat	Juste valeur en capitaux propres			
Actifs évalués au coût amorti	972			(49)		<b>923</b>
Actifs évalués à la juste valeur par OCI recyclable	49		(278)		322	<b>93</b>
Instruments financiers à la juste valeur par résultat		32				<b>32</b>
Opérations de couverture	100	(1)	(165)			<b>(66)</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 121</b>	<b>31</b>	<b>(443)</b>	<b>(49)</b>	<b>322</b>	<b>981</b>

### 22.2 Juste valeur des instruments financiers

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2018	
	Valeur au bilan	Juste valeur
<b>ACTIFS</b>		
<b>Actifs bancaires</b>		
Prêts et créances sur la clientèle	88 276	91 169
Prêts et créances sur les établissement de crédit	89 900	89 921
Portefeuille de titres	47 044	48 835
Autres actifs financiers courants	1 846	1 846
<b>PASSIFS</b>		
<b>Passifs bancaires</b>		
Dettes envers les établissements de crédit	15 452	15 443
Dettes envers la clientèle	186 689	186 699
Dettes représentées par un titre et autres	18 994	19 255
<b>Passifs non bancaires</b>		
Emprunts obligataires et dettes financières	5 595	6 145
Dettes fournisseurs et autres dettes	4 750	4 750

## 22.3 Hiérarchie des évaluations à la juste valeur comptabilisées au bilan

Les méthodes utilisées pour l'évaluation des justes valeurs n'ont pas évolué depuis le 31 décembre 2017.

(en millions d'euros)	30/06/2018		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
<b>ACTIFS DES ACTIVITÉS BANCAIRES</b>			
Actif financier détenu à des fins de transaction	2 561	8 435	
Actif financier à la juste valeur sur option	513	199	278
Actifs financiers à la juste valeur n'ayant pas le caractère SPPI			
<b>Actifs financiers à la juste valeur par le résultat</b>	<b>3 074</b>	<b>8 634</b>	<b>278</b>
Instruments dérivés de couverture de juste valeur		1 149	
Instruments dérivés de cours de couverture de flux de trésorerie		10	
<b>Instruments dérivés de couverture</b>		<b>1 159</b>	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres - non recyclables			252
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres - recyclables	10 701	323	
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>10 701</b>	<b>323</b>	<b>252</b>
<b>Placements des activités d'assurance</b>	<b>2 473</b>	<b>48</b>	
<b>ACTIFS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES</b>			
Autres actifs financiers non courants		498	
Créances clients et autres créances		3 880	
Autres actifs financiers courants	50	599	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	229	1 516	
<b>PASSIFS DES ACTIVITÉS BANCAIRES</b>			
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		511	
Passifs financiers à la juste valeur sur option		77	
<b>Passifs financiers à la juste valeur par le résultat</b>		<b>588</b>	
Instruments dérivés de couverture de juste valeur		202	
Instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie			
<b>Instruments dérivés de couverture</b>		<b>202</b>	
<b>PASSIFS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES</b>			
Emprunts obligataires et dettes financières		5 595	
Dettes fournisseurs et autres dettes		4 750	

### ACTIF

**Transfert du niveau 1 vers le niveau 2 :** 107 millions d'euros (5 titres à revenus fixes dont les prix ne sont plus représentatifs d'un prix coté sur le marché actif).

**Transfert du niveau 2 vers le niveau 1 :** 31 millions d'euros (4 titres à revenu fixe dont les transactions répondent désormais aux conditions de volume et de fréquence).

**JUSTES VALEURS DE NIVEAU 3 : RAPPROCHEMENT DES SOLDES D'OUVERTURE ET DE CLOTURE (ACTIVITÉS BANCAIRES)**

(en millions d'euros)	Actifs à la juste valeur par résultat	Instruments dérivés de couverture	Actifs à la juste valeur par résultat sur option	Dérivés de transaction	Actifs à la juste valeur par capitaux propres	Placements d'assurance	<b>TOTAL</b>
<b>Ouverture</b>	<b>250</b>					<b>251</b>	<b>501</b>
Gains et pertes enregistrés en résultat	9						<b>9</b>
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres							
Achats	33				2		<b>35</b>
Remboursements	(15)						<b>(15)</b>
Autres mouvements							
<b>CLÔTURE</b>	<b>278</b>				<b>252</b>		<b>530</b>

**22.4 Exposition aux risques souverains**

(en millions d'euros)	Portefeuille bancaire	Actifs à la juste valeur par résultat	Placements d'assurance	Total expositions directes <sup>(a)</sup>	Prises en pension	Hors bilan	Total expositions directes et indirectes <sup>(b)</sup>	Exposition en %
Grèce								
Irlande								
Italie	102	880	61	<b>1 043</b>	196		<b>1 239</b>	5,3%
Portugal	283	381		<b>665</b>			<b>665</b>	2,8%
Espagne		325	9	<b>334</b>	501		<b>835</b>	3,5%
<b>TOTAL GIIPES</b>	<b>385</b>	<b>1 587</b>	<b>70</b>	<b>2 042</b>	<b>697</b>		<b>2 739</b>	<b>11,6%</b>
Allemagne	1 794	50	12	<b>1 856</b>			<b>1 856</b>	7,9%
Autriche			15	<b>15</b>			<b>15</b>	0,1%
Belgique	1 087		50	<b>1 137</b>			<b>1 137</b>	4,8%
France	15 075	121	889	<b>16 085</b>	2		<b>16 087</b>	68,2%
Luxembourg	155		27	<b>182</b>	4		<b>186</b>	0,8%
Pays Bas	152			<b>152</b>			<b>152</b>	0,6%
Pologne			17	<b>17</b>	25		<b>42</b>	0,2%
Roumanie	15			<b>15</b>			<b>15</b>	0,1%
Slovénie			5	<b>5</b>			<b>5</b>	0,0%
Suisse	23		6	<b>29</b>			<b>29</b>	0,1%
Supra-national								
<b>TOTAL EUROPE</b>	<b>18 302</b>	<b>171</b>	<b>1 021</b>	<b>19 494</b>	<b>32</b>		<b>19 525</b>	<b>82,8%</b>
Reste du monde	902	250	13	<b>1 166</b>	150		<b>1 316</b>	5,6%
<b>TOTAL</b>	<b>19 590</b>	<b>2 008</b>	<b>1 105</b>	<b>22 702</b>	<b>878</b>		<b>23 580</b>	<b>100%</b>

(a) *Expositions directes : valeur nette comptable (y compris dépréciation) des expositions pour compte propre.*

(b) *Exposition directes et indirectes : expositions directes auxquelles s'ajoutent les expositions indirectes à travers les garanties délivrées à des OPCVM du Groupe.*

Les gains et pertes latents sont de 118 millions d'euros. Les titres sont classés en niveau 1. Aucune dépréciation significative n'est constatée sur le stock au 30 juin 2018.

**EXPOSITIONS NON SOUVERAINES DE CERTAINS PAYS DE L'UNION EUROPÉENNES**

Les principales expositions non souveraines des pays suivants : Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne, de la Banque Postale et ses filiales représentent un montant total de 2 682 millions d'euros (contre 4 420 millions d'euros au 31 décembre 2017). Elles se

répartissent principalement entre les catégories bancaires pour 2 210 millions d'euros et corporate pour 458 millions d'euros (contre respectivement 2 389 millions d'euros et 1 481 millions d'euros au 31 décembre 2017).

**NOTE 23    TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES**

Aucune évolution significative dans la nature des transactions avec les parties liées n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2017 (voir note 35 des états financiers consolidés au 31 décembre 2017).

**NOTE 24    ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS EVENTUELS**

Aucune évolution significative des engagements hors bilan et des passifs éventuels n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2017 (voir note 37 des états financiers consolidés au 31 décembre 2017).

**NOTE 25    ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

Néant.

4

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR L'INFORMATION FINANCIERE  
SEMESTRIELLE**



**PricewaterhouseCoopers Audit**  
63 rue de Villiers  
92200 Neuilly sur Seine  
France

**KPMG Audit**  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
920066 Paris La Défense Cedex  
France

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur l'information financière semestrielle**

**(Période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 30 juin 2018)**

Aux Actionnaires  
**LA POSTE SA**  
9 rue du Colonel Pierre Avia  
75015 Paris

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société LA POSTE, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

**I - Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.3 de l'annexe aux comptes consolidés résumés « Impacts de la première application de la norme IFRS 9 », qui expose les incidences sur les comptes de l'entrée en vigueur de la norme IFRS 9.

## **II - Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 1<sup>er</sup> août 2018

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit  
*Département de KPMG S.A.*

Eric Bertier  
Associé

Jacques Lévi  
Associé

Eric Amato  
Associé

Marie-Christine Jolys  
Associée

Crédit photo : médiathèque du Groupe La Poste



**LE GROUPE LA POSTE**

DIRECTION FINANCIÈRE  
9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA - 75757 PARIS CEDEX 15  
Tél. : +33 (0)1 55 44 00 00  
[www.legroupe.laposte.fr](http://www.legroupe.laposte.fr)



La Poste - SA au capital de 3 800 000 000 euros – 356 000 000 RCS PARIS - Siège social : 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA - 75015 PARIS CEDEX 15.